Avril 2016

GRET
Professionnels du développement solidaire

■ RAPPORT FINAL

Evaluation à mi-parcours de la stratégie Recherche-Action mise en œuvre par PROTOS dans son plan Triennal 2014-2016

Version consolidée du 22 avril 2016

DEPARTEMENT SERVICES ESSENTIELS ET RESSOURCES NATURELLES

Préambule

L'association PROTOS a confié au GRET la réalisation de l'évaluation externe du volet « recherche action » de son projet MYP 2013 2016. Ce rapport rend compte de cette mission. Il s'adresse à la fois à son commanditaire direct, PROTOS, et au financeur du projet, la direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD) du Ministère belge de la Coopération au Développement. Il reprend donc pour cette dernière des éléments descriptifs déjà connus de PROTOS.

Ce document est organisé en cinq grandes parties, la première décrit le cadre de cette mission, la dernière rend compte de l'analyse de l'ensemble. Les trois autres sont consacrées aux démarches de Recherche Action conduites dans chacun des trois pays visités, le Bénin, l'Equateur et l'Ouganda.

Cadrage méthodologique et mission d'évaluation au Bénin :

Daniel NEU

Rédaction du rapport et missions d'évaluation au Bénin, en Equateur et en Ouganda :

Emmanuel DURAND

Mission d'évaluation en Equateur (interprétariat) :

Ana Maria STEIGER VELASCO

Le présent rapport d'évaluation n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement l'opinion de ses commanditaires.

Sommaire

PREAMBULE 2
SOMMAIRE 3
RESUME 6
I. CADRE 10
1. Rappel du contexte, des termes de références 10
1.1 Contexte 10
La démarche de PROTOS, ... 10
Le projet MYP 11
1.2 Termes de références 12
Justification de l'évaluation 12
Les principales questions évaluatives 12
1.3 La recherche action pour PROTOS 12
Synthèse de la Note stratégique et du Guide méthodologique 12
Ses premières traductions dans le MYP 14
Relecture 16
2. L'évaluation : éléments de méthodes et contraintes 16
2.1 Eléments de méthodes 16
L'écoute des six à sept catégories d'interlocuteurs 16
Comprendre les projets pour comprendre la RA, un distingo parfois ténu 17
2.2 Contraintes 17
Trois missions très courtes 17
Un objet d'évaluation complexe 18
II. LA RECHERCHE ACTION AU BENIN 19
1. Eléments de contexte et de méthode 19
Le MYP au Bénin 19
Eléments du contexte national liés à l'action 20
L'évaluation : options et déroulement 21
2. La recherche action sur la GIRE 22
2.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise 22
Du problème à la déclinaison de la question clé 22
La méthodologie prévue 24
Le début de mise en œuvre de la recherche et de l'action 25
« Les produits » attendus de la recherche action 28
2.2 Lecture critique de la démarche 28
Des interrogations sur la question clé 28
Une démarche dont la cohérence « recherche » n'est pas très claire 29
La mise en œuvre de l'action intègre des principes RA 30
Mais les éléments de RA mobilisés dans l'action reste perfectibles 31
2.3 Proposition pour la recherche action GIRE 32
Capitaliser (à termes) pour améliorer la démarche de diagnostic des sites artésiens 32
Conduire des RA plus courtes ciblées sur des enjeux plus ponctuels, plus circonscrits, mais néanmoins déterminants pour la gestion et la valorisation des sites 33
Anticiper l'évaluation des effets de l'action sur les sites 34

Prendre de l'avance pour la suite 34
3. La recherche action sur l'ATPC 35
3.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise 35
Du problème à la déclinaison de la question clé 35
La méthodologie prévue 36
Le début de mise en œuvre de la recherche et de l'action 37
« Les produits » attendus de la recherche action 39
3.2 Lecture critique de la démarche 40
Une démarche ambitieuse en phase les attentes institutionnelles 40
Une méthodologie exigeante, encore imprécise, contrainte par le calendrier de l'action 40
Une mobilisation inégale des acteurs 41
3.3 Propositions pour la recherche action ATPC 42
Préciser la méthode et le calendrier d'ici la fin du MYP 42
Compléter la démarche par des éléments d'analyse qualitatifs en valorisant l'expérience de la première année de mise en œuvre de l'ATPC 43
Evaluer le rapport coût/efficacité pour intéresser les bailleurs institutionnels 44
III. LA RECHERCHE ACTION EN EQUATEUR 45
1. Eléments de contexte et de méthode 45
Le MYP en Equateur 45
Eléments du contexte national liés à l'action 46
L'évaluation : options et déroulement 47
2. Les démarches Recherche-Action 48
2.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise 48
Définition des thématiques de RA 48
La méthodologie prévue 50
Le début de la mise en oeuvre 51
« Les produits » attendus de la recherche action 53
2.2 Lecture critique de la démarche 54
Des objectifs politiques confrontés à des contraintes projet 54
Une démarche participative qui laisse aussi sa place à l'expertise 55
Le « groupe moteur » : pertinence de la démarche collective et complexités de fonctionnement 56
Les outils permettant d'évaluer la réponse apportée restent à construire 57
2.3 Propositions 57
Accompagner le processus RA jusqu'au bout 57
Renforcer la compréhension commune au sein du groupe moteur 58
Prendre de l'avance sur l'évaluation de la démarche engagée, au cours de ce cycle et au-delà 58
Investir le « champ technique » au travers des expériences innovantes en matière d'assainissement 59
IV. LA RECHERCHE ACTION EN OUGANDA 60
1. Elément de contexte et de méthode 60
Le MYP en Ouganda 60
Eléments du contexte national liés à l'action 61
L'évaluation : options et déroulement 62
2. La démarche Recherche-Action 62
2.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise 62
Du problème à la déclinaison de la question-clé 62
La méthodologie prévue 63
Le début de mise en œuvre de la recherche et de l'action 64
« Les produits » attendus de la recherche action 67
2.2 Lecture critique de la démarche 67
Un choix innovant, en phase avec les attentes institutionnelles et qui intéresse les acteurs du développement en Ouganda 67
Une méthodologie cohérente qui oriente le partenaire de mise en oeuvre vers une démarche qualité 68
Rôles et compétences : un équilibre entre acteurs qui reste probablement à trouver 70
2.3 Propositions 72

Réviser la place des acteurs dans le processus visant l'élaboration d'un outil de suivi 72
Poursuivre la construction de l'outil et anticiper sur le produit méthodologique 73
Investir d'autres domaines d'expérimentation de PROTOS en Ouganda 74

V. ANALYSES ET SUGGESTIONS D'ENSEMBLE, REPONSE AUX QUESTIONS EVALUATIVES 75
1. Appropriation et mise en œuvre 75
1.1 Adhésion 75
Chez PROTOS 75
Chez les partenaires 75
1.2 Premières concrétisations 75
2. Pronostic des effets 78
2.1 Effets sur l'analyse des problèmes et l'exécution des actions 78
Au Bénin 78
En Equateur 79
En Ouganda 79
Synthèse 79
2.2 Effets sur la participation et le renforcement des capacités des acteurs 79
Au Bénin 79
En Equateur 80
En Ouganda 80
Synthèse 80
2.3 Effets sur le positionnement 80
Co-exécuter 81
Renforcer les capacités 81
Centre de connaissance 81
Plaidoyer 81
Mobilisateur dans le Nord 82
Synthèse 82
3. Points remarquables et suggestions 82

ACRONYMES & ABREVIATIONS 85

PRINCIPAUX DOCUMENTS CONSULTES 87

ANNEXES 89

Résumé

L'ONG de droit belge PROTOS a fait évoluer son positionnement depuis sa création il y a plus de 35 ans, agissant d'abord comme intermédiaire entre des organisations du Sud et des bailleurs de fonds, l'organisation devient **co-exécutrice de projets**, le plus souvent en **appui à la Maitrise d'Ouvrage Locale**, avec pour **cadre thématique de ses interventions, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau**.

Dans la continuité de sa politique en matière de Gestion des Connaissances et d'Echange et Diffusion des Connaissances entreprise depuis 2008 **et conséquence d'une volonté d'adaptation aux enjeux mondiaux et aux changements qui s'opèrent dans le secteur du développement, PROTOS s'engage à compter de 2013 dans la Recherche-Action** : validation de cette orientation par le Conseil d'Administration et élaboration d'une Note stratégique diffusée aux équipes en début d'année, proposition de thèmes envisageables pour chaque pays d'intervention en milieu d'année et organisation d'un séminaire international en Belgique visant l'opérationnalisation de la Recherche Action sur le terrain en octobre. Cette stratégie se concrétise au travers du programme triannuel de PROTOS 2014-2016 (MYP III) ; son bailleur, **la DGD finance un volet spécifique Recherche-Action pour chaque pays avec comme résultat à atteindre : « Les conclusions de la recherche-action » sur les questions clés du secteur (eau, hygiène, assainissement et GIRE) sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information aux niveaux local, régional et national ».**
Le présent rapport vise à apprécier le début de mise en œuvre sur le terrain des démarches de Recherche-Action. **PROTOS a demandé au GRET d'analyser la déclinaison de sa stratégie dans trois pays où l'organisation est implantée : le Bénin, l'Equateur et l'Ouganda.** Les évaluateurs ont ainsi mené trois missions de 7 à 9 jours entre décembre 2015 et février 2016 accompagnés des collaborateurs de PROTOS en poste dans ces pays. Les **démarches évaluées ont débuté** entre décembre 2013 et octobre 2014, **avant la diffusion par le Siège,** à compter de février 2015, **d'un « guide méthodologique pour l'élaboration de la Recherche-Action ».** Sur le terrain, aucune démarche n'était logiquement aboutie lors de l'évaluation. Ce MYP doit être considéré comme un programme permettant l'appropriation de l'approche ; des résultats sont attendus mais c'est aussi une période d'apprentissage collectif.

Les questions clé auxquelles doivent répondre les démarches de Recherche-Action évaluées au cours de cette étude sont :
Au Bénin,

- **L'hypothèse selon laquelle « l'amélioration des conditions de vie et des revenus issus des systèmes de production alimentés par l'eau des forages artésiens peut susciter au niveau local une dynamique de gestion concertée de l'eau et des terres garantissant la durabilité des installations hydrauliques et hydroagricoles » se vérifie-t-elle**
- **« Comment parvenir à un vrai Assainissement Total (qui prend en compte l'hygiène domiciliaire, la gestion des déchets, le gravissement de l'échelle de l'assainissement) ?**

En Equateur,

- **« Quels concepts, approches, stratégies et/ou outils sont nécessaires à appliquer sur les territoires, avec des acteurs locaux, pour développer au niveau local des processus participatifs d'analyse des vulnérabilités et le design de mesures d'adaptation de l'exercice du Droit Humain à l'Eau et à l'Assainissement face aux effets du Changement Climatique, contenus respectivement dans les plans d'adaptation des Gouvernements Autonomes Décentralisés ? »**

- **« Quelles sont les iniquités de genre dans la gestion de l'eau et de l'assainissement ? »**

En Ouganda,

- **« Peut-on suivre la contribution des mesures GIRE à l'adaptation aux changements climatiques ? Et si oui, comment ? »**

Si les 8 **étapes décrites dans la Note stratégique Recherche-Action** puis détaillées davantage dans le Guide méthodologique orientent globalement les démarches, leur **compréhension et interprétation diffèrent d'un pays à l'autre**.
Elles **diffèrent** d'abord **de par leur mécanisme de pilotage et de mise en œuvre**. En matière de pilotage, PROTOS assure souvent la fonction, seul dans la démarche ATPC au Bénin ou GIRE et Changements Climatiques en Ouganda, ou en co-pilotage avec une autre organisation dans les démarches initiées en Equateur. Le pilotage d'une démarche est parfois confié à un partenaire local, c'est le cas de celle concernant la GIRE au Bénin. Pour la mise en œuvre des démarches, PROTOS s'associe toujours à un partenaire local : ONG partenaire de PROTOS la plupart des cas ou ONGs prestataires d'une collectivité locale pour la démarche ATPC au Bénin.

Les **approches choisies** pour répondre aux questions clé mentionnées précédemment **diffèrent également** : diagnostics débouchant sur une typologie des sites de forage et des plans d'action associés (RA GIRE au Bénin) ; revue des pratiques et test de combinaisons de méthodes de sensibilisation devant permettre de formuler des recommandations sur les méthodes à privilégier (RA ATPC au Bénin) ; construction de protocoles, formations, diagnostics et plans d'action participatifs appuyés par de l'expertise (en Equateur) ; recherche d'une méthode, application de la « Théorie du Changement » pour élaborer avec les communautés un outil de suivi de l'adaptation aux Changements Climatiques (en Ouganda).
A l'exception de la démarche engagée en Ouganda (domaine M&E), **toutes les démarches sont intégrées dans l'action. Jamais la recherche ne prend le pas sur l'action.**
Les **démarches itératives** sont **globalement peu planifiées**, à l'exception de celles menées en Equateur, qui disposent de protocoles bien construits.
En ce qui concerne les **produits diffusables**, **seule l'équipe en Equateur a formulé précisément des objectifs à atteindre** (pour chaque démarche : méthodologie du processus de diagnostic et grilles d'analyse). Au Bénin comme en Ouganda, des produits sont envisagés (respectivement des recommandations de méthodes et un guide pratique) mais cette ambition sera ajustée aux résultats atteints.

Les démarches engagées permettent le plus souvent d'approfondir les questionnements sur les problèmes rencontrés par PROTOS et ses partenaires locaux, associatifs, institutionnels (démarches toujours en cohérence avec les politiques publiques) et probablement communautaires (bien que jusqu'à présent les populations ne soient pas directement impliquées dans l'identification des problèmes). Il est **trop tôt pour pronostiquer les effets sur l'action** de ce choix stratégique, ceux-ci s'apprécieront sur des cycles plus longs. **On voit toutefois** dès à présent **que** :

- **La Recherche-Action peut contribuer à fournir un référentiel qualité à la démarche d'intervention (GIRE Bénin)**
- **La Recherche-Action peut contribuer à promouvoir la notion de test pour la recherche de solutions (ATPC Bénin)**
- **La Recherche-Action peut permettre d'associer expertise et savoir populaire et intégrer alors une dimension émancipatrice (Equateur)**
- **La Recherche-Action peut favoriser l'innovation (Ouganda)**

Les démarches favorisent le renforcement des capacités des acteurs locaux institutionnels et communautaires mais là encore **de façon différenciée ; la nature et le degré de participation**

diffèrent selon la question traitée (depuis un choix de techniques opérationnelles jusqu'à une ambition de transformation sociale), **les destinataires des produits de la Recherche-Action** (communautés, institutions, ONGs) **et le contexte** (historique des modes d'intervention des acteurs humanitaires, culture de l'éducation populaire, etc.).
Les partenariats dans le pilotage et/ou la mise en œuvre des démarches **contribuent à renforcer les capacités des acteurs associatifs locaux** sur les thématiques traitée (c'est particulièrement le cas lorsque de l'expertise est associée à la démarche) et en matière de méthodologie (davantage pour les partenaires impliqués dans le pilotage que pour ceux assurant la mise en œuvre).

PROTOS est déjà reconnue comme une ONG innovatrice, par ses pairs et par les acteurs institutionnels notamment. **La qualité des produits de la Recherche-Action et la capacité de PROTOS à la diffuser dans les pays où ils sont développés mais aussi au-delà seront déterminantes pour orienter les acteurs du secteur et les politiques publiques** et faire ainsi de PROTOS un centre de connaissance de référence. Bien que non apprécié au cours de cette étude, on peut penser que la Recherche-Action devrait faciliter la mobilisation d'acteurs au Nord, notamment dans le monde de la Recherche si PROTOS y fait appel à de l'expertise.

Parmi les équipes de PROTOS sur le terrain comme au Siège, **il y a une forte adhésion à la stratégie Recherche-Action engagée**. 15 mois à 2 ans après que les démarches aient été engagées au sein des Représentations de PROTOS, l'expérimentation de la Recherche-Action intéresse et partout il y a **une volonté affichée de progresser dans cette approche**. Pour poursuivre l'appropriation de ce mode d'action, les évaluateurs soulignent quelques points d'attention :

- **La temporalité**

Il est difficile de faire coïncider le temps de la recherche et le temps du projet. La phase de **diagnostic peut prendre du temps**, c'est le cas notamment lorsque l'approche choisie est très participative. De plus, si l'expérimentation peut se faire dans l'intervalle de temps du projet, **mesurer les effets et les impacts des actions entreprises s'apprécient le plus souvent sur des temps bien plus long.**
Nous recommandons si le choix porte sur des questions complexes (enjeux sociaux notamment) **de raisonner la Recherche-Action à plus long terme que la durée du projet**. Les questions complexes peuvent aussi trouver leur réponse dans une succession de démarches Recherche-Action moins ambitieuses (cela nécessite un protocole qui orientera le processus itératif).
S'il est souvent difficile d'évaluer effets et impacts (on peut toutefois les planifier), **il est possible d'évaluer l'intérêt potentiel des acteurs pour les produits en développement et l'effet du renforcement des capacités** chez les participants aux démarches.

- **Les ressources humaines**

Le dimensionnement RH nécessaire pour la Recherche-Action diffère sensiblement d'une démarche classique d'intervention. **Si de nouvelles fonctions sont apparues, il n'y a pas vraiment eu d'évolution dans la nature des postes et c'est souvent l'opérationnel qui, logiquement, prime**. Et en dehors de la question du temps disponible des collaborateurs, il apparait sur ce type de démarche, la **nécessité de prendre du recul sur l'action**, et selon la question traitée, un **besoin de mobiliser de l'expertise extérieure**.
Nous recommandons la généralisation de postes dédiés à la Recherche-Action dans les CAR (à l'instar de l'Ouganda de dispositif RH en Ouganda, la fonction de pilotage de la Recherche-Action peut être couplée au Suivi et Evaluation). Cela permettra de **renforcer la composante recherche** mais aussi pourra **contribuer à un renforcement plus systématique des capacités** des partenaires locaux.

Nous recommandons également **un recours plus systématique à l'expertise** (l'exemple de l'Equateur montre la plus-value en termes de qualité des produits attendus).
Selon la place que PROTOS souhaite accorder à la Recherche-Action, **un poste dédié**, désengagé du suivi opérationnel **pourrait être envisagé au Siège**.

- **La méthodologie**

La place de l'action reste prédominante dans les démarches engagées, **PROTOS doit probablement s'interroger sur la place à accorder à la recherche** et, le cas échéant **se munir d'outils de pilotage et de suivi plus formels**. Aujourd'hui, les démarches tentent de suivre les étapes proposées par le Note stratégique et le guide méthodologique mais les interprétations diffèrent.
Nous recommandons de mener une revue collective qui permettrait de **s'accorder sur une compréhension commune et améliorer le guide** au vu des expériences menées.

On note des **trajectoires différentes, liées au contexte mais aussi à l'envergure des questions clé et des destinataires des produits attendus**. Si PROTOS souhaite conserver ce large spectre de la Recherche-Action, il est logique que les méthodes se déclinent de manière distincte (place de la participation et rôles des acteurs notamment).

Enfin, alors que PROTOS se positionne le plus souvent en appui à la Maitrise d'Ouvrage Locale, **la place à accorder aux institutions locales dans la Recherche-Action devra probablement figurer parmi les critères** dans le choix des questions clé et des produits attendus.

I. CADRE

1. Rappel du contexte, des termes de références

1.1 Contexte

La démarche de PROTOS,

Depuis sa création il y a plus de 35 ans, l'ONG de droit belge PROTOS s'est spécialisée dans l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et l'eau agricole avant de formaliser un cadre thématique de référence pour ses interventions : la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Alors que jusqu'à la fin des années 1990, PROTOS se positionne principalement comme intermédiaire entre des ONG locales du Sud et des bailleurs de fonds, l'organisation engage une transition au tournant des années 2000, vers un rôle de co-exécuteur de projets avec comme ligne stratégique l'appui à la maitrise d'ouvrage locale et comme cadre thématique, la GIRE.

Si dès mars 2011, dans son rapport d'évaluation transversale sur la mise en œuvre de la GIRE et l'intégration de la problématique « Changement Climatique », le cabinet d'études Hydroconseil suggère à PROTOS d'investir la Recherche-Action, c'est en 2012 que le débat est lancé au sein de l'organisation. Il s'agit de réfléchir collectivement à l'évolution de PROTOS au cours de la décennie qui suit, de déterminer quel rôle serait le plus pertinent et quelles valeurs ajoutées PROTOS pourrait apporter au secteur du développement dans ses thématiques d'intervention.

Une analyse est menée en interne pour comprendre le contexte, les évolutions et tendances en matière de coopération internationale et de développement local, notamment dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Parallèlement, PROTOS identifie, avec ses collaborateurs (du Nord comme du Sud), ses principaux « métiers » ou rôles. Cinq sont retenus :

- Co-éxécution (mettre en œuvre de projets conjointement avec des partenaires du Sud)
- Gestion des connaissances (systématiser les apprentissages, les valoriser, et les diffuser)
- Mobilisation (impliquer des partenaires au Nord)
- Renforcement des capacités (appuyer/former des acteurs du Sud)
- Plaidoyer (défendre des valeurs et des méthodes et tenter d'influer sur les politiques publiques)

Les réflexions menées conduisent les équipes PROTOS à confirmer le choix de conserver ces 5 « métiers ». Une approche centrale assurant le lien et la cohérence entre ces métiers est envisagée : la Recherche-Action. Cette démarche n'est pas foncièrement nouvelle pour PROTOS qui depuis 2008 a capitalisé et communiqué davantage sur ses actions innovantes grâce aux stratégies développées visant la Gestion des Connaissance (GC) et l'Echange et Diffusion des Connaissances (EDC). Si la Recherche-Action ne doit pas être considérée simplement comme une meilleure systématisation de ces stratégies de valorisation des connaissances acquises mais bien comme une approche qui s'inscrit à chaque étape du cycle de projet et contribue aux orientations, ce choix stratégique s'inscrit logiquement dans la continuité des réflexions menées depuis des années chez PROTOS et des modes d'intervention pré-existants.

Le positionnement de la Recherche-Action comme colonne vertébrale de l'intervention de PROTOS est formulé par l'organisation dans sa programmation stratégique 2014-2023 et ce choix

est validé par le Conseil d'Administration en février 2013. Une note stratégique définissant les concepts clés de la Recherche-Action pour PROTOS est élaborée et diffusée aux équipes. Elle s'inscrit en continuité avec la note stratégique sur l'Echange et Diffusion des Connaissances (EDC). Ces documents successifs illustrent les évolutions en cours au sein de l'organisation.

En octobre 2013, PROTOS organise un séminaire international de 4 jours en Belgique visant à opérationnaliser la stratégie de Recherche-Action sur ses terrains d'intervention. Les Représentations de PROTOS avaient été appelées, en amont du séminaire, à réfléchir avec leurs partenaires locaux à des thèmes de Recherche-Action envisageables, à inclure dans la proposition faite à la DGD pour le financement du plan triennal 2014-2016 de l'organisation (MYP).

Les objectifs de cet atelier regroupant les équipes de PROTOS du Nord et du Sud et les principaux partenaires de mise en œuvre des projets visaient :

- Un échange structuré entre tous les participants sur la pertinence et la faisabilité de la RA
- La construction d'une vision partagée autour de la RA
- L'exploration des implications stratégiques, opérationnelles et institutionnelles de l'adoption d'une démarche RA
- La définition d'un plan réaliste pour amorcer et intégrer progressivement la RA dans les programmes en cours et les futures actions

L'élaboration d'un cadre commun, adaptable aux contextes multiples dans lesquels travaille PROTOS a pris du temps, conduisant l'organisation à revoir son ambition de produire des plans détaillés de mise en œuvre. Les participants ont semblé dans l'ensemble satisfaits des avancées et se sont accordés sur l'importance de réaliser un suivi rigoureux du processus de mise en œuvre de la stratégie RA, avec pour défi de parvenir à des résultats probants en 2016.

Le projet MYP

PROTOS bénéficie depuis 2008 de financements triennaux par la DGD. Ces plans intitulés MYP (Multi-Year Program) financent la majeure partie de l'intervention de l'organisation dans ses 9 pays d'implantation. Le MYP III est l'actuel programme de PROTOS, il couvre la période 2014-2016 et succède à deux précédents MYP. Si l'intégralité du programme actuel ne nous a pas été communiqué, PROTOS nous a toutefois transmis les extraits correspondant à la déclinaison de la Recherche-Action par pays, et aux propositions de projets pour le Bénin, l'Equateur et l'Ouganda.

Pour chaque pays d'intervention, un projet indépendant est présenté, exposant une analyse du contexte et la stratégie envisagée. Cette stratégie est déclinée sous forme de cadre logique, avec un objectif spécifique, des résultats à atteindre, des activités et des indicateurs.

La stratégie Recherche-Action est inscrite pour la première fois dans le MYP de PROTOS, présenté pour financement à la DGD fin 2013. Ce MYP, qui réaffirme la priorité à l'action, sera aussi un programme de transition, d'apprentissage, au cours duquel les équipes de PROTOS et leurs partenaires devront s'approprier la démarche. Pour tous les pays d'intervention, le Résultat 1 attendu est identique et correspond à la Recherche-Action. Il est globalement rédigé ainsi : *les conclusions de la recherche-action sur les questions clé du secteur (eau, hygiène, assainissement et GIRE) sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information aux niveaux local, régional et national.* Les Résultats 2, 3 (voir suivants) sont quant à eux spécifiques à chaque pays et aux types d'action projetés (eau potable, assainissement, GIRE...)

Notons que la présence d'un volet spécifique consacré à la Recherche-Action dans le MYP a été acceptée par la DGD, à condition qu'une évaluation à mi-parcours de ce volet soit réalisée par un prestataire externe. C'est l'objet de la présente étude menée par le GRET.

1.2 Termes de références

Justification de l'évaluation

En septembre 2015, PROTOS rédige les termes de références d'une mission d'évaluation à mi-parcours de sa stratégie Recherche-Action (cf. Annexe 1). Cette évaluation -objet du présent rapport- doit répondre à deux attentes :

- Rendre compte à la DGD des méthodologies en matière de Recherche-Action développées et mises en œuvre par les CAR de PROTOS. Le bailleur demande que cette évaluation soit menée dans 3 pays au moins.
- Contribuer à la réflexion en interne. Il s'agit de dépasser la notion d'appréciation externe de l'évaluation et considérer le temps consacré par les équipes à ce travail comme un moment de recul et d'apprentissage interne qui favorisera l'amélioration d'une approche systématique récemment déclinée sur le terrain.

Les principales questions évaluatives

PROTOS souhaite que soient appréciés :

- L'appropriation et la maitrise de la démarche Recherche-Action par ses équipes au Sud mais également par ses partenaires de mise en œuvre, au travers des premières concrétisations (« trajets » de Recherche-Action dans lesquels se sont engagées les CAR depuis début 2014).
- Les premiers effets envisageables, en matière de mode d'intervention mais également de positionnement.

Les Termes de Références définissent des valeurs et critères qualité permettant de caractériser la pertinence de la stratégie Recherche-Action telle que déclinée dans les interventions de PROTOS au Sud :

- impact sur l'analyse du problème et la recherche de solutions
- équilibre entre recherche et action
- compétences disponibles et pertinence des collaborations
- participation
- renforcement des capacités
- échanges, diffusion, reconnaissance

1.3 La recherche action pour PROTOS

Synthèse de la Note stratégique et du Guide méthodologique

Dès février 2013, alors que la Recherche-Action est inscrite dans la programmation stratégique 2014-2023, une note stratégique est élaborée par PROTOS et diffusée aux équipes.

Cette note fournit des éléments conceptuels traduisant la compréhension de ce qu'est la Recherche-Action pour PROTOS. La place primordiale de l'action est affichée, la recherche est en appui à l'action. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- mettre en œuvre une transformation

- rendre plus durable l'action et augmenter son impact par l'acquisition et la valorisation des connaissances
- favoriser la diffusion et la valorisation des connaissances par d'autres acteurs

La partie conceptuelle de la note précise l'importance du caractère participatif de la démarche : « la production d'un savoir se développe par l'engagement et l'action des acteurs concernés, dans le but de l'amélioration de leur propre situation ».

L'aspect Recherche est défini comme l'analyse des résultats consécutifs à un changement provoqué dans une situation initiale. Les résultats attendus doivent être définis antérieurement au changement induit puis analysés en fonction du contexte et de la situation de départ, grâce à des outils de suivi et d'évaluation (apprentissages des expériences positives comme négatives).

L'importance de la capitalisation, de la valorisation et de la diffusion des résultats est rappelée. Le choix de la Recherche-Action par PROTOS doit également contribuer à développer l'impact de ses interventions via leur réplication par d'autres acteurs du secteur de l'eau et du développement.

Notons que la notion « d'acteurs concernés par l'action » est mentionnée à de nombreuses reprises sans qu'une définition précise n'en soit donnée. Le document indique que la recherche de solutions innovatrices doit se faire en collaboration avec les acteurs concernés. L'une des finalités de la démarche est également leur appropriation de la connaissance développée.

Dans cette démarche de Recherche-Action, PROTOS se définit comme « chercheur en action » ou encore comme « facilitateur de la (co-)mise-en-œuvre ». Son rôle est « d'apporter aux acteurs concernés des connaissances méthodologiques, scientifiques et techniques pour éclairer leurs problèmes et les aider à les résoudre ».

La note stratégique Recherche-Action définit certains principes de mise en œuvre, découlant des expériences passées de l'organisation (nécessité d'un cadrage méthodologique par exemple) et d'une connaissance des contextes d'intervention (orientation sur le choix des acteurs à impliquer).

Un processus en 8 étapes est proposé, chaque étape devant avoir un caractère participatif :

1/ Identification du problème

2/ Définition de la question de recherche

3/ Détermination des méthodes de travail

4/ Phase de recherche sur le terrain

5/ Restitution et validation des résultats aux participants

6/ Mise en œuvre de la solution retenue

7/ Evaluation des résultats

8/ Diffusion des résultats

En matière de pilotage des processus de Recherche-Action, PROTOS indique la nécessité de responsabiliser en interne, au Siège comme sur le terrain, certains collaborateurs. L'organisation s'interroge sur la nécessité de faire évoluer son dispositif RH et sur les compétences à développer.

En matière de partenariat, PROTOS précise que tous les partenaires de mise en œuvre n'ont pas vocation à maitriser le processus même de Recherche-Action mais devront malgré tout en intégrer les enjeux.

PROTOS envisage également une ouverture de son cercle de partenaires, à la fois pour profiter d'exertises complémentaires et pour bénéficier d'une audience plus large, dans ses pays d'intervention comme à l'international.

La note stratégique propose enfin des thèmes et sous-thèmes appropriés pour la Recherche-Action, sans toutefois formuler les questions :

Pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, les thèmes sont les suivants :

- *Elaboration et gestion de la filière d'assainissement avec une attention particulière à la gestion des boues de vidange dans les villes de taille moyenne et les agglomérats urbains.*
- *Le lien entre les méthodes de changement des comportements hygiéniques et l'amélioration de la santé et assainissement de l'environnement en milieu rural*

Pour l'eau potable, le thème est le suivant :

- *Améliorer / optimaliser / rendre durable la gestion des systèmes d'eau potable*

Pour l'eau agricole, le thème est le suivant :

- *Améliorer / optimaliser / rendre durable la gestion de l'eau agricole*

Pour la GIRE et le Changement Climatique, le thème est le suivant :

- *Elaborer des méthodes pratiques de mise en œuvre (surtout au niveau local) des principes de la GIRE et de l'adaptation au CC*

Si la démarche Recherche-Action a été initiée sur le terrain avec cette note stratégique comme principal outil d'orientation méthodologique, un guide à vocation plus opérationnelle, détaillant davantage le processus, a été produit au Siège et diffusé aux CAR à compter de février 2015.

Ce guide précise le concept théorique et insiste notamment sur le côté cyclique de la démarche.

Les 8 étapes de la note stratégique sont regroupées en 4 phases :

- Phase 1 : Détermination du problème et de la question de recherche (étapes 1 et 2)
- Phase 2 : Développement et mise en œuvre d'un plan de recherche (étapes 3, 4 et 5)
- Phase 3 : Mise en œuvre de l'intervention de la RA (étapes 6 et 7)
- Phase 4 : Diffusion des connaissances (étape 8)

Chaque phase est décrite dans le guide, précisant pour chacune l'objectif de l'étape, les questions à se poser et des conseils méthodologiques.

Ses premières traductions dans le MYP

La déclinaison du choix stratégique pour la Recherche-Action se traduit dans l'élaboration du programme triennal de PROTOS 2014-2016 présenté à la DGD fin 2013 (MYP III). Comme expliqué

précédemment, pour les 9 pays d'intervention de PROTOS, un projet autonome est proposé et présenté sous forme de cadre logique, avec un objectif spécifique, des résultats attendus, des activités prévues et des indicateurs.

Pour chaque pays, le Résultat 1 est formulé globalement comme suit : *les conclusions de la recherche-action sur les questions clé du secteur (eau, hygiène, assainissement et GIRE) sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information aux niveaux local, régional et national.*

Les indicateurs relatifs à l'atteinte des résultats offrent une marge de manœuvre importante à la Recherche-Action. Pour le Bénin, l'Equateur ou encore l'Ouganda seuls le nombre de produits disponibles pour diffusion et le nombre de personnes/institutions impliquées dans la présentation des produits seront mesurés pour déterminer l'atteinte du résultat 1.

Le MYP propose également des problématiques auxquelles la Recherche-Action pourrait contribuer à apporter des réponses.

Au Bénin, les thèmes cités dans le MYP sont :

- *comment faire intervenir au mieux le secteur privé pour arriver à une gestion de l'eau potable durable et équitable en zone rurale ?*
- *comment obtenir une amélioration significative de l'hygiène et de l'assainissement dans les communautés et dans les écoles (infrastructures et méthodes de sensibilisation) ?*
- *comment motiver les usagers de l'eau pour appliquer les principes de la GIRE ?*

En Equateur, les thèmes cités dans le MYP sont :

- *l'utilité d'un système informatique de gestion à destination des Gouvernements Autonomes Décentralisés pour faciliter la gestion locale de l'assainissement (à l'instar de l'outil SIGAP développé en matière de gestion de l'eau)*
- *les dynamiques de genre et d'exclusion sociale sur les questions de l'eau et de l'assainissement*
- *la vulnérabilité du Droit Humain à l'Eau face aux effets des changements climatiques et les mesures d'adaptation*
- *les éléments qui influencent la durabilité des systèmes d'eau*

En Ouganda, le thème cité concerne *l'identification d'interventions à petite échelle, au niveau des ménages permettant de renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques, de façon durable.* Les échanges avec le ministère en charge de l'eau concluent au besoin de démontrer la pertinence d'actions GIRE en matière d'adaptation aux changements climatiques.

Pour chaque pays, le MYP décrit succinctement les acteurs à impliquer dans la Recherche-Action et leurs rôles ainsi que les sous-résultats à atteindre (descriptions de modèles et méthodes, publications…)

Relecture

Comme le rappelle PROTOS lors de son atelier d'octobre 2013 puis dans ses documents stratégiques sur la Recherche-Action, le concept de la Recherche-Action couvre des compréhensions diverses, et on trouve presque autant de définitions différentes que d'utilisateurs.

Pour nous, comprendre sa signification pour PROTOS n'a pas été un exercice simple. D'abord, il a fallu nous affranchir de nos propres visions (probablement diverses au sein même du GRET). Ensuite le Guide méthodologique de PROTOS nous a paru compliqué à lire. Il est probablement le fruit d'une recherche de consensus parmi les différentes visions des participants aux réflexions stratégiques. L'approche proposée par le Siège offre une marge de flexibilité et on verra d'ailleurs que les interprétations faites sur le terrain sont diverses, tant en termes de portée de la question de recherche, qu'en termes de méthodes ou de produits attendus.

Pour schématiser, on comprend la vision de Recherche-Action de PROTOS comme à la fois une démarche qualité globale et un processus de recherche.

On retrouve en effet des principes d'une démarche qualité :

- diagnostics éclairant la problématique
- indicateurs permettant de suivre l'atteinte des résultats
- démarche itérative permettant de réorienter les choix
- importance de la participation

Mais aussi des fondamentaux d'une démarche de recherche transcris dans un protocole définissant :

- la question de recherche
- les étapes et les résultats d'étape attendus
- des méthodes et outils d'analyse
- les produits finaux qui permettront de répondre à la question posée initialement

2. L'évaluation : éléments de méthodes et contraintes

La première phase du présent travail d'évaluation a été de prendre connaissance des principaux documents développés au Siège de PROTOS explicitant ce qu'est la Recherche-Action pour l'organisation, les logiques qui ont conduit à ce choix stratégique et les méthodes d'opérationnalisation proposées. Un entretien préparatoire aux missions terrain a eu lieu en novembre 2015 avec Dirk Glas -basé au Siège de l'organisation en Belgique-, Responsable géographique Grands Lacs et Madagascar et assurant la coordination de la mise en œuvre de la stratégie Recherche-Action par les CAR.

2.1 Eléments de méthodes

L'écoute des six à sept catégories d'interlocuteurs

Pour évaluer le début de mise en œuvre de la stratégie Recherche-Action sur les terrains d'intervention, nous avons souhaité écouter les différents acteurs partie-prenantes de la démarche.

Les principaux échanges ont bien sûr eu lieu avec les équipes de PROTOS (qui, dans les trois pays visités, se sont rendues disponibles et ont consacré beaucoup de temps à nos missions) mais également avec leurs partenaires de mise en œuvre impliqués dans des processus de Recherche-Action (ONGs locales) :

- Pour le Bénin : PNE-Bénin
- Pour l'Equateur : CEFODI, SENDAS et CEDIR
- Pour l'Ouganda : JESE

Nous avons également rencontré :

- Des représentants des collectivités locales (mairies au Bénin, GAD cantonaux et paroissiaux en Equateur, District et Sub-County en Ouganda)
- Des représentants des services déconcentrés / autorités provinciales (Direction départementale de l'eau au Bénin, GAD provincial en Equateur, DWRM en Ouganda)
- Les « prestataires » (ONG d'intermédiation sociale au Bénin, consultants en Equateur)
- Des populations bénéficiaires des interventions de PROTOS et de ses partenaires
- Des partenaires actuels ou potentiels disposant d'expertises particulières (Chercheur en Sciences sociales en Equateur, Université des Montagnes de la Lune et ONG KRC en Ouganda)
- Quelques interlocuteurs institutionnels au niveau national au Bénin (représentants du Ministère de l'Eau et du Ministère de la Santé)

Comprendre les projets pour comprendre la RA, un distingo parfois ténu

Si au regard des démarches engagées, nous avons pu distinguer les principales parties-prenantes, la difficulté majeure de notre travail a été de s'attacher à l'analyse de la Recherche-Action sans glisser vers l'évaluation à mi-parcours de projets. Nous nous sommes à de nombreuses reprises questionné sur ce à quoi limiter nos investigations, notamment au Bénin et en Equateur où les démarches projet et Recherche-Action sont imbriquées l'une dans l'autre. Le distinguo a souvent été compliqué et on a dû s'efforcer de comprendre à la fois la démarche projet et la démarche Recherche-Action.

La Recherche-Action en Ouganda portant sur l'élaboration d'un outil de monitoring, la frontière entre projet et Recherche-Action était plus nette, ce qui a facilité davantage la délimitation du périmètre d'investigation.

2.2 Contraintes

Trois missions très courtes

L'évaluation sur le terrain a consisté à mener 3 missions dans trois pays d'intervention de PROTOS. Si les Termes de Référence de l'étude prévoyaient l'analyse de la mise en œuvre de la Recherche-Action au Bénin, en Equateur et au Mali, ce dernier pays a dû être remplacé par l'Ouganda en raison de la situation sécuritaire dégradée.

La mission au Bénin s'est déroulée du 10 au 17 décembre 2015 (7 jours)

La mission en Equateur s'est déroulée du 18 au 26 janvier 2016 (9 jours)

La mission en Ouganda s'est déroulée du 9 au 15 février (7 jours)

Si la durée de la mission en Ouganda était adaptée à l'évaluation d'un processus de Recherche-Action circonscrite tant dans son ambition que dans son périmètre géographique de mise en œuvre, les deux autres missions se sont avérées très courtes pour :

- Analyser, au Bénin, deux démarches RA conduites de manière bien distinctes, l'une par PROTOS, l'autre par son partenaire PNE
- Analyser, en Equateur, deux démarches RA traitant de thématiques distinctes -mais partageant une même approche méthodologique- et conduire les investigations dans deux régions éloignées du pays.

Ces missions ont probablement permis aux évaluateurs de comprendre les processus engagés et les environnements d'acteurs dans lesquels ceux-ci s'inscrivent. Toutefois des temps si courts sur des terrains nouveaux (pour l'équipe GRET) rendent difficile la mesure des contraintes contextuelles rencontrées par PROTOS et ses partenaires.

Un objet d'évaluation complexe

Comme nous l'avons vu précédemment, comprendre la démarche implique de comprendre les projets dans leur ensemble. On se focalise ici sur l'approche et la méthode engagée et diffère d'une évaluation de projets qui tentera de mesurer l'atteinte de résultats au regard de critères reconnus (critères CAD de l'OCDE, critères COMPAS…).

A cela s'ajoute une mise en œuvre récente de la stratégie RA. Les« trajets » RA ont été initiés il y a moins de 15 mois pour la plupart (financement du MYP III obtenu en octobre 2014) et aucune des démarches RA analysées lors de ces missions n'avaient bouclé un premier cycle lors des missions d'évaluation. On intervient logiquement sur des démarches qui ne sont pas abouties et cette évaluation à mi-parcours du volet d'un projet de trois ans ne permet pas de mesurer des effets et encore moins des impacts.

De plus, les projets menés par PROTOS et ses partenaires (et leurs volets RA) s'inscrivent dans la continuité des logiques d'intervention, souvent complexes dans leurs ambitions et leurs déploiements. Et il s'avère parfois difficile de distinguer ce qui est lié à la RA et ce qui correspond à une manière d'intervenir antérieure au choix stratégique de la RA.

Enfin, si globalement la note stratégique et le guide méthodologique orientent les « trajets » RA engagés, les compréhensions diffèrent d'une CAR à une autre, et la façon de conduire le processus varie considérablement entre les pays : l'appropriation de la démarche est chaque fois spécifique, comme le type de produit (et ses destinataires) qu'on cherche à atteindre. Cela a donc impliqué pour les évaluateurs une certaine prise de distance pour s'éloigner de leur propre concept de la RA bien sûr mais aussi de ce qu'ils avaient compris des orientations génériques du Siège, pour s'intéresser à la logique déployée localement sans chercher à tout prix un parallèle étroit entre les méthodologies déployées par les CAR de PROTOS.

II. LA RECHERCHE ACTION AU BENIN

1. Eléments de contexte et de méthode

Le MYP au Bénin

La mise en œuvre de la stratégie Recherche-Action au Bénin s'inscrit dans le MYP III proposé pour financement à la DGD en 2013.

Le projet proposé au Bénin présente 3 résultats attendus qui doivent permettre d'atteindre l'objectif spécifique, à savoir : *L'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et la gestion des ressources naturelles pour l'agriculture, sont durablement améliorés par la gestion intégrées des ressources en eau et la recherche-action pour contribuer à une meilleure santé et sécurité alimentaire dans 6 communes de Mono-Couffo au Bénin.*

Parmi ces résultats, le Résultat 1 concerne la Recherche-Action.

Il est formulé ainsi : *Les conclusions de la recherche-action concernant la gestion des infrastructures d'eau potable, les meilleures pratiques en hygiène et assainissement et l'application locale de la GIRE sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information destinée au grand public aux niveaux local et national.*

Les autres résultats attendus sont les suivants :

Résultat 2 : *Les capacités des communes sont renforcées pour fournir des services de qualité dans le secteur de l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement.*

Il s'agit d'améliorer l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement via le renforcement des capacités des communes en matière de maitrise d'ouvrage et la mise en place et l'accompagnement de structures de gestion.

Il est prévu également d'œuvrer à l'amélioration des pratiques d'hygiène, et de contribuer à la fin de la défécation à l'air libre grâce à l'approche « Assainissement Total Piloté par la Communauté » et d'autres méthodes de sensibilisation

Résultat 3 : *La législation nationale GIRE sera appliquée au niveau local par les communes.*

L'action se veut dans la continuité du MYP II, avec comme axe prioritaire la concertation entre usagers et le renforcement des structures de gestion pour une meilleure protection et valorisation des ressources en eau.

Sur base d'une analyse de secteur, des expériences propres et des échanges, des questions de Recherche-Action sont mentionnées dans le MYP III :

- *comment faire intervenir au mieux le secteur privé pour arriver à une gestion de l'eau potable durable et équitable en zone rurale ?*
- *comment obtenir une amélioration significative de l'hygiène et de l'assainissement dans les communautés et dans les écoles (cela concerne aussi bien les infrastructures que les bonnes méthodes pour la sensibilisation) ?*
- *comment motiver les usagers de l'eau pour appliquer les principes de la GIRE ?*

Le MYP rappelle l'importance d'une implication active des « bénéficiaires » tout au long du processus RA : communes, usagers, secteur privé, écoles, services déconcentrés…

La Recherche-Action sera coordonnée par PROTOS et co-mise en œuvre sur le terrain avec le PNE.

De l'expertise externe sera également mobilisée.

Les produits attendus de la Recherche-Action au Bénin sont les suivants :

- *description de la façon dont on peut inclure de manière efficiente le secteur privé -fermiers, délégataires communautaires et artisans-réparateurs- dans la gestion de l'eau potable menant à une gestion durable du système des communes (y compris les avantages et les inconvénients, les points forts et les points faibles, …);*
- *description d'une méthode de sensibilisation intensive menant à une amélioration durable du système de l'hygiène et de l'assainissement dans les communautés rurales (y compris les avantages et les inconvénients, les points forts et les points faibles, des alternatives possibles ou modifications …) ;*
- *description d'un modèle adapté des latrines scolaires correspondant aux besoins des filles et des garçons et aux normes officielles où les coûts ne peuvent pas excéder ceux des modèles répandus ;*
- *description des méthodes qui motivent les usagers de l'eau à mettre en pratique les principes de la GIRE (y compris les avantages et les inconvénients, les points forts et les points faibles, …).*

L'objectif est que ces produits soient utilisés, au niveau local et national, dans le plaidoyer et la sensibilisation du grand public. Le groupe de travail sectoriel EHA au Bénin et les médias seront des vecteurs de diffusion des résultats obtenus.

Notons que deux autres projets viennent en complémentarité du MYP : CASCADE (co-financement CE) consacré surtout à la mise en place et au maintien du dialogue entre autorités locales et société civile dans le domaine de la gestion de l'eau potable, de l'amélioration de l'hygiène et l'assainissement et l'application de la GIRE et AMARE (co-financement FBSA) visant l'appui à l'organisation des producteurs et une meilleure valorisation de l'eau utilisée à des fins agricoles

Si la Recherche-Action n'est pas mentionnée en tant que telle dans ces deux projets, ceux-ci s'inscrivent en complémentarité et contribuent aux ambitions stratégiques du MYP.

Eléments du contexte national liés à l'action

Depuis les années 1990, en cohérence avec sa stratégie de décentralisation, l'Etat béninois réoriente les politiques la gestion de l'eau et de l'assainissement, confiant aux communes davantage de compétences.

L'approvisionnement en eau en zone rurale est de la responsabilité de la commune mais sa gestion est en grande partie transférée à des exploitants privés (ça peut être un seul individu pour gérer une borne fontaine par exemple).

En matière d'assainissement, des stratégies doivent être développées au niveau communal pour améliorer la gestion des excrétas, des eaux usées, des déchets… L'objectif affirmé est le changement des comportements pour améliorer l'hygiène.

L'Etat béninois promeut également une Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Ses principes doivent orienter les politiques publiques et se décliner à tous les niveaux (notons que le PNE travaille en étroite collaboration avec le gouvernement pour déterminer des déclinaisons concrètes pour appliquer les principes de la GIRE).

Les principaux textes régissant les secteurs de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et de la GIRE et cadrant l'action de PROTOS et PNE au Bénin sont :

- La Loi 2010-44 du 24/11/2010 portant gestion de l'eau en République du Bénin
- Le Plan d'Action National GIRE (2012)
- La Stratégie Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (2005-2015)
- La Stratégie Nationale de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base en Milieu Rural (2013-2017)
- La Stratégie Nationale de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base en Milieu Scolaire (2013-2018)

La stratégie de PROTOS a pour principal levier l'amélioration des compétences en matière de maitrise d'ouvrage communale, ce qui est pertinent pour accompagner les politiques de décentralisation en cours au Bénin (notamment dans les secteurs liés à l'eau) mais rend l'efficacité de l'action tributaire en partie de la conjoncture politique. L'année 2015 a été marquée par une série d'élections, ce qui a pertubé la mise en œuvre du projet et causé des retards.

L'évaluation : options et déroulement

En raison des contraintes de temps et de manière à obtenir une vision représentative de la façon dont la Recherche-Action est mise en œuvre par PROTOS et son partenaire PNE au Bénin, le choix a porté sur l'analyse des deux démarches RA suivantes :

- une concernant l'ATPC, conduite par PROTOS
- une concernant la GIRE, conduite par le PNE

PROTOS mène une 3ème démarche RA qui n'a pas été analysée. Elle concerne le rôle des Associations de Consommateurs d'Eau Potable. Cette démarche n'a débuté qu'en mai 2015 et c'était, au moment de notre mission, la moins avancée des trois.

La mission au Bénin s'est déroulée sur 7 jours, du 11 au 17 décembre 2015, elle a été menée par :

- Daniel Neu, Agro-économiste, spécialiste du Suivi & Evaluation au GRET
- Emmanuel Durand, Hydrogéologue et environnementaliste, chargé de projets et études GIRE au GRET

Les évaluateurs ont été accompagnés tout au long de la mission par des collaborateurs de PROTOS et du PNE, à savoir :

- Harald van der Hoek, Représentant de PROTOS au Bénin depuis 2011. Il était auparavant Représentant de PROTOS pour les pays des Grands Lacs
- Myriam Launay, Chargée de projet AEPHA chez PROTOS au Bénin depuis mai 2014. Elle supervise les projets dans le Mono-Couffo et dans le nord du pays. C'est la responsable de la démarche RA ATPC
- Armel Ahossi : Assistant Technique au PNE depuis 2010, responsable de la démarche RA GIRE

Le déroulé de la mission et la liste des entretiens et réunions menés sont présentés dans le tableau en Annexe 2.

2. La recherche action sur la GIRE

Cette démarche est pilotée par Armel Ahossi, Assistant Technique chez PNE-Bénin

2.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise

Sur cette démarche concernant la GIRE, nous avons globalement une difficulté de lecture qui renvoie probablement aux différentes manières dont on peut concevoir la Recherche-Action : ou bien c'est une démarche très spécifique de recherche, avec différentes phases et des résultats attendus et bien identifiés, ou bien elle se traduit par une attitude face à la démarche opérationnelle qui en quelque sorte donne un référentiel qualité pour maitriser la démarche projet. Sur la démarche GIRE, nous voyons davantage ce second aspect, et il est difficile de distinguer une démarche de recherche spécifique et autonome.

Le guide méthodologique de PROTOS propose une démarche en 8 étapes. Les premières sont la définition d'une question clé à partir d'un problème, la déclinaison de cette question clé, la définition d'une méthodologie et le début de mise en œuvre de cette méthodologie. Sur ces 8 étapes, de la manière dont on les comprend, on est à peu près à mi-parcours.

Du problème à la déclinaison de la question clé

Après l'étude des documents transmis par PROTOS et le PNE et nos échanges sur le terrain, nous comprenons que cette étape a été compliquée et ce n'est qu'en novembre 2015 qu'une hypothèse qu'on souhaite vérifier est clairement formulée à l'écrit, après la réalisation de plusieurs diagnostics (novembre 2014, décembre 2014 et mars 2015).

Si nous ne pouvons pas clairement établir quand et par qui la question de recherche (l'hypothèse en réalité) a été choisie, nous avons tenté de retracer ci-après les pas qui y ont conduit.

Le PNE débute ses activités GIRE dans le Mono-Couffo dès 2004. A compter de 2010, il expérimente avec PROTOS (MYP II) un système de gouvernance locale autour d'une ressource en eau, celle d'un forage artésien.

En mai 2014, une séance de travail réunit les équipes de PROTOS et du PNE. L'objectif est, dans le cadre des engagements du MYP III, d'engager l'opérationnalisation de la Recherche-Action sur la thématique GIRE.

Après une présentation des étapes et une réflexion sur les problématiques GIRE rencontrées, les participants sont invités à décliner la « question transversale » mentionnée dans le MYP *(comment motiver les utilisateurs de l'eau à appliquer les principes de la GIRE ?)* en définissant des questions spécifiques à 3 « échelles de gestion » envisageables pour la GIRE locale : forage artésien, « petit bassin-versant » et « cours d'eau ».

Les questions-clés retenues concernant les forages artésiens sont :

- *Quel est le processus à suivre pour assurer une exploitation optimale et durable des eaux des forages artésiens ?*
- *Est-ce que la mise en place et l'encadrement d'un OLE contribue effectivement à une gestion concertée et efficace des forages artésiens ?*

Aucune question n'est identifiée pour le « petit bassin-versant »

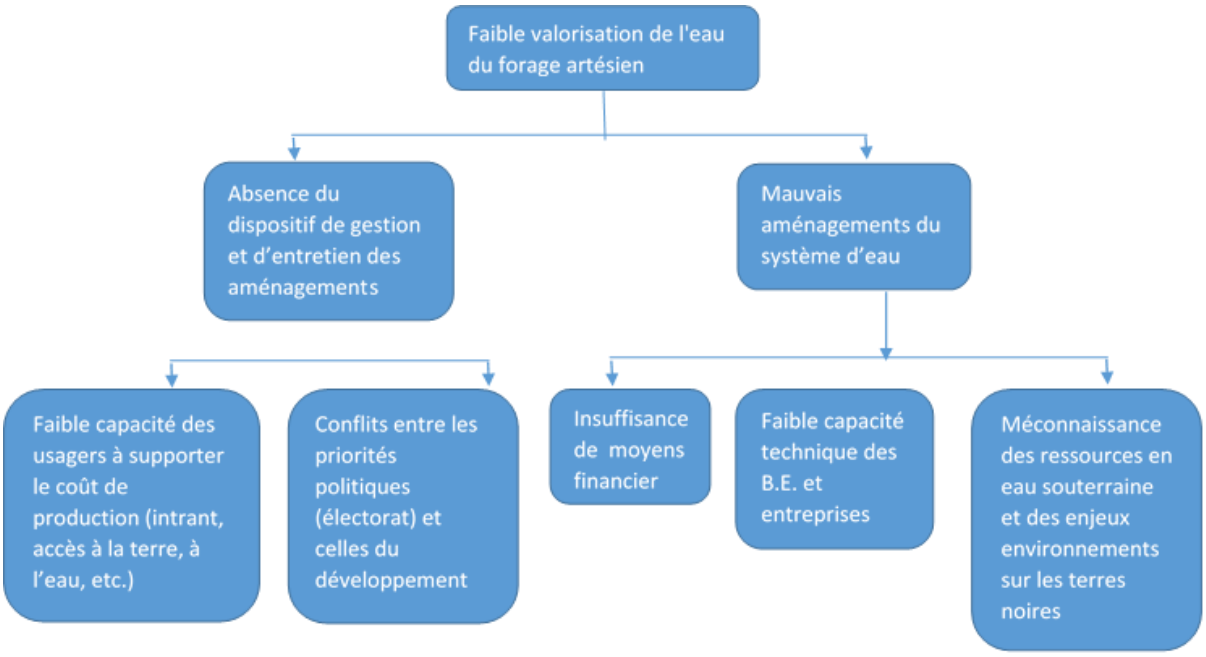
Pour le « cours d'eau » (le Mono), une question est proposée :

- *Comment contribuer à opérationnaliser un système d'alerte inondations du niveau communal au niveau local (populations) ?*

La seconde séance de travail RA GIRE s'est tenue en novembre 2014 (la liste des participants ne figure pas au compte-rendu). Son compte-rendu informe que le focus porte sur la valorisation des forages artésiens dans le Mono-Couffo mais la question-clé de Recherche-Action n'est pas mentionnée.

C'est finalement dans la synthèse de la méthodologie rédigée en novembre 2015 par le PNE que cette étape initiale de la démarche est décrite dans son entièreté.

L'arbre à problèmes suivant y est présenté :



Le document explique que « *la définition du problème de Recherche-Action émane de l'analyse des interventions des partenaires PNE-Bénin et PROTOS fait à la suite des évaluations internes et externes ainsi que du diagnostic approfondi des actions de promotion de la valorisation économique et la gouvernance locale sur les 8 sites GIRE retenus. Le problème central est lié à la faible valorisation de l'eau des forages artésiens. Il relève à la fois de l'aspect organisation de la gestion et de l'entretien des aménagements et des aspects techniques des aménagements hydrauliques et hydroagricoles.* »

La synthèse méthodologique précise l'hypothèse qu'on souhaite « confirmer ou infirmer » grâce à la Recherche-Action : *« L'amélioration des conditions de vie et des revenus issus des systèmes production alimentés par l'eau des forages artésiens peut susciter au niveau local une dynamique de gestion concertée de l'eau et des terres garantissant la durabilité des installations hydrauliques et hydroagricole. »*

Quatre questions sont mentionnées. Les réponses qui seront apportées doivent permettre de vérifier ou non l'hypothèse :

- *La rentabilité des unités de production a-t-elle un impact sur la gestion des aménagements d'eau?*

- *Est-ce que les intérêts politiques interfèrent avec la gestion intégrée des ressources en eau des forages artésiens ?*

- *Est-ce que toutes les parties prenantes, plus particulièrement les communautés bénéficiaires, sont suffisamment impliquées dans les processus d'aménagement des systèmes d'eau ?*

- *La gestion foncière impacte-t-elle la gestion des aménagements d'eau ?*

La méthodologie prévue

La méthodologie prévue est présentée comme suit dans la synthèse méthodologique rédigée en novembre 2015 :

PHASE	ETAPE	ACTIVITE	Date	Source de vérification
1- Détermination du problème et de la question de recherche	1- Identifier le problème	Séance de travail à PROTOS Lokossa (ONG, PNE, PROTOS , etc.)	15 mai 2014	Rapport Lokossa Rapport de séance
	2- Définir l'hypothèse et la question-clé		Nov 2014	
2- Développement et mise en œuvre d'un plan de recherche	3- Déterminer les méthodes de travail/de recherche	Revue documentaire, enquêtes, entretien	Juin 2014	Fiches d'enquête validées / Rapport d'évaluation interne et externe et de diagnostic approfondi
	4- Faire la recherche (sur le terrain)	Mise en œuvre des options (en cours)	Juillet 2015	Formation sur la sécurité foncière / Formation sur le plaidoyer / Sensibilisation / Mis en place des comités de gestion / Organisation de séance de concertation / Mise en place d'outils de sécurisation foncière / etc.
	5- Restituer les résultats, les valider et définir l'intervention	Elaboration des fiches techniques de référence pour chaque site (en cours)	Novembre 2015	Rapport de collecte des données de terrain à mi-parcours (en cours)
3- Mise en œuvre de l'intervention de la RA	6- Tester/mettre en œuvre la ou les solution(s) retenue(s)	Mise en œuvre des plans d'action par site	En cours depuis 2ème trimestre 2015	Fiche d'évaluation à mi-parcours des plans d'actions
	7- Suivre et évaluer le processus/les résultats de l'action			
4- Diffusion des leçons apprises	8- Systématiser, capitaliser et diffuser les résultats	Revue électronique les pages bleues / Bulletin d'info CASCADE	2ème semestre 2016	

Le début de mise en œuvre de la recherche et de l'action

En mai 2014, lors de la première séance de travail RA GIRE, une feuille de route est réalisée, détaillant une succession d'activités (et une répartition des tâches), à savoir :

Pour les forages artésiens :

- *Documenter les facteurs de succès et d'échec sur les 11 sites existants*
- *Documenter et analyser les caractéristiques de la nappe et des forages*
- *Inventaire et développement d'un dispositif d'identification et de suivi des enjeux GIRE*
- *Choix des nouveaux sites d'intervention et des « anciens » sites où poursuivre l'encadrement*
- *Démarrage de l'Intermédiation Sociale, de la formation, et de la structuration des OLE*
- *Identification et démarrage des travaux*

Pour le « cours d'eau » :

- *Recueillir les informations sur les programmes en cours et en vue, et sur les études disponibles*
- *Atelier de réflexion intercommunale*

En novembre 2014, un diagnostic des 8 sites de forage où travaille le PNE est réalisé en interne par l'équipe. Pour chaque forage, sont caractérisés :

- La motivation des populations et de la commune
- L'historique des interventions
- Les aménagements
- La mise en valeur des aménagements
- Les mécanismes de gestion et de concertation
- La situation en matière de foncier, d'environnement et de genre

Enfin, une conclusion est faite sur la suite à donner pour chacun des sites

En novembre 2014 toujours, la seconde séance de travail RA GIRE se tient avec un focus sur la valorisation des forages artésiens dans le Mono-Couffo (la question des « cours d'eau » n'est plus mentionnée).

Les résultats du diagnostic précédemment cité sont présentés.

La réunion permet de s'accorder sur le choix des sites où intervenir : 4 sites actuels et 4 nouveaux.

L'objectif de la séance est également de revenir sur la formulation des hypothèses et de la question de recherche. Le compte-rendu relate l'exemple de la réalisation de cette étape du processus RA à Madagascar sans que la formulation n'aboutisse pour la RA GIRE au Bénin.

Les participants semblent s'accorder sur la nécessité de disposer de plus d'information. Il est envisagé la réalisation de diagnostics complémentaires pour mieux comprendre :

- Les usages et usagers
- Le foncier
- Les modes d'organisation et de gestion
- Les infrastructures (l'existant et les besoins exprimés)

Enfin, une liste de critères permettant d'évaluer les résultats du processus RA est réalisée, regroupés sous les thèmes suivants :

- Connaissance et suivi de la ressource
- Protection de la ressource
- Utilisation de la ressource
- Gestion de la ressource

En décembre 2014, un second diagnostic des 8 sites de forages où travaille le PNE est réalisé en externe cette fois, par des experts du PNE, proposant une trame relativement semblable au diagnostic interne.

En mars 2015, un troisième diagnostic est réalisé, il concerne les nouveaux sites sélectionnés et les sites pour lesquels les précédentes évaluations n'avaient pas donné entière satisfaction.

En mai 2015, une nouvelle analyse est faite en interne, proposant une typologie pour les sites de forage :

- 1ère catégorie : Les sites aménagés et mis en valeur (Hessa et Houéganmè)
- 2ème catégorie : Les sites non aménagés et mis en valeur (Adamè, Dandévèhounhoué, Zounhomè et Edouhoué)
- 3ème catégorie : Les sites aménagés non mis en valeur (Vocanmè, Ouèdèmè)

Une stratégie déclinée sous forme de feuille de route est proposée pour chaque catégorie identifiée. Elle permet l'élaboration d'un plan d'actions pour chaque site (chronogramme d'activité pour le second semestre 2015). Les comités GIRE appelés CLE (ou OLE) seront formés. Les actions à mener sont organisées selon 4 axes :

- Accès aux ressources en eau et associées
- Valorisation des espaces aménagés
- Gestion concertée de l'eau du forage
- Commercialisation des produits agricoles

Les éléments fournis par les comptes-rendus des deux séances de travail RA GIRE ne renseignent pas sur les orientations choisies en termes de recherche.

La synthèse de la méthode rédigée par le PNE en novembre 2015 reprend les étapes de la Recherche-Action telles que proposées par PROTOS dans sa note stratégique et son guide méthodologique.

Son paragraphe sur la « détermination des méthodes de travail » indique :

Le développement des actions pour la valorisation économique et la gouvernance locale de l'eau étant un processus amorcé depuis 2010, trois grandes activités sont menées pour recadrer les interventions dans une approche de recherche action. Il s'agit de :

- *Evaluation interne des acquis des actions développées autour des forages artésiens*
- *Evaluation externe de la démarche et stratégie de conduite des actions autour des forages artésiens*
- *Diagnostics approfondis des facteurs d'échec et de succès sur chaque site*

Les outils à développer sont les fiches synthèses pour la revue documentaire, les questionnaires ou guide d'entretien pour les enquêtes sur le terrain.

Et celui sur « la phase Recherche » est rédigé comme suit :

« La détermination et la validation des grande activités susmentionnées fait suite à la définition des options techniques de résolution des problèmes identifiés en commun accord avec les parties prenantes des actions de valorisation économique et de gouvernance locale de l'eau des forages artésiens. Elle est bâtie sur l'existant et reste en conformité avec les textes de loi de la décentralisation ainsi que les reformes en cours dans le secteur de l'eau. La recherche de solution prend en compte le renforcement de capacité des parties prenantes et le développement d'outils adaptés aux valeurs endogènes et socio-économique de chaque site.

Les options éventuelles (en termes d'action) sont consignées dans le tableau :

Questions	Options
La rentabilité des unités de production a-t-elle un impact sur la gestion des aménagements d'eau ?	Développer un partenariat avec le CARDER pour l'encadrement technique des usagers en vue de : améliorer leur capacité technique de production et garantir l'exploitation des parcelles aménagées à chaque campagne agricole rendre plus fonctionnel le groupe d'usagers par filière dans le respect des principes de l'équité, du genre et de la transparence accroître la productivité agricole par un encadrement rapproché tant aux plan de la production, du stockage, du transport, que de la commercialisation
Est-ce que les intérêts politiques interfèrent avec la gestion intégrée des ressources en eau des forages artésiens ?	Développer un plan de plaidoyer pour la professionnalisation de la gestion des ressources en eau pour des usages multiples à travers : la priorisation et la budgétisation des activités GIRE dans les documents de planification communale.
Est-ce que toutes les parties prenantes, plus particulièrement les communautés bénéficiaires, sont suffisamment impliquées dans les processus d'aménagement des systèmes d'eau ?	le renforcement de la société civile (CLE, ACEP) dans son rôle de veille citoyenne la redynamisation des CCEA et autres cadre de concertations multi acteurs au niveau local l'implication des services déconcentrés de l'état à toutes les étapes du processus
La gestion foncière impacte-t-elle la gestion des aménagements d'eau ?	Développer un pôle de connaissance locale sur la sécurisation foncière à travers : le renforcement des capacités des agents d'encadrement sur le code foncier rural la mise en place de contrat spécifique pour chaque site en fonction des savoir endogène et des pratiques existantes

« Les produits » attendus de la recherche action

Les produits attendus de la Recherche-Action GIRE ne sont pas précisément définis. Si le MYP Bénin prévoit la *description de méthodes qui motivent les usagers à mettre en pratique les principes de la GIRE*, les équipes de PNE et de PROTOS au Bénin mentionnent à ce stade des publications dans la revue électronique du PNE Bénin *Les Pages Bleues* et dans le bulletin d'information de PROTOS Bénin *CASCADE*.

2.2 Lecture critique de la démarche

Des interrogations sur la question clé

La question-clé d'une démarche de Recherche-Action permet en principe de structurer le processus à mettre en oeuvre. Pour la démarche RA GIRE, la formulation de cette question a été compliquée. Lors de deux séances de travail qui se sont tenues sur cette thématique en mai et novembre 2014, cette étape initiale fondamentale n'a pas pu être atteinte et il aura fallu la réalisation de trois diagnostics sur les sites de forages (novembre 2014, décembre 2014 et mars 2015) pour que, d'après les informations transmises pas le PNE, une hypothèse soit formulée (que la démarche RA devra permettre de confirmer ou d'infirmer) :

« L'amélioration des conditions de vie et des revenus issus des systèmes production alimentés par l'eau des forages artésiens peut susciter au niveau local une dynamique de gestion concertée de l'eau et des terres garantissant la durabilité des installations hydrauliques et hydroagricoles. »

Cette hypothèse apparait dans la synthèse de la méthodologie RA GIRE rédigée en novembre 2015 par le PNE, en préparation à notre mission. Elle découle d'une analyse de la problématique illustrée par l'arbre à problème présenté précédemment.

Si nous comprenons bien que la mise en valeur des aménagements et le développement des systèmes de production liés aux forages artésiens sont des enjeux importants, nous nous interrogeons sur la logique de poser la problématique « gestion concertée » sur une entrée plutôt sectorielle de valorisation des aménagements agricoles (remarque faite au vu de nos visites et rencontres sur le terrain et des activités prévues, destinés pour la plupart au développement agricole : l'axe 3 des plans d'actions considère les autres usages de l'eau, mais cela semble demeurer à la marge de la stratégie).

Ces interrogations renvoient probablement à une question plus compliquée, celle de la conception de la GIRE au niveau local. Pour nous, la GIRE renvoit aux multi-usages de l'eau, à la gestion de la ressource, et à l'adéquation entre usages et ressources. On ne retrouve pas ces problématiques spécifiques telles que la question (l'hypothèse en réalité) est formulée. Des approches très micro, au niveau des forages artésiens permettent probablement difficilement de décliner une stratégie GIRE qui trouve sa cohérence sur des territoires plus importants de bassins-versant ou de sous-bassins-versants. Le PNE justifie ce choix pour des raisons de capacités, le dimensionnement du projet n'ayant pas permi d'envisager des territoires d'intervention plus vastes.

Enfin, nos constats sur le terrain montrent que les aménagements réalisés par le passé ont probablement dû permettre un accroissement de la production (non apprécié), qui pourtant ne s'est pas traduit par une augmentation des efforts d'entretiens. La durabilité dépend probablement d'autres facteurs qui mériteraient d'être identifiés.

Une démarche dont la cohérence « recherche » n'est pas très claire

La synthèse de la méthodologie réalisée en novembre 2015 montre que l'hypothèse dégagée a conduit à la formulation de quatre sous-questions :

La rentabilité des unités de production a-t-elle un impact sur la gestion des aménagements d'eau ?

Est-ce que les intérêts politiques interfèrent avec la gestion intégrée des ressources en eau des forages artésiens ?

Est-ce que toutes les parties prenantes, plus particulièrement les communautés bénéficiaires, sont impliqués suffisamment impliquées dans les processus d'aménagement des systèmes d'eau ?

La gestion foncière impacte-t-elle la gestion des aménagements d'eau

On relève un problème d'articulation. Les quatre sous-questions devraient aider à structurer la démarche de recherche, or si celles-ci sont pertinentes par rapport aux problématiques des forages, elles ne nous semblent pas constituer une déclinaison cohérente de la question-clé.

La première sous-question est redondante, réinterrogeant le lien entre l'amélioration des revenus des producteurs et l'effort de gestion.

Pour les trois sous-questions suivantes, elles vont probablement permettre de guider l'action mais les réponses qui pourraient y être apportées ne contribueront pas à confirmer ou infirmer l'hypothèse de recherche. D'ailleurs le tableau présenté précédemment exposant les questions et les « options » associées décrit davantage des éléments d'une stratégie d'intervention plutôt qu'une méthode de recherche.

De même, l'étape 4 (phase 2) consistant à « Faire la recherche (sur le terrain) » décrit plutôt le début de la mise en œuvre de l'action qu'un processus de recherche.

On peut comprendre en filigrane que les résultats de l'action in fine permettront de répondre à la question : *est-ce que l'augmentation des systèmes de production acquise grâce à l'action aura contribué à susciter au niveau local une dynamique de gestion concertée de l'eau et des terres garantissant la durabilité des installations hydrauliques et hydroagricole ?* Mais cela implique un autre pas de temps et un protocole d'analyse qui ne semble pas, à ce stade, élaboré.

Enfin, le fonctionnement du groupe RA nous questionne. En dehors des comptes-rendus des séances de travail de mai 2014 et novembre 2014, les points d'étapes ne sont pas documentés. Seule la synthèse méthodologique de novembre 2015 tente de retracer le parcours mené depuis la première séance de travail, mais on ne parvient pas à comprendre qui fait quoi, c'est vrai y compris pour la formulation de l'hypothèse qui n'apparait dans aucun des documents transmis, antérieur à la synthèse.

Pour résumer notre vision sur la cohérence de la démarche engagée, on peut dire que les éléments méthodologiques fournis (essentiellement dans les tableaux : « phase de recherche » et « feuille de route ») permettent de lire davantage une stratégie d'intervention qu'une stratégie de RA. Cette stratégie d'intervention est nourrie d'éléments qui viennent de la RA mais cela donne plutôt une démarche d'action étayée par des références RA qu'une démarche RA complètement cohérente.

La mise en œuvre de l'action intègre des principes RA

La démarche engagée permet de retrouver des éléments de RA qui soutiennent l'action :

1/ L'outil de diagnostic est utilisé en début de démarche pour préciser la stratégie, pour choisir sur quels sites intervenir, pour faire une typologie des sites et orienter la démarche d'intervention selon leurs caractéristiques. Cela est cohérent et commencer par un diagnostic et une analyse constitue bien un principe de démarrage de la recherche avant de passer à l'action.

2/ La démarche est itérative dans le sens où les décisions opérationnelles dépendent des diagnostics. La démarche prévoit notamment de n'intervenir que sur les sites où il y a eu un réel effort de mise

en valeur, et de privilégier les sites où il y a un réel engagement des mairies (ces 2 éléments sont définis comme des conditions indispensables à la réussite de la démarche).

3/ La démarche est participative, dans la constitution des CLE et dans leur association à la réflexion sur les aménagements.

4/ Les sous-questions structurent la démarche de l'action avec (i) un point accordé aux problèmes fonciers, (ii) un point accordé à la mobilisation des acteurs, (iii) un point accordé à l'engagement des communes.

Dans cette démarche concernant la GIRE, on trouve un certain nombre de principes de RA qui contribuent à « approche qualité » de l'intervention menée par le PNE et PROTOS.

Mais les éléments de RA mobilisés dans l'action reste perfectibles

Si nous reconnaissons la présence d'éléments de RA mobilisés dans l'action, il nous semble que ces ceux-ci pourraient être améliorés :

- L'outil diagnostic

Le diagnostic pourrait selon nous être amélioré à 3 niveaux :

1/ L'évaluation des ressources et des besoins et l'analyse de leur adéquation ne ressortent pas, ce sont pourtant des éléments indispensables à la réussite des aménagements et des fondamentaux de la GIRE.

Le risque est important face à une demande paysanne d'aménager de nouvelles surfaces de ne pas prendre en compte suffisamment la question de la ressource, d'autant que le contexte hydrologique (artésianisme) semble encore mal compris (peu de recherches semblent avoir été effectuées à ce jour pour déterminer le renouvellement de ces nappes souterraines). Nous reconnaissons que le niveau de connaissance actuel rend difficile l'évaluation de la ressource mais la question nous semble malgré tout nécessaire d'être posée.

2/ Il manque une analyse sociale. Bien que ces éléments soient compliqués à lire, ils sont déterminants pour la réussite des projets. Ils doivent permettre de cibler le bon territoire d'analyse, le bon territoire de diagnostic et donc le bon territoire d'intervention. Il nous semble trop étroit de restreindre la démarche engagée aux acteurs et aux territoires directement liés aux forages artésiens et il aurait été probablement pertinent de s'intéresser aux autres ressources disponibles, utilisées ou utilisables.

Exemples :

Sur le site de forage de Houéganmè, il existe également une adduction d'eau de la SONEB (procurant des branchements privés) et une résurgence dans l'enceinte de l'école. Quelles sont les articulations avec l'eau fournie par le forage ?

Sur le site d'Adamè, en bordure Mono, la problématique de valorisation de l'eau du forage ne devrait pas se dissocier de la présence du fleuve. Comment articuler l'usage des ressources pour des systèmes de production agricole reposant en partie sur de la culture de décrue ? Cela implique une

analyse territoriale, institutionnelle et sociale plus large que les limites des parcelles aménagées et de la population impliquée dans la gestion au forage artésien

3/ Il apparait enfin nécessaire de faire un bilan des problèmes d'entretien. Nos visites de terrain nous ont permis de constater des problèmes majeurs sur certains sites. Leur non-résolution est symptomatique de l'investissement et des capacités des communautés et des communes à assurer la durabilité des investissements, et mérite analyse.

- Compréhension des problèmes et progression itérative de la démarche

Trois diagnostics ont été réalisés pour permettre de déterminer une problématique et une hypothèse. Bien que de qualité inégale, ils comportent des éléments intéressants qui n'ont probablement pas été suffisamment valorisés. Cela renvoie au fonctionnement (et à la composition) du groupe de travail RA GIRE : ces diagnostics ne devraient pas rester destinés à l'équipe du PNE mais être partagés et analysés par un groupe d'acteurs plus large. Une étape de mise en commun des diagnostics et de la réflexion aurait pu être riche et profitable pour ré-interroger la problématique (et l'hypothèse) et orienter la démarche.

Il s'agit donc d'améliorer l'outil de diagnostic mais aussi la manière dont on exploite les données recueillies.

- La démarche participative

Un effort de démarche participative est indéniable. Toutefois le PNE et PROTOS travaillent dans des contextes compliqués pour ce type d'approche, notamment car il y a un historique d'interventions multiples et de dons. Conséquence de démarches antérieures et extérieures peu responsabilisantes, les communautés sont souvent dans une posture de doléances et d'attente.

De vraies démarches participatives sont des démarches où on écoute, mais aussi où on responsabilise et où on est capable de dire non et de renvoyer les communautés aux responsabilités qui leur incombent. Le besoin de satisfaire des engagements auprès du bailleur et de décaisser les fonds dans les temps impartis peut impacter cette capacité à dire non et risque de conforter une dynamique donneur/receveur faussant l'ambition participative.

2.3 Proposition pour la recherche action GIRE

Il nous semble important d'approfondir la question de la GIRE au niveau local, en définissant davantage les missions des CLE, les missions des associations des usagers d'eau potable, les missions des associations des usagers des aménagements agricoles, les missions des communes... et en améliorant les articulations.

Les CLE ont selon nous ont une capacité d'influence limitée et ils devraient se focaliser sur les questions multi-usages (répartition des ressources, tours d'eau…) et renvoyer aux différents groupes d'usagers leurs responsabilités spécifiques en matière de prélèvement et d'entretien.

Capitaliser (à termes) pour améliorer la démarche de diagnostic des sites artésiens

La démarche de diagnostic des sites de forages artésiens a été un long processus qu'il convient probablement de capitaliser, en tirant les leçons des difficultés rencontrées. L'expérience menée a

conduit à des compréhensions, et soulevé des interrogations aussi. Si la mise en valeur de l'artésianisme reste une priorité au Bénin -ce dont on ne sait pas-, le fait d'avoir des outils de diagnostic des sites performants serait un acquis pour la suite

Conduire des RA plus courtes ciblées sur des enjeux plus ponctuels, plus circonscrits, mais néanmoins déterminants pour la gestion et la valorisation des sites

Si nous ne pouvons prétendre après cette mission de disposer d'une vue d'ensemble, il nous apparait que des démarches RA moins englobantes par rapport à l'ensemble de la problématique pourraient apporter des résultats utiles, relativement rapides, et reproductibles dans d'autres circonstances. Répondre à des questions ponctuelles peut contribuer à la résolution d'un problème global compliqué.

L'une des problématiques rencontrées lors de nos visites terrain et entretiens concerne la contribution des transformatrices (noix de palme, tapioca…). Bien que parties-prenantes des CLE, celles-ci ne paient pas l'eau et ne souhaitent pas payer l'eau au même tarif que l'eau potable. Cette question n'est pas réglée aujourd'hui, et il est difficile de prédire quel impact aurait un paiement de l'eau à un tarif X sur la valeur-ajoutée de leur activité. On peut aussi penser que d'autres aménagements (autres « ressources ») pourraient permettre aux transformatrices d'accéder à une eau de moindre qualité mais suffisante pour mener leurs activités. On voit ici une piste de travail possible avec les transformatrices pour trouver des solutions.

Même chose pour les groupes de producteurs que pour les transformatrices. Pour un site, il existe des règles de paiement mais qui ne sont pas appliquées ou sont difficiles à appliquer. Sur un autre site, il n'y a pas de règle. Enfin, sur un 3ème site, l'aménagement n'est pas encore fait et il n'y a pas encore de réflexion sur la règle. Travailler avec les producteurs sur les règles et les modalités de paiement et les aider à leur mise en œuvre, c'est très circonscrit mais face à des questions sur lesquelles on bute, il serait intéressant d'acquérir des expériences, des références. L'idée n'est pas de trouver le système qui s'applique à tous, mais au moins dans un premier temps d'aider chaque site à trouver ses règles et modalités de gestion.

La question de l'entretien des infrastructures par les usagers mérite aussi réflexion. C'est une question majeure non encore résolue. Une partie de l'entretien revient à la commune, une partie revient aux usagers, mais ces entretiens ne sont visiblement pas faits. Il y a nécessité de travailler avec les usagers pour avancer dans ce domaine. On peut négocier avec eux des plans d'entretien annuels précis, suivre leur mise en œuvre et en faire le bilan. L'idée est d'atteindre de petites marges de progrès, qui certes ne régleront pas seules les problèmes d'entretien mais permettront d'amorcer une évolution de la posture des usagers par rapport aux intervenants que sont PROTOS, le PNE, ou d'autres organisations.

Le principe est d'avoir des cycles de RA plus courts, ciblés sur des questions plus concrètes, avec une même démarche de diagnostic, d'expérimentation et de bilan avec les usagers. C'est probablement un moyen de retrouver des segments de RA qui mobilisent davantage les usagers que les démarches entreprises jusqu'à présent qui sont plus des démarches participantes avec les acteurs du niveau supérieur, mais assez peu responsabilisantes des usagers.

Anticiper l'évaluation des effets de l'action sur les sites

La démarche engagée a pour objectif de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle *« l'amélioration des conditions de vie et des revenus issus des systèmes production alimentés par l'eau des forages artésiens peut susciter au niveau local une dynamique de gestion concertée de l'eau et des terres garantissant la durabilité des installations hydrauliques et hydroagricoles. »*. Pour être en mesure d'apporter une réponse, il est nécessaire dès à présent de réfléchir à une grille d'analyse des effets qui permettra :

- de mesurer l'efficacité de l'action en matière d'amélioration des conditions de vie et de revenus
- de relier l'amélioration des conditions de vie et de revenus à une amélioration de la gestion concertée des forages artésiens le cas échéant (ce lien nous parait difficile à démontrer, les causes d'une amélioration de la gestion étant probablement multi-factorielles, ce serait un raccourci hasardeux de confirmer ce lien de cause/conséquence sans la mise en place d'un outil fin d'analyse, non évoqué par les équipes au moment de notre mission).

Prendre de l'avance pour la suite

Le MYP III prendra fin en décembre 2016 et il sera nécessaire de réfléchir très prochainement à la suite à donner au volet RA dans le prochain MYP. Pour poursuivre en matière de GIRE, il faudra en effet obtenir une meilleure compréhension de l'artésianisme en général : fonctionnement de la nappe mais aussi directives du ministère de l'eau sur les utilisations de cette ressource. Le ministère apparait prudent vis-à-vis de l'utilisation de cette ressource et semble vouloir prioriser l'usage des aquifères profonds pour l'AEP, tandis qu'au niveau des communes, on est davantage dans une optique de valorisation, notamment à des fins agricoles. Le volet RA devra anticiper sur l'articulation entre les politiques GIRE en cours d'élaboration au niveau national et leur déclinaison sur les terrains d'intervention.

Pour prendre de l'avance, il faut réfléchir aux outils qui permettront de faire un bilan de la démarche : on ne connait pas les niveaux d'accomplissement des plans d'action qui seront atteint d'ici la fin 2016, mais il semble important de capitaliser les expériences de ces 3 ans (leçons, interrogations) de manière à assurer la continuité entre la RA de 2013-2016 et la suivante. Nous recommandons également de réfléchir dès à présent à la réalisation d'une revue assistée (moment, processus).

Si la valorisation de l'eau à des fins agricoles demeure un axe stratégique de PROTOS et du PNE, il conviendra de s'attacher des compétences agricoles. Il y a une grosse problématique de développement agricole dans la valorisation des aménagements, et il faut une faculté de lecture des systèmes de production agricole, des organisations agricoles et des types de mise en valeur possible pour être plus à l'aise sur ces questions, y compris sur les questions de contractualisation avec les intervenants agricoles (même si le développement agricole dépend plutôt des CADER et d'autres intervenants extérieurs). Les plans d'action de développement agricoles proposés par le PNE sont très standards et ils seraient plus pertinents si plus spécifiquement conçus selon les particularités des sites et des systèmes de production agricole de ces sites.

Enfin, il nous semble nécessaire de renforcer les interactions entre l'équipe terrain et l'Assistant Technique basé à Cotonou. En effet, pour mener des démarches itératives, il faut un dialogue dense entre le terrain et l'encadrement. A chaque étape franchie, il faut en faire son bilan et programmer la suite : les animateurs terrain apportent leur connaissance du contexte et de l'action menée, l'encadrement dispose lui de plus de recul et apporte une vision plus stratégique, à plus long terme.

3. La recherche action sur l'ATPC

3.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise

Cette démarche est pilotée par Myriam Launay, Chargée de Programme AEPHA chez PROTOS.

Du problème à la déclinaison de la question clé

Le processus de RA sur l'ATPC débute par une première séance de travail à Lokossa en décembre 2014 réunissant l'équipe de PROTOS, des représentants des mairies (Lokossa, Athiémè et Dogbo) et les équipes des ONG d'intermédiation sociale, « prestataires » des communes sur cette thématique de l'assainissement (FNDH, ASPPIP et AVPN).

Dans la première partie de la séance, ont été présentés :

- les 8 étapes de la méthodologie de Recherche-Action de PROTOS
- les questions mentionnées dans le MYP et notamment celle concernant l'assainissement : *Comment obtenir une amélioration significative de l'hygiène et de l'assainissement dans les communautés et dans les écoles ?*

Au cours de cette séance, les participants sont invités à détailler la problématique puis à formuler une question-clé et des sous-questions.

La question-clé identifiée est la suivante :

- *Comment parvenir à un vrai Assainissement Total (qui prend en compte l'hygiène domiciliaire, la gestion des déchets, le gravissement de l'échelle de l'assainissement) ?*

Elle est précisée par ces deux questions :

- *Comment compléter l'ATPC pour inciter les populations à gravir l'échelle de l'assainissement ?*
- *Comment utiliser l'ATPC comme tremplin et le compléter pour une action plus globale et complète ?*

Des sous-questions sont également formulées (avec pour chacune des hypothèses associées) :

- *Un Sani-marché est-il un facteur facilitant ou un facteur bloquant pour la mise en œuvre de l'ATPC ?*
  <u>Hypothèses :</u>
  - si on le fait dès le départ, va faire peur aux populations qui vont se décourager car trop sophistiqué, trop cher et pas subventionné
  - au contraire, il faut le faire dès le départ pour que les gens construisent directement une latrine appropriée

- *Est-ce que l'ATPC est plus efficace lorsqu'on ajoute des outils PHAST dans le suivi de l'ATPC ?*

Hypothèses :
- il manque à l'ATPC les outils permettant d'accroitre les connaissances des bénéficiaires dans le domaine de la santé et des voies de transmission des maladies
- plus généralement il manque à l'ATPC tout ce qui concerne la gestion de l'eau, les déchets, l'hygiène…

- *Quelle incidence/influence les clubs HAMS ont-ils sur l'ATPC ?*
  Hypothèses :
  - déclenchement plus rapide
  - adoption d'autres comportements (lavage des mains, gestion des déchets, etc)
  - moins de « rechute » après 1 an

- *ATPC + HAMS + Sani Marché ?*
  Hypothèses :
  - facilitant ou bloquant (étouffant/saturation des populations ?) ?
  - toutes ces animations ont un coût : est-ce efficient de tout cumuler?
  - latrinisation plus rapide ?

La méthodologie prévue

La méthodologie prévue est présentée comme suite dans la feuille de route réalisée à notre intention en novembre 2015 :

PHASE	ETAPE	ACTIVITE	DATE
1- Détermination du problème et de la question de recherche	1- Identifier le problème	Tenue de la 1ère séance de RA sur l'ATPC	04/12/2014
	2- Définir l'hypothèse et la question-clé		04/12/2014
2- Développement et mise en œuvre d'un plan de recherche	3- Déterminer les méthodes de travail/de recherche		04/12/2014
	4- Faire la recherche (sur le terrain)	Moisson documentaire, rencontres acteurs du secteur	du 05/12/2014 au 25/02/2015
	5- Restituer les résultats, les valider et définir l'intervention	Tenue de la 2nde séance de RA sur l'ATPC	25/02/2015
3- Mise en œuvre de l'intervention de la RA	6- Tester/mettre en œuvre la ou les solution(s) retenue(s)	Mise en œuvre des scenarii, qui requiert: initiation au PHAST, formation HAMS, formation des maçons, construction du sani-marché, etc.	du 26/02/2015 au….(en cours)
	7- Suivre et évaluer le processus/les résultats de l'action		du 26/02/2015 au…(en cours)
4- Diffusion des leçons apprises	8- Systématiser, capitaliser et diffuser les résultats	Film sur l'ATPC	Depuis 24/07/2015 au 23/12/2016
		Bulletin d'info CASCADE n°1	01/07/2015

Le début de mise en œuvre de la recherche et de l'action

En décembre 2014, lors de la première séance de travail RA ATPC, une méthodologie de travail est proposée :

1/ Une moisson documentaire et un recueil de témoignages seront réalisés, l'objectif est d'identifier les expériences menées en matière d'ATPC, de PHAST et d'autres méthodes de sensibilisation visant la fin de la défécation à l'air libre (FDAL) par d'autres acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement, notamment au Bénin.

Une séance d'analyse collective des informations obtenues est fixée pour février 2015.

2/ 5 scénarios (approches) à tester sont définis :

- ATPC simple
- ATPC + Sani Marché
- ATPC + PHAST
- ATPC + PHAST + Sani Marché
- ATPC + HAMS

Une seconde séance de travail RA ATPC a lieu en février 2015 réunissant globalement les mêmes participants que lors de la séance précédente : l'équipe de PROTOS, des représentants des mairies (Lokossa, Athiémè et Dogbo) et les équipes des ONG d'intermédiation sociale, « prestataires » de PROTOS sur cette thématique de l'assainissement (FNDH, ASPPIP et AVPN).

L'un des objectifs est de restituer collectivement les résultats des entretiens menés et de la moisson documentaire.

A l'issue de ce travail de synthèse, le groupe de travail confirme et valide la question de recherche et la méthodologie par scenarii.
Les scenarii seront revus car le HAMS sera mis en œuvre dans tout l'arrondissement pilote ATPC.
Il est décidé de retenir les scenarii suivants :

- ATPC simple
- ATPC+HAMS
- ATPC+HAMS+PHAST
- ATPC+HAMS+PHAST+Sani marché
- ATPC+HAMS+Sani marché

Une affectation scenario à tester/localité est réalisée.

Des indicateurs de résultat (et des points d'attention pour évaluer la réussite) sont proposés

Scenario	Résultat/Objectif	Indicateur	Sous indicateur	Source de vérification
ATPC simple (+ déclenchement institutionnel)	Evaluer les résultats de l'approche « simple » sur la DAL	Délai entre déclenchement et état FDAL	Dates de déclenchement et de certifications	Fiches de déclenchement, rapport de déclenchement, fiche d'évaluation
		% de latrines construites par rapport au nombre de ménages dans la localité	Nombre de ménages et nombre total de latrines réalisées tous types confondus	Fiches de suivi post-déclenchement "ménage" et "village" et rapport de pré-déclenchement
ATPC + HAMS	Mesurer l'impact (facteurs bloquants et facilitants) du mélange des approches	% par type de latrines construites	Nombre et type de latrines (Latrine traditionnelle en matériaux/latrine avec fosse couverte en matériaux locaux/ Latrine avec dalle en béton…)	Fiche de suivi post déclenchement village et fiche d'évaluation
		Cohérence entre localités FDAL et écoles "Amies de l'hygiène"	% de localités FDAL ayant une école "amie de l'hygiène" et % d'écoles "amies de l'hygiène" étant localisées dans une localité FDAL	Rapports de certifications (village et école)
ATPC + HAMS + PHAST			% enfants membres de clubs scolaires dont le ménage possède des dispositifs d'assainissement satisfaisants	Rapport d'enquête HAMS
		Perennité/viabilité des latrines et autres dispositifs d'assainissement mis en place (puisards, douches, Tippy tap, récipient de stockage de l'eau de boisson, pots enfants…)	% des dispositifs fonctionnels après 1 an (par rapport au nombre total de dispositif)	Fiches d'observation
ATPC + HAMS + Sanimarché		Utilisation et gestion des latrines et autres dispositifs d'assainissement mis en place	Balayage régulier, couvercle sur le trou de défécation, lavage des mains systèmétique aux moments critiques, existence de savon ou de cendre, récipient de stockage de l'eau de boisson fermé, etc	Fiches d'observation
ATPC + HAMS + PHAST + Sani Marché		Perennité/viabilité de la salubrité générale de la localité	Tas d'ordures, existence de zones DAL…	Fiches d'observation

Enfin, les acteurs à impliquer et les modes de participation sont définis :

NIVEAU		ACTEURS	MODE DE PARTICIPATION
1	**Groupe de travail RA ATPC**	PROTOS, animateurs ONG ImS, PF Mairies, CD/SHAB	Définition de la question et de la méthodologie de la RA + mise en œuvre et suivi
2	**Niveau localité**	Leaders communautaires, sages, maçons, CHA localité	Petit groupe systématiquement consulté avant pour préparation de la séance, mobilisation, stratégie à mettre en place en cas de conflits ou de blocages, etc
			Petit groupe systématiquement consulté après séance pour debrief, conseils, stratégies pour améliorations souhaitées (sur animation, outils, etc)
3	**Niveau village**	Maçons, chef de village, CHA village	Consultation au besoin car les mêmes acteurs sont déjà dans les regroupements au niveau localité
4	**Niveau arrondissement**	CHA arrondissement, chef d'arrondissement, Infirmiers responsables des centres de santé	Information et appui éventuel, notamment en cas de blocage, conflits, etc
5	**Niveau commune**	Agent d'hygiène, CCEA	Informations trimestrielles (présentation orale)
		Gestionnaire sani marché, Comité de gestion marché de Dogbo	Séances mensuelles les 6 premiers mois puis trimestrielles pour traiter des questions business plan, plan de communication, questions du micro-crédit assainissement

« Les produits » attendus de la recherche action

Le MYP prévoit la *description d'une méthode de sensibilisation intensive menant à une amélioration durable du système de l'hygiène et de l'assainissement dans les communautés rurales (y compris les avantages et les inconvénients, les points forts et les points faibles, des alternatives possibles ou modifications …);*

Les produits prévus par PROTOS au Bénin au moment de la mission sont :

- un film documentaire sur l'ATPC commencé en juillet 2015 et prévu d'être terminé d'ici fin 2016
- des articles dans le bulletin d'information CASCADE publié par PROTOS

PROTOS réfléchit à d'autres produits diffusables. Il y aura probablement une analyse comparative des méthodes mixtes déployées et de leurs résultats. L'équipe attend des résultats tangibles avant d'envisager sa forme et les publics visés par sa diffusion.

3.2 Lecture critique de la démarche

La démarche Recherche-Action sur l'ATPC engagée par PROTOS au Bénin a été mieux comprise que celle concernant la GIRE. Dans le cadre de l'atteinte du résultat 2 du MYP Bénin, il est prévu de contribuer à la Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) dans la zone d'intervention, notamment en déployant la méthode ATPC. Le volet RA associé a pour objectif d'analyser les effets de différentes combinaisons de méthodes complémentaires à l'ATPC visant un changement durable de comportement en matière d'hygiène.

Une démarche ambitieuse en phase les attentes institutionnelles

La question de l'assainissement est une préoccupation des acteurs institutionnels rencontrés, au niveau local (mairies, services déconcentrés de l'Etat) comme au niveau national (Ministère de la Santé).

La méthode ATPC a été introduite au Bénin pour la première fois en 2009 par les services étatiques accompagnés par l'UNICEF. Si après quelques mois certains villages avaient pu être déclarés FDAL, seules deux localités ayant bénéficié à l'époque de la méthode ATPC seraient encore considérées FDAL aujourd'hui. La principale raison invoquée par les représentants du Ministère que nous avons rencontré serait la mauvaise qualité des ouvrages réalisés à l'époque, endommagés dès 2010 par les inondations qui ont touché le pays. L'appropriation de la maintenance pose également question.

Dans le cadre de sa Stratégie Nationale de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base en milieu rural (SNPHAB) pour la période 2013-2017, le Ministère de la Santé précise la priorité donnée à la Fin de la Défécation à l'Air Libre et indique que l'ATPC est la « première phase du déroulement » de sa stratégie. Ces orientations se traduisent par un nouveau partenariat avec l'UNICEF qui finance des ONGs locales à travers le pays pour déployer cette méthodologie.

La volonté de PROTOS d'analyser les facteurs de réussite et d'échec de l'ATPC et les complémentarités nécessaires pour favoriser la durabilité de l'assainissement est en phase avec la politique nationale et pertinent vis-à-vis des expériences du passé (difficulté à motiver les populations à l'assainissement, durée de vie des systèmes d'assainissement réalisés, appropriation de la maintenance par les usagers des latrines…). Si l'UNICEF, principal acteur de la mise en œuvre de l'ATPC au Bénin n'a pas manifesté un grand intérêt aux questions que se pose PROTOS, les conclusions de la Recherche-Action engagée pourraient néanmoins contribuer à améliorer les pratiques des acteurs intervenant dans l'assainissement en milieu rural, d'autant plus si l'analyse parvient à dégager clairement des leviers efficaces et que les instituions ministérielles s'en emparent.

Notons toutefois que si la démarche de Recherche-Action visant la comparaison de méthodes mixtes, est cohérente, la compréhension des relations de causalités pourrait être compliquée.

Une méthodologie exigeante, encore imprécise, contrainte par le calendrier de l'action

Aujourd'hui, un outil permettant de suivre la construction et l'utilisation de latrine a été élaboré et permet de mesurer de façon quantitative le degré d'atteinte des résultats obtenus en matière de FDAL, et plus globalement d'assainissement.

Si l'élaboration des scénarios à tester est réalisée, la méthodologie permettant la comparaison des méthodes reste encore à construire, le suivi de la construction/utilisation de latrines ne peut pas à lui seul permettre de conclure sur l'efficacité des méthodes déployées.

Les variables de réussite sont probablement de diverses natures, l'idée serait de comparer des résultats mais aussi d'intégrer les facteurs qui entrent en jeu. Cette volonté de mixer quantitatif et qualitatif est ambitieuse et nécessite de mettre au point une méthodologie pertinente permettant une analyse fine des mécanismes à l'œuvre (notamment les dynamiques sociales). Il faudra prendre en compte enfin la diversité des acteurs impliqués pour renseigner les indicateurs et il y aura probablement un gros travail d'homogénéisation à prévoir.

Notons certains points d'attention :

- Lors de la réunion avec les ONG d'intermédiation sociale, certains animateurs expliquaient l'importance de s'approprier une méthode et leur aptitude à déjà mixer des approches. Dans une optique Recherche, il faut s'assurer, pour pouvoir comparer les méthodes, que les animateurs respectent une méthodologie normée de chaque approche mise en œuvre. L'intervention d'animateurs multiples est déjà un biais qu'il sera difficile à mesurer.
- Des contraintes de mise en œuvre font que les activités HAMS ou encore l'ouverture du Sanimarché vont arriver relativement tard par rapport à la mise en œuvre de l'ATPC. On doit s'interroger sur l'interprétation de ce mixte de méthodes au regard du décalage temporel des activités menées dans les villages (et les écoles).

Ce cycle RA devrait se terminer d'ici la fin 2016. Le travail engagé est ambitieux et il y a un risque de ne pas être en mesure d'aboutir à un produit fini d'ici la fin du MYP, d'autant qu'il sera difficile d'anticiper les effets en termes de durabilité de la FDAL sur un temps de suivi contraint par la durée du projet. Pour parvenir à une analyse solide des facteurs de réussite, un cycle plus long que le projet triennal est probablement nécessaire.

Une mobilisation inégale des acteurs

Le groupe de travail Recherche-Action s'est réuni deux fois seulement, en Décembre 2014 et Février 2015, ce qui est vraisemblablement trop peu pour assurer l'efficacité du processus. Nous comprenons la crainte des « réunionnites » mais il est fortement probable qu'une partie de l'efficacité de la démarche engagée se joue sur le fonctionnement du groupe de recherche constitué au départ. Si le rythme est trop distendu, il y a un risque de perdre des dynamiques et des éléments intéressants. On note une maitrise inégale du concept et de la méthodologie Recherche-Action parmi les équipes des ONG d'intermédiation sociale rencontrées. Certains collaborateurs font d'ailleurs part d'un besoin de renforcement de leurs capacités en termes de méthodologie pour mener la démarche RA.

Un investissement en temps plus important de l'équipe actuelle de PROTOS -et notamment de la Chargée de programme- sur la démarche RA semble difficile à envisager en raison de la charge de travail dont témoignent les collaborateurs de l'organisation. L'arrivée d'un Assistant Junior de la CTB pourrait palier au moins pour partie à ce besoin. Sa mission devra être définie avec précision (notons que son arrivée, prévue en mars, a été reportée).

Il y a une forte volonté chez PROTOS d'impliquer ses partenaires dans la démarche de RA mais pour certains d'entre eux, cette dernière ne figure pas au cœur de leurs intérêts. L'analyse intéresse probablement certains partenaires, notamment de l'administration et des ONG IS mais cette question sur la « méthode » est visiblement peu investie par les mairies, où on est plus sensible aux

résultats atteints en matière d'assainissement qu'à l'expérimentation. C'est une limite à toutes les démarches participantes : on demande aux gens de contribuer à une initiative qui répond aux intérêts de l'organisation qui la porte, sans toujours satisfaire les intérêts spécifiques des différents acteurs qu'on tente d'associer. A cela s'ajoute un turn-over, notamment parmi les cadres des services déconcentrés, ce qui rend compliqué une pleine implication de ces structures dans la démarche de Recherche-Action.

La problématique réside aussi dans la capacité de PROTOS à mobiliser les autres acteurs du développement autour de la thématique et à partager son expérience. L'ampleur, en termes de moyens et d'ambition de couverture, du programme ATPC mis en œuvre par l'UNICEF et déployé par des ONGs locales permet difficilement à PROTOS de fédérer les acteurs du développement -à l'échelle nationale- autour de sa propre démarche, menée à une échelle plus modeste (rivalité de leadership). Au cours de notre mission, la découverte lors d'une visite au Ministère de la Santé d'une réunion sur l'ATPC organisé avec l'UNICEF et où PROTOS n'avait pas été convié montre la faible place accordée par les institutions (onusienne et étatique) à l'initiative RA engagée (et, plus généralement, aux autres organisations actives en matière d'assainissement rural) et la difficulté pour PROTOS d'insuffler dans ces conditions une dynamique collective autour de la question des méthodes à privilégier. Si l'implication dans une démarche réflexive trouve encore peu d'écho parmi les acteurs du développement, on peut néanmoins s'attendre à ce qu'une analyse de qualité des facteurs de réussite, défendue auprès des pouvoirs publics, contribue à influer les politiques nationales et renforce la place de PROTOS dans le paysage des acteurs de l'assainissement en milieu rural au Bénin.

Notons enfin que les populations ciblées en matière d'accès à l'assainissement ne sont pas à ce stade impliquées dans la démarche, du moins en tant qu'actrices. Elles sont ici objets de l'étude sans que celle-ci n'ait avec elles un caractère participatif.

3.3 Propositions pour la recherche action ATPC

Préciser la méthode et le calendrier d'ici la fin du MYP

PROTOS envisage la complétude d'un premier cycle de Recherche-Action pour la fin du MYP, c'est-à-dire pour décembre 2016. La priorité est donc probablement d'élaborer une méthodologie d'analyse et de s'accorder avec les ONG d'intermédiation sociale, prestataires des mairies, sur les outils qui permettront de comparer les combinaisons de méthodes visant la FDAL.

Pour ce faire, une redynamisation du groupe de travail Recherche-Action est une étape primordiale : il faudrait envisager lors d'une prochaine réunion (prévue en janvier 2016 lors de notre mission au Bénin) de redéfinir l'approche méthodologique avec les collaborateurs des ONGs d'intermédiation sociale en tentant initialement de dissocier ce qui constitue l'action et ce qui répond à une ambition de recherche. Un calendrier commun devrait y être défini et les étapes à atteindre planifiées. La poursuite du travail réflexif initié dans le cadre de la démarche Recherche-Action engagée contribuera au renforcement des capacités de ces partenaires demandeurs en matière de formation méthodologique. PROTOS devra être force de proposition sur la méthode et les outils : les participants au groupe de travail sont nombreux et pour que la réunion soit efficace, il faudra probablement mettre en discussion une méthode dont les axes principaux auront été initialement tracés.

Compléter la démarche par des éléments d'analyse qualitatifs en valorisant l'expérience de la première année de mise en œuvre de l'ATPC

Pour permettre de conclure un premier cycle de Recherche-Action, il sera probablement nécessaire d'inclure une analyse quantitative des résultats, pour cela, commencer à valoriser les expériences des animateurs après un an de mise en œuvre pourrait fournir des éléments intéressants permettant de dégager dès à présent des facteurs externes qui, au-delà des méthodes, influencent la réussite des actions entreprises.

En effet, la variabilité des résultats obtenus sera probablement fonction de bien d'autres facteurs que le choix de la méthode et il faudrait être en mesure d'analyser cela. Lorsqu'on écoute les animateurs des ONGs d'intermédiation sociale, on relève qu'ils disposent de beaucoup de matière pour améliorer les méthodes quelles qu'elles soient. C'est sans doute intéressant à creuser. Ces animateurs ont probablement identifié des facteurs de réussite et des difficultés, il faudrait tenter avec eux de les quantifier, de les formaliser en bonnes pratiques.

Pour la démarche Recherche-Action engagée, il ne faut probablement pas ambitionner des résultats consolidés pour fin 2016 mais plutôt voir dans ce MYP la réalisation d'un premier cycle d'une approche itérative.

Les propositions suivantes fournissent des pistes que pourrait approfondir PROTOS à l'avenir. L'objectif affiché d'évaluer la durabilité des méthodes nécessitera quoiqu'il en soit de poursuivre un suivi lors du prochain MYP voire à plus long terme.

Pour pouvoir répondre pertinemment à la question des méthodes pour contribuer durablement à la FDAL, il nous semble essentiel de disposer d'une analyse des facteurs sociaux. Leur compréhension devrait permettre de conclure plus facilement sur les approches à adopter selon le contexte, et dégager les opportunités à saisir et les leviers nécessaires pour lever les freins à la FDAL.

L'analyse sociale pourrait s'appuyer sur l'expérience des animateurs des ONGs d'intermédiation sociale. Il nous apparait en effet envisageable de tenter de caractériser assez tôt un village du point de vue des difficultés qu'on pourrait y rencontrer. Intuitivement, il nous semble qu'assez vite on s'aperçoit de l'implication du chef de village, on voit quel accueil on reçoit, on voit les capacités d'organisation villageoise pré-existantes. Les animateurs devraient être en mesure de pronostiquer la réussite ou non et déterminer des leviers de motivation et des leviers de réussite. Les outils d'analyse développés par PROTOS et les ONG IS pour choisir les arrondissements où intervenir peuvent constituer une bonne base de réflexion à l'élaboration de grilles de lecture des villages. Mieux appréhender les facteurs bloquants et les facteurs de mobilisation pourra contribuer à orienter les interventions à mener.

Valoriser les premiers résultats et acquis des comités locaux d'hygiène et d'assainissement pourrait également contribuer à l'analyse des facteurs sociaux, c'est aussi un moyen intéressant d'impliquer les populations cibles à la démarche de Recherche-Action. Peut-être faudrait-il envisager des rencontres entre comités locaux pour permettre des échanges d'expérience, valoriser les réussites et les capitaliser. Il y a probablement des ressorts sociaux qu'on aura du mal à expliquer mais on entrevoit déjà certaines pistes qui apparaissent comme des clés de réussite, notamment les questions d'entraide. On pourra tenter de déterminer quelles sont les conditions de l'entraide, et comment aider un village à réunir ces conditions.

Enfin, le rôle des maçons impliqués dans la démarche (une douzaine) pourrait être analysé, ce serait probablement un bon investissement pour appréhender davantage les dynamiques sociales et économiques. Il serait intéressant de comprendre à qui ces maçons ont vendu leur prestation, comment cela s'est passé, pourquoi les villageois ont fait appel à eux, pourquoi cela a fonctionné dans cette localité plutôt que dans une autre…

Anticiper sur les produits et leurs destinataires

La question des produits devra probablement être anticipée. PROTOS devra décider en fonction des résultats attendus à l'issue du MYP III de l'opportunité, au-delà du film en cours, de développer d'autres produits. Si parmi les objectifs recherchés, PROTOS souhaite que les résultats de la Recherche-Action contribuent à améliorer les approches mise en œuvre au Bénin et que cela renforce son image d'ONG innovatrice, peut-être faudra-t-il imaginer des documents didactiques qui s'adressent à des décideurs. Ce sera le cas par exemple si PROTOS opte pour un guide de recommandations s'appuyant sur l'analyse des méthodes et des facteurs sociaux. Ces produits pourront probablement être envisagés davantage à l'issue d'un second cycle de Recherche-Action, lors du prochain MYP.

Evaluer le rapport coût/efficacité pour intéresser les bailleurs institutionnels

Une question soulevée par les approches visant la FDAL concerne leur efficience. A l'avenir, il peut être intéressant de mettre en perspective les coûts de ces démarches (coût de l'animation, coût des infrastructures réalisées, coût de certification) avec leur efficacité (amélioration de l'assainissement). Cette analyse devrait intéresser les bailleurs institutionnels (et notamment l'Unicef) et pourrait permettre de renforcer le dialogue avec ces partenaires. PROTOS pourrait disposer d'arguments supplémentaires pour une meilleure prise en considération du contexte dans le choix des approches à mettre en œuvre, au-delà d'une application généralisée de la méthode ATPC.

III. LA RECHERCHE ACTION EN EQUATEUR

1. Eléments de contexte et de méthode

Le MYP en Equateur

La mise en œuvre de la stratégie Recherche-Action en Equateur s'inscrit dans le MYP III proposé pour financement à la DGD en 2013.

3 résultats attendus doivent permettre d'atteindre l'objectif spécifique, à savoir : *L'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et la gestion des ressources naturelles pour l'agriculture, sont durablement améliorés par la gestion intégrée des ressources en eau et la recherche-action pour contribuer à une meilleure santé et sécurité alimentaire dans 2 zones frontalières d'Equateur.*

Parmi ces résultats le Résultat 1 concerne la Recherche-Action.

Il est formulé ainsi : *Les conclusions de la recherche-action sur les questions-clés du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information destinée au grand public aux niveaux local et national.*

Les autres résultats attendus sont les suivants :

Résultat 2 : *La gestion durable de l'eau potable, de l'assainissement et des ressources en eau est renforcée dans les Andes du Sud, provinces de Loja et Azuay.*

Résultat 3 : *La gestion durable de l'eau potable, de l'assainissement et des ressources en eau est renforcée sur la Côte Nord, province d'Esmeraldas*

La Recherche-Action s'inscrit dans la continuité des activités de systématisation, gestion des connaissances et plaidoyer menée au cours du MYP II, et permettra une planification et systématisation des expérimentations menées.

Elaborés sur base d'une analyse de secteur, des expériences de PROTOS et de ses partenaires et de discussions avec les autorités, des thèmes de Recherche-Action sont mentionnées dans le MYP III :

- *l'utilité d'un système informatique de gestion à destination des gouvernements autonomes décentralisés pour faciliter la gestion locale de l'assainissement (à l'instar de l'outil SIGAP développé en matière de gestion de l'eau)*
- *les dynamiques de genre et d'exclusion sociale sur les questions de l'eau et de l'assainissement*
- *la vulnérabilité du droit humain à l'eau face aux effets des changements climatiques et les mesures d'adaptation*
- *les éléments qui influencent la durabilité des systèmes d'eau*

L'objectif est de capitaliser des expériences systématisées et de les publier afin de contribuer au débat et influer les politiques publiques (négociations sur le cadre juridique et institutionnel de la gestion de l'eau).

Le MYP rappelle que la Recherche-Action vient en appui aux résultats 2 et 3 en contribuant à leur durabilité. Il rappelle trois principes pour garantir la durabilité de l'approche :

- Le processus est participatif. Les connaissances générées et les apprentissages sont partagés avec les parties-prenantes
- Les leçons et les expériences sont partagées et reproduites dans d'autres contextes. PROTOS favorisera la discussion et l'appropriation par d'autres acteurs
- La valorisation et la diffusion des méthodes est réalisée et les conclusions des processus influent sur les politiques locales

Notons que deux autres projets viennent en complémentarité du MYP : CLASE mené dans la province d'Esmeraldas (avec CEFODI comme allié[1] et SENDAS comme consultant) et ADDAS dans le Sud (avec SENDAS comme allié). Si la Recherche-Action n'est pas mentionnée en tant que telle dans ces deux projets, ceux-ci s'inscrivent dans la stratégie globale du MYP et permettent notamment de disposer de fonds supplémentaire pour mener les ateliers de renforcement des capacités.

Eléments du contexte national liés à l'action

Depuis l'arrivée de Rafael Correa à la tête du pays en 2007, l'Equateur vit une série de réformes progressistes profondes qui débutent dès 2008 par une nouvelle Constitution.

En matière de gestion de l'eau, celle-ci mentionne deux principes fondamentaux :
1/ l'eau est un patrimoine national stratégique pour usage public, toute forme de privatisation est interdite. Sa gestion ne peut être que publique ou communautaire;
2/ le droit à l'eau est un droit humain fondamental.

En 2008, suite à l'adoption de la nouvelle Constitution, le gouvernement élabore un Plan National du « Buen Vivir ». Selon *l'Atlas des las desingualdades socio-économicas del Ecuador*, c'est un plan « *basé sur les visions traditionnelles des indigènes andins et amazoniens, c'est un processus d'amélioration participative de la qualité de vie, à partir non seulement d'un plus grand accès à des biens et services pour satisfaire les besoins de base, mais aussi à la consolidation de la cohésion sociale, des valeurs communautaires et la participation active des individus dans les décisions pour construire un destin basé sur l'équité et le respect de la diversité. Ce processus fait partie d'une relation harmonieuse avec la nature où l'épanouissement humain ne peut pas dépasser les limites des écosystèmes qui le soutiennent*. »

Ce plan décline notamment des stratégies transversales à intégrer dans les politiques : Droit Humain à l'Eau et à l'Assainissement, Genre, Changements Climatiques, Participation citoyenne…

Le COOTAD (code organique d'organisation territoriale, autonomie et décentralisation) est adopté en 2010. Il traite des stratégies de décentralisation/déconcentration. Il consacre la compétence exclusive aux GADs cantonaux (municipalités) pour la prestation de services publics d'eau potable et

[1] *Parmi ses partenaires, PROTOS considère 3 ONGs comme ses alliées : SENDA, CEDIR et CEFODI. Ce sont des partenaires privilégiés pour la co-exécution de programmes en Equateur.*

d'assainissement, avec une possibilité de déléguer cette compétence aux GADs paroissiaux et d'effectuer des alliances avec les systèmes communautaires (JAAPs, organisations communautaires spécialisées dans les thématiques de gestion de l'eau et de l'assainissement). Il reste toutefois des difficultés techniques et financières pour assumer ces rôles.

La loi sur l'eau prévue par la Constitution est adoptée en août 2014. Elle structure le territoire en 9 districts hydrographiques et prévoit la création des Conseils de Bassins.

Conjoncturellement, on doit s'attendre à une baisse des revenus de l'Etat liées à la diminution de la rente pétrolière. Il n'y pas encore d'incidence au niveau du financement des GAD, les effets devraient se faire sentir au cours des prochaines années (budgets déjà acquis pour 2016).

L'évaluation : options et déroulement

La durée de la mission d'évaluation en Equateur et le fait que PROTOS intervient dans deux zones éloignées du pays (région d'Esmeraldas au Nord, sur la côte, et de Cuenca/Saraguro au Sud, dans les Andes) a engendré des contraintes logistiques auxquelles il a fallu s'adapter : l'ordre des entretiens menés n'a pas toujours satisfait à la logique d'évaluation mais cela a été compensé pour partie par une grande disponibilité de l'équipe de PROTOS sur place.

La mission en Equateur s'est déroulée sur 7 jours, du 18 au 26 janvier 2016, elle a été menée par :

- Emmanuel Durand, Hydrogéologue et environnementaliste, chargé de projets et études GIRE au GRET
- Ana-Maria Steiger Velasco, Environnementaliste indépendante, en charge de l'interprétariat au cours de cette mission

Les évaluateurs ont été accompagnés au cours de la mission par des collaborateurs de PROTOS, à savoir :

- Helder Solis, Conseiller chez PROTOS en Equateur depuis 2011, responsable de la planification, du suivi/évaluation, de la gestion des connaissances et de la Recherche-Action

  En charge des démarches RA « DHEA et Changements Climatiques » et « durabilité des systèmes d'eau »
- Piedad Ortiz, Coordonnatrice des actions menées dans la province d'Esmeraldas

  En charge de la démarche RA « Genre en Eau et Assainissement »

Au second jour de la mission d'évaluation en Equateur, les évaluateurs et l'équipe de PROTOS ont convenu que la mission était trop courte pour évaluer les trois démarches Recherche-Action en cours. Pour permettre d'obtenir une vision représentative de la façon dont la Recherche-Action est mise en œuvre par PROTOS et ses alliés en Equateur, le choix a porté sur l'analyse des deux démarches suivantes :

- « DHEA et Changements Climatiques »
- « Genre en Eau et Assainissement »

La démarche « Durabilité des systèmes d'eau et d'assainissement » ne pourra pas être évaluée faute de temps. Cette démarche est également à un stade moins avancé que les deux autres lors de la mission du GRET.

On s'accorde à rencontrer tous les partenaires impliqués dans le pilotage ou la mise en œuvre d'une démarche RA impulsée par PROTOS (y compris « Durabilité des systèmes d'eau et d'assainissement ») : CEFODI, SENDAS, CEDIR et INTERCOOPERATION, afin de cerner leur compréhension de la stratégie RA de PROTOS et d'identifier leur positionnement.

PROTOS a également souhaité montrer une autre dimension que pourrait prendre la Recherche-Action, dans un domaine plus technique, celui de la « Qualité des système d'assainissement ». L'équipe d'évaluation a pu réaliser quelques visites de terrain pour comprendre l'approche de PROTOS en la matière. Au stade actuel, on ne peut pas parler de Recherche-Action mais davantage d'expérimentation, il n'y a pas encore de protocole de recherche associé aux actions menées. L'Annexe 3 présente en quelques lignes la démarche qui pourrait en effet devenir une thématique de Recherche-Action à l'avenir si cette orientation est choisie par PROTOS.

Le déroulé de la mission et la liste des entretiens et réunions menés sont présentés dans le tableau en Annexe 4.

2. Les démarches Recherche-Action

Les deux démarches RA analysées (DHEA et CC et Genre en E&A) suivent une logique très semblable, et font l'objet ici d'une analyse commune.

2.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise

Nous avons eu globalement de la difficulté à comprendre la conception de la Recherche-Action et la méthodologie mise en œuvre en Equateur pour mener les démarches. L'équipe ne disposait pas de feuille de route proposant un parallèle entre les étapes définies dans la note stratégique et le guide méthodologique proposés par le Siège et les démarches engagées. Il a nous fallut nous dégager de notre compréhension des orientations du Siège pour comprendre l'approche choisie. Nous avons finalement perçu une démarche de recherche participative, à visée émancipatrice, très intégrée à l'action, jusqu'à se confondre avec la démarche opérationnelle du projet.

Définition des thématiques de RA

En juin 2013, dans le cadre l'élaboration de son nouveau MYP, PROTOS se réunit avec ses trois ONG alliées (SENDAS, CEDIR et CEFODI) pour échanger sur leurs expériences, leurs connaissances du secteur de l'eau et de l'assainissement et déterminer des problématiques qui pourraient permettre d'engager des démarches de Recherche-Action à compter de 2014. Quatre thèmes sont retenus :

- nécessité d'un outil de gestion de l'information pour la gestion de l'assainissement par les GADs, à l'instar de l'outil SIGAP développé pour élaborer les politiques locales de l'eau, les mettre en œuvre et en effectuer le suivi.
- les dynamiques de genre et d'exclusion sociale sur les questions de l'eau et de l'assainissement
- la vulnérabilité du droit humain à l'eau face aux effets des changements climatiques et les mesures d'adaptation
- les éléments qui influencent la durabilité des systèmes d'eau (structures cantonales et articulation des acteurs dans la gouvernance de l'eau)

En octobre 2013, PROTOS organise en Belgique un atelier visant l'opérationnalisation de sa stratégie de Recherche-Action, et réunissant des collaborateurs du Siège mais aussi des Représentations de PROTOS et d'organisations partenaires dans ses pays d'intervention. Au retour, le responsable de la stratégie RA chez PROTOS Equateur, Helder Solis, engage avec Edgar Isch (Consultant, Professeur à l'Université Centrale de Quito et ancien Ministre de l'Environnement d'Equateur), une réflexion épistémologique, conceptuelle et méthodologique sur la Recherche-Action. Il y a une volonté de la Représentation de PROTOS en Equateur d'orienter la méthodologie RA proposée vers une approche très participative, « d'empowerment », et visant des résultats stratégiques à large impact, ambitionnant la transformation sociale.

En Décembre 2013, un atelier de restitution du séminaire de Belgique et d'appropriation de la stratégie Recherche-Action est organisé par PROTOS en Equateur. Il réunit les équipes de PROTOS, de ses trois organisations alliées (CEFODI, CEDIR et SENDAS) mais également d'autres acteurs intéressés. La nature et les étapes d'une démarche de Recherche-Action sont discutées. A partir des thématiques de Recherche-Action proposées dans le MYP et des démarches engagées par d'autres CAR de PROTOS, cinq questions (ou groupe de questions) sont définies pour l'Equateur :

1/ Comment améliorer l'outil SIGAP destiné aux GADs pour élaborer une politique locale de l'eau, la mettre en œuvre et la suivre ? Comment arriver à un système fonctionnel répondant aux attentes ? Doit on élargir l'outil aux questions d'assainissement ?

2/ Quels modèles de gestion pour l'assainissement ? Quel est le rôle des JAAPs en matière d'assainissement, les GAD paroissiaux seront-ils en mesure d'assurer un rôle dans la gouvernance ?

3/ Les dynamiques de genre et d'exclusion sociale influencent-elles la gestion de l'eau et de l'assainissement ? Quelle est la situation, l'impact d'avoir ou non de l'eau pour une femme, et comment parvenir à impliquer réellement les femmes dans la prise de décision ?

4/ Comment le changement climatique affecte-t-il le droit humain à l'eau et la vulnérabilité de la population, et quelles sont les mesures d'adaptation envisageables ?

5/ Quels facteurs influencent la durabilité des systèmes d'eau (structures à l'échelle cantonale et articulation des acteurs dans la gouvernance de l'eau) ?

Les questions 3, 4 et 5 font consensus parmi les participants.

Un autre thème sera traité, celui de la qualité des systèmes d'assainissement. PROTOS n'engagera pas une démarche de Recherche-Action formelle, ce sera davantage de l'expérimentation technique. CEDIR lui fournira un appui sur le terrain.

Pour les 3 thématiques retenues, les démarches de Recherche-Action seront menées ainsi :

- pour la RA sur le « DHEA et Changements Climatiques » : démarche conduite au Nord par PROTOS (pilotage) et CEFODI (mise en œuvre) avec INTERCOOPERATION Amérique Latine comme consultant (expertise thématique).
- pour la RA sur le « Genre en Eau et Assainissement » : démarche conduite au Nord par PROTOS (pilotage) et CEFODI (mise en œuvre) avec SENDAS comme consultant (expertise thématique).
- pour la RA sur « la durabilité des systèmes d'eau » : démarche conduite au Nord par PROTOS (pilotage) et CEFODI (mise en œuvre), démarche conduite au Sud par PROTOS (pilotage), SENDAS et CEDIR (mise en œuvre)

La méthodologie prévue

Cet extrait du compte-rendu de l'atelier RA de décembre 2013 présente une vision adaptée de la méthode proposée par le Siège :

Route pour PROTOS International	**Route appropriée, produit du consensus de l'atelier entre alliés**
	Établir un diagnostic participatif territorial qui nous permet de disposer d'information suffisante pour l'identification de la problématique, leurs causes, effets et problématiques associées
(i) L'identification du problème de recherche	L'identification du problème de recherche, qui est effectué avec les acteurs locaux à deux moments, un avec les acteurs institutionnels et un autre avec les communautés.
(ii) La définition de la question de recherche	La définition de la question de recherche, comme un pas en parallèle avec l'identification et la qualification du problème. Cette étape doit poser la question centrale et les sous-questions de la RA.
	Détermination un cadre conceptuel et d'un protocole de recherche, le cadre conceptuel doit contenir non seulement ce qui est strictement lié la solution du problème, mais aussi ce qui représente l'intentionalité politique du processus, les éléments d'égalité sociale, l'interculturalité et les droits.
(iii) La détermination des méthodes de travail	Élaboration d'un plan de travail pour la RA et la détermination des méthodes de travail. Il doit inclure les ressources, temps et produits intermédiaires nécessaires, ainsi que les acteurs impliqués dans les différents moments et les adéquations institutionnelles nécessaires.
(iv) La phase de recherche de terrain	La phase de recherche de terrain dans laquelle on met en oeuvre les solutions identifiées et qu'on évalue constamment, et aussi le moment où on compile l'information nécessaire sur le processus.

	Analyse et interprétation de l'information qui permet la généralisation des apprentissages, cette étape a une étroite relation avec le cadre théorique et cherche à établir des critères de valorisation de la solution du problème et de l'apport aux processus de mobilisation sociale et changement structurel.
(v) La restitution et la validation des résultats avec les participants	La restitution et la validation des résultats avec les participants, car en faisant partie du processus ils sont plongés dans la réalisation des changements mais on cherche à renforcer l'accès à l'information comme mécanisme d'empowerment…
(vi) La mise en oeuvre de la solution choisie	La mise en oeuvre de la solution choisie à une échelle plus grande ou dans un contexte différent de l'initial
(vii) L'évaluation des résultats	L'évaluation des résultats dans cette nouvelle mise en oeuvre, généralisation ou intensification des réponses trouvées
(viii) La diffusion des résultats.	La diffusion des résultats à divers acteurs sociaux, institutionnels et communautaires qu'il cherche à que la généralisation construite puisse inspirer d'autres processus similaires.

Cette interprétation de la méthodologie RA proposée par le Siège de PROTOS traduit l'ambition « d'empowerment » de la RA telle que pensée par l'équipe en Equateur.

L'entretien du 25/01/2016 avec Helder Solis nous permet de retracer une route simplifiée :

- Identification du problème
- Processus de sensibilisation et de compréhension du problème
- Approfondissement du diagnostic, incluant de l'information secondaire (recherches du consultant, statistiques, informations obtenues au cours des expériences précédentes)
- Définition des actions (qui ? comment ? où ?)
- Mise en œuvre des actions
- Evaluation (A-t-on répondu au problème ?)

Le début de la mise en oeuvre

La mise en œuvre des deux démarches RA analysées (DHEA et CC et Genre en E&A) suit une logique très semblable. On peut tenter de schématiser l'approche comme suit :

1/ Le groupe moteur piloté par PROTOS (PROTOS, SENDAS, CEDIR, CEFODI et d'autres acteurs intéressés) réuni en décembre 2013 définit les problématiques, les questions, les produits attendus et la route à suivre pour y parvenir : diagnostic approfondi décliné au niveau local, impliquant les acteurs locaux et plan d'action également participatif. Le processus a aussi une visée de renforcement des capacités, de formation.

2/ A partir de ces réflexions, PROTOS élabore les TdR destinés aux consultants disposant d'expertise dans les thématiques de RA retenues : SENDAS pour Genre en E&A et INTERCOOPERATION pour DHEA et CC. Il est définit dans ces TdR la méthodologie à adopter par le consultant pour mener les RA et les produits attendus.

3/ Proposition de protocole RA par le consultant : problématique, contexte de la zone d'intervention, thème RA (ex : le lien DHEA et CC) et infos complémentaires permettant un premier diagnostic (pas participatif à ce stade). Dans ce protocole, la question de Recherche-Action est reformulée et la méthodologie pour y répondre est développée.

- ➔ Pour DHEA et CC : Quels concepts, approches, stratégies et/ou outils sont nécessaires à appliquer sur les territoires, avec des acteurs locaux pour développer, au niveau local, des processus participatifs d'analyse des vulnérabilités et le design de mesure d'adaptation de l'exercice du DHEA face aux effets du CC contenus respectivement dans les plans d'adaptation des GADs ?

- ➔ Pour Genre en E&A : Quelles sont les iniquités de genre dans la gestion de l'eau et de l'assainissement ?

  Et des sous-questions :
  Qu'est ce qui empêche ou limite l'accès, le contrôle et la reconnaissance des femmes dans la gestion de l'eau dans l'exercice de leur DHEA en Esmeraldas ?
  Quelles sont les perceptions sur les rôles et les apports des hommes dans la gestion de l'E&A ?
  Quelles sont les données existantes sur l'accès, le contrôle et la reconnaissance des femmes dans la gestion de l'E&A ?
  Comment sont abordés et mentionnées les inégalités en général et de genre en particulier dans les principaux documents de politique nationale et locale et des projets analysés sur l'E&A ?

4/ Séance d'information/sensibilisation avec les acteurs. Si ces thèmes de l'eau et de l'assainissement sont des thèmes concrets pour lesquels les acteurs de base (les communautés) expriment des besoins, les thèmes des changements climatiques ou du genre bien qu'étant des thèmes nécessaires à intégrer pour parvenir à des changements sociaux (changements de comportements, revendication des droits et changements dans les politiques publiques…) ne sont pas exprimés comme des besoins, souvent en raison de très faibles connaissance des sujets DHEA, Changements Climatiques, et Genre.
La méthodologie choisie a pour but de conscientiser, de mettre en relation des expériences vécues avec ces thématiques souvent peu explicites au départ pour les acteurs locaux.

5/ L'étape suivante est une phase de diagnostic participatif (ateliers, sondages, enquêtes…) qui a pour double objectif de comprendre les situations vécues et les perceptions des acteurs de base tout en continuant le processus de conscientisation. Cette étape, bien que participative, nécessite la participation d'experts dans les thématiques (PROTOS et consultants). Le degré de participation varie. L'idée de départ était d'intégrer les populations de base dans la démarche même de recherche.

Si la conduite même du diagnostic a pu être participative pour le thème DHEA et CC, l'expérience pour le thème Genre en E&A n'a pas permis l'implication des communautés de base en tant « qu'acteur » du diagnostic jusqu'au bout du processus. La séance de sensibilisation organisée par SENDAS, CEFODI et PROTOS sur le genre (point 4 précédemment cité) réunit environ 30 représentants de JAAP, GADS et ONGs à Esmeraldas. 15 d'entre eux participent à l'atelier suivant visant la « capacitation ». Toutefois le troisième atelier visant l'analyse compte seulement 5 participants, tous membres des équipes PROTOS et CEFODI. Il est difficile de comprendre les raisons pour lesquelles on ne parvient pas à mobiliser les acteurs locaux dans cette phase d'analyse (rappelons cependant que la méthodologie ne prévoyait pas un engagement de tous les acteurs impliqués lors des ateliers précédents). Chez PROTOS, on avance des arbitrages des GAD, très sollicités, qui priorisent à quels ateliers envoyer leurs collaborateurs (le Genre ne serait-il donc pas considéré comme un domaine prioritaire ?). Chez SENDAS, on pense que l'utilisation d'outils d'analyse rend la participation compliquée pour certains acteurs locaux, mais l'objectif pour l'équipe est atteint : la démarche a permis de sensibiliser, c'est déjà un grand pas. Lors du diagnostic, on poursuit l'analyse des perceptions en menant des entretiens et des enquêtes (notons de plus que le groupe des 30 personnes sensibilisées participera à l'étape décrite au point 7 : restitution et d'élaboration des plans d'action).

6/ La suite du processus de diagnostic est menée par les consultants. Il s'agit d'analyser à l'aide de matrices les résultats des diagnostics participatifs et d'y ajouter des connaissances scientifiques et des éléments conceptuels.

7/ Les résultats de ces diagnostics mêlant action participative et expertise sont ensuite partagés avec les acteurs locaux, institutionnels (GADs cantonal, GADs paroissiaux, acteurs ministériels) et communautaires (JAAPs principalement, mais aussi d'autres organisations de la société civile, associations de femmes par exemple). De ces diagnostics on cherche ensuite, avec ces acteurs locaux à déterminer des actions concrètes et priorisées. A partir de ces réflexions participatives, les consultants missionnés sur chaque sujet travaillent à la rédaction de plans d'action à l'échelle cantonale, définissant les actions à mener à une échelle plus locale (celles des paroisses ou des localités).
En Equateur, la démarche suivie a une ambition émancipatrice, l'équipe défend que l'action est principalement dans le renforcement des capacités des acteurs locaux, dans leur formation. Pour tenter un parallèle avec la méthodologie proposée par le Siège de PROTOS, on peut alors estimer se situer à la fin du cycle de Recherche-Action. Toutefois, si on considère que ce cycle nécessite le test des plans d'actions, on est alors à mi-parcours. C'est donc la définition donnée à l'action qui permet de déterminer l'état d'avancement de la démarche.

« Les produits » attendus de la recherche action
Pour la Recherche-Action sur la thématique « DHEA et CC » :

- Un protocole RA
- Des grilles d'analyse de vulnérabilité du DHEA face aux effets attendus du changement climatique à l'échelle des localités (cantons de Muisne et de Rio Verde)
- Diagnostics à l'échelle cantonale (cantons de Muisne et de Rio Verde)
- Un document méthodologique du processus de diagnostic
- Des plans d'action à l'échelle cantonale (cantons de Muisne et de Rio Verde) reprenant les éléments de diagnostic et déclinant des actions priorisées à mettre en œuvre à l'échelle des

localités (finalisés par INTERCOOPERATION, pas encore disponibles au moment de l'évaluation)

Les quatre premiers documents étaient déjà réalisés lors de notre mission, et le cinquième (plan d'action) était en cours de rédaction.

Pour la Recherche-Action sur la thématique « Genre en E&A » :

- Un protocole RA
- Des diagnostics à l'échelle cantonnal (cantons de Muisne et de Rio Verde)
- Des grilles d'analyse des problématiques de Genre en EA à l'échelle des localités
- Des plans d'action à l'échelle cantonnale (cantons de Muisne et de Rio Verde) reprenant les éléments de diagnostic et déclinant des actions priorisées à mettre en œuvre à l'échelle des localités (finalisés par SENDAS, pas encore disponibles au moment de l'évaluation)

2.2 Lecture critique de la démarche

Des objectifs politiques confrontés à des contraintes projet

Les objectifs de ces démarches visent une transformation sociale et des progrès dans l'efficacité des politiques publiques en engageant un processus de conscientisation puis d'analyse diagnostique et de planification, renforçant à la fois les compétences des acteurs institutionnels que celles des acteurs communautaires. Il s'agit depuis le terrain d'influer les politiques publiques (via les plans d'action) qui permettront à leur tour des retombées concrètes pour les populations (mise en œuvre des actions).

Les thèmes choisis et les acteurs impliqués montrent des démarches en phase avec les attentes institutionnelles répondant aux orientations nationales en matière d'intégration des questions de genre et de changements climatiques dans les politiques publiques et de démocratie participative. Les démarches engagées permettront de disposer de plans à l'échelle cantonale avec des déclinaisons en termes d'actions au niveau paroissial. Ces actions y seront priorisées. Les démarches sont ambitieuses et devraient permettre d'aider les institutions locales à assumer leurs compétences.

Le MYP ne prévoit pas la réalisation de ces actions et en effet on peut penser que leur mise en œuvre par les GADs risque pour beaucoup d'entre elles de dépasser le temps du projet. Les questions traitées et les outils développés dépassent bien sûr la dimension projet et il y a un impact potentiel à long terme important. L'ambition de mesurer les effets et impacts d'un tel document de planification est difficilement envisageable d'ici fin 2016 (clôture du MYP III) et doit être considérée à plus longue échéance. Les plans d'action n'étaient pas finalisés lors de la mission d'évaluation mais on peut penser que l'appropriation de ces documents de planification par les pouvoirs publics locaux devrait être facilitée par le processus participatif mené par PROTOS et ses partenaires. Quant à leur mise en œuvre, il difficile de formuler un pronostic à ce stade.

Il y a conscience chez PROTOS qu'il sera difficile dans la durée des 3 ans du MYP III que les GADs (dont c'est la compétence) puissent mettre en œuvre les actions prévues par les plans d'actions. On s'attend que certaines actions soient mises en œuvre par les GADs, avec l'aide de PROTOS (co-financement) d'ici la fin du MYP III mais pour la majorité des actions proposées, leur mise en œuvre est probablement à envisager après la fin du projet triannuel de PROTOS.

En matière de Recherche-Action, la question qui se pose est « quelle est l'action ? ». On peut penser que l'action est dans le processus participatif d'élaboration d'un document de planification lui-même. On peut aussi penser que l'action réside dans l'application des plans. Et dans ce cas, force est de constater que les dernières étapes du processus de Recherche-Action échapperaient à PROTOS.
Il nous apparait important d'envisager un suivi de la mise en œuvre des actions planifiées, cela sera probablement nécessaire pour permettre de conclure si la méthode déployée répond efficacement aux problématiques dégagées au départ. PROTOS prévoit la fermeture de sa Représentation en Equateur pour la fin d'année 2016, une structure autonome PROTOS Equateur, bénéficiant de financement de PROTOS lors de son prochain programme pluri-annuel devrait poursuivre les activités menées et pourra donc réaliser ce suivi.

Une démarche participative qui laisse aussi sa place à l'expertise
La démarche visant la coresponsabilité apparait pertinente, il y a une volonté forte de faire participer les acteurs de base (GADs cantonaux et JAAPs notamment) dans le diagnostic des problèmes auxquels ils sont confrontés et dans la recherche de solutions.

Certaines étapes nécessitent des savoirs et savoir-faire qui ne sont pas à la portée de tous et la place de l'expertise (au travers des Consultants) est mobilisée de façon pertinente, elle est en effet primordiale pour former initialement les acteurs locaux, mais aussi pour intégrer des connaissances académiques et faciliter l'analyse.

La manière de mener les ateliers permet aux acteurs de base de se sentir légitimes, de gagner en confiance, de se sentir sujets (et pas objet) du développement de leur communauté, de leur canton, de leur pays. Le procédé même favorise cette libération personnelle essentielle à la transformation sociale. Ces conséquences contribuent à un processus participatif de qualité et nourrit le sentiment de coresponsabilité chez les acteurs de base (sentiment exprimé par plusieurs participants aux démarches).

Les thèmes choisis pour engager la RA touchent des domaines très vastes qui conduisent à des cycles longs de recherche-action (important travail initial de conscientisation et de diagnostic). Les thèmes choisis suscitent indéniablement de l'intérêt chez les acteurs locaux rencontrés mais la découverte de ces thématiques pour certains d'entre eux provoque avant tout un désir d'information, de renforcement des connaissances. La conscientisation est une chose, la volonté d'influer sur les politiques publiques via une mobilisation citoyenne en est une autre et peut parfois nécessiter un temps plus long (« maturation » personnelle des individus). Cela pourrait expliquer en partie pourquoi le groupe RA sur le thème « Genre en E&A » a eu des difficultés à mobiliser les acteurs locaux tout au long du processus.

Enfin, une contrainte dans ce processus itératif a été la désignation au niveau des GADs de participants différents aux ateliers successifs. Les élus décident quel agent envoyer à chaque atelier et le fait d'avoir de nouveaux participants chaque fois nécessite de sensibiliser à chaque étape, freinant inévitablement la progression logique attendue.

Le « groupe moteur » : pertinence de la démarche collective et complexités de fonctionnement
PROTOS met en œuvre sa stratégie RA en Equateur au sein d'un « groupe moteur » regroupant PROTOS, ses ONGs alliées (CEFODI, SENDAS, CEDIR), INTERCOOPERATION et quelques autres acteurs intéressés par les thématiques abordées.

Notre mission en Equateur nous a permis de rencontrer des représentants des quatre structures précédemment citées, investies dans les démarches de RA menées sous l'impulsion de PROTOS (cf. Annexe 5). On distingue chez les partenaires de PROTOS (alliés et consultants) des implications à des niveaux différents. Si SENDAS et INTERCOOPERATION (co-pilotes de démarches RA) maitrisent bien l'approche méthodologique (avec une réflexion sur l'évaluation des orientations choisies qui reste à mener), CEFODI est davantage dans une position d'exécution et l'ambition de recherche d'un tel processus est différemment intégrée au sein de l'équipe, l'organisation reste très ancrée dans une tradition de projet participatif. CEDIR aurait probablement une bonne capacité à co-piloter une démarche RA mais reste à convaincre de la pertinence de ce mode d'intervention.

Lors de l'atelier de décembre 2013, PROTOS et ses partenaires en Equateur ont traduit les étapes d'une démarche de Recherche-Action proposée dans la note stratégique du Siège (le guide méthodologique n'était pas encore disponible) en donnant à la démarche une dimension clairement émancipatrice. Si le parallèle avec les orientations du Siège est compliqué, ce travail mené par la CAR Equateur traduit l'intérêt porté à cette stratégie Recherche-Action et une volonté d'appropriation par l'équipe PROTOS et ses partenaires.

Le travail collectif initial est exemplaire. Depuis, la dynamique du « groupe moteur » est plus difficile à maintenir et PROTOS note que le suivi de l'avancement des démarches se fait souvent de manière bilatérale, entre PROTOS et le consultant en charge du co-pilotage. Les réflexions méthodologiques sur la Recherche-Action demandent un fort investissement en temps et n'apparaissent pas toujours comme une priorité face aux contraintes opérationnelles de chaque organisation.

Notons qu'une fois les démarches engagées, ce sont les protocoles qui ont guidé le pilotage (les étapes méthodologiques ont servi de trame à l'élaboration des TdR et des protocoles, elles n'ont plus guidé ensuite les démarches d'une façon directe).

Les questions de Recherche-Action définies en décembre 2013 ne se retrouvaient pas dans les TdR proposés, elles ont été reformulées par les Consultants dans leurs protocoles :

- INTERCOOPERATION a reconstruit la question, nous précisant dans l'entretien son importance fondamentale pour orienter la démarche. La question est bien cernée et chercher à y répondre correspond bien, de façon participative et à l'échelle locale, à analyser les vulnérabilités du DHEA face aux effets du CC et à déterminer des mesures d'adaptation.
- SENDAS a également reconstruit la question clé et précisé des sous-questions. Cette fois, telles que formulées, la démarche RA engagée dépasse la réponse aux questions. Répondre à ces questions consisterait à s'arrêter à la phase de diagnostic.

Ce point méthodologique n'est probablement pas fondamental dans le déroulé de la démarche, précisé par les protocoles, mais il nous semble qu'une formulation précise des questions dans les TdR aurait facilité l'appropriation collective de la démarche de Recherche-Action par l'ensemble des

membres du « groupe moteur ». Si les thématiques et problématiques choisies sont claires parmi ces acteurs, les questions auxquelles on tente de répondre le semblent moins alors qu'elles devraient structurer la composante recherche des démarches engagées.

Les outils permettant d'évaluer la réponse apportée restent à construire
Le cheminement proposé dans les protocoles est cohérent dans le sens où il suit une logique itérative. Pour se distinguer d'un projet opérationnel participatif, une démarche Recherche-Action nécessite probablement la mise en place de moyens de suivi plus systématiques. Les ateliers menés permettent bien d'échanger collectivement sur l'atteinte des résultats intermédiaires mais les démarches engagées n'identifient pas d'indicateurs et d'outils d'analyse systématiques qui structureraient la démarche itérative et valideraient la pertinence du travail mené. Il n'est pas non plus prévu à ce stade de méthodologie pour analyser les résultats atteints. Le processus de Recherche-Action doit permettre d'évaluer la pertinence de la méthodologie déployée et la capacité des produits développés à répondre la question-clé, cette ambition n'est pas encore clairement déclinée dans les démarches engagées en Equateur.

2.3 Propositions

Accompagner le processus RA jusqu'au bout
A l'issue de la mission d'évaluation, la question sur la nature de l'action demeure. Il a bien sûr une action dans le processus lui-même dans le sens où la démarche vise au renforcement des capacités des acteurs locaux (issus des GADs et des JAAPs) mais en termes de déclinaison sur le terrain des plans d'action, PROTOS ne prévoit pas de s'engager. Si au vu de la question-clé posée pour guider la démarche « DHEA et CC »[2], le produit atteint est cohérent, on peut s'interroger sur le débouché d'une démarche RA sur un document de planification, dont on ne peut pas présager de la mise en œuvre et des bénéfices pour les communautés locales dans leur ensemble (en dehors du bénéfice individuel pour les participants et du rôle éventuel que prendront à l'avenir ces derniers dans le développement des politiques publiques de leurs territoires). L'étape de concrétisation des actions de réduction des vulnérabilités du DHEA face aux effets du changement climatique ou encore de prise en considération du genre en Eau et Assainissement échappe à PROTOS et les cycles RA peuvent sembler en ce point inachevés.

PROTOS doit définir dès à présent la forme d'appui envisageable pour la suite, notamment pour l'accompagnement de la mission des GADs en matière de Maitrise d'Ouvrage Locale dans la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain. Il est important bien sûr de mesurer le degré d'intérêt des GADs en laissant à leur charge une partie du coût des actions (co-financement). La finalisation du cycle et sa capitalisation jusqu'au bout est le moyen de rendre crédible la démarche engagée et de convaincre les instances politiques à l'échelon national de l'utilité de ce travail de planification mais aussi les acteurs locaux de l'importance de leur engagement. C'est selon nous une condition

[2] on a vu que la question concernant la démarche « Genre en E&A » était probablement mal posée puisqu'orientant davantage vers un diagnostic que vers un plan d'actions

importante de réplicabilité, ailleurs par d'autres, mais aussi dans les mêmes cantons, sur d'autres thématiques.

D'ici la fin du MYP, il faut probablement travailler à la valorisation des plans d'action à l'échelle cantonale et locale lors de réunions publiques pour faire connaitre les plans au plus grand nombre et peser sur l'action politique et accompagner les premières actions que pourraient rapidement mener les GADs. Si PROTOS prévoit un retrait d'Equateur en fin d'année 2016, le relai à une structure autonome PROTOS Equateur, en matière de suivi des actions, devra être anticipé.

Renforcer la compréhension commune au sein du groupe moteur
Le renforcement des capacités des organisations membres du « groupe moteur » engagées dans la Recherche-Action avec PROTOS en termes d'approche méthodologique est indéniable mais reste à améliorer. Il serait probablement nécessaire, plus de 2 ans après l'atelier RA de redynamiser le « groupe moteur » en revenant sur les approches méthodologiques et le partage des avancées pour permettre d'homogénéiser davantage la compréhension et l'appropriation de la démarche.

Il s'agira d'échanger sur la plus-value de la RA et les changements d'approche opérationnelle que cela a provoqué chez chacun dans leur manière d'appréhender les problèmes, les façons de trouver des solutions et de les résoudre et enfin en matière de positionnement face notamment aux acteurs locaux. Cela pourra se traduire par une revue critique de la méthodologie en reprenant pour chaque thématique les étapes de la feuille de route, en commençant par la question clé et les étapes qui en découlent, jusqu'à une projection à la fin du cycle RA et la réalisation d'une évaluation du degré de réponse à la question initiale.

Prendre de l'avance sur l'évaluation de la démarche engagée, au cours de ce cycle et au-delà
Pour chacune des démarches RA analysée, il existe un système de suivi dans le sens où il y a une discussion périodique des avancements lors de chaque atelier : critique de la démarche et des produits avec les acteurs locaux engagés dans le processus. Les comptes-rendus des ateliers fournissent des éléments intéressants à capitaliser et probablement à systématiser davantage à l'aide d'une grille d'analyse facilitant l'évaluation qualitative de la démarche engagée.

L'évaluation des résultats en matière d'actions concrètes et de leurs effets, on l'a vu, prendra du temps, mais il est possible d'évaluer des résultats du processus lui-même et montrer ainsi la plus-value en termes de transformation sociale potentielle liée à la RA.

On peut évaluer la pertinence des produits de planification en analysant :

- La reconnaissance des outils développés par les instances politiques et les organisations communautaires, participants à la démarche mais aussi au-delà
- La reconnaissance des outils développés par d'autres acteurs du secteur

On pourrait, pour ce faire, envisager de diffuser les produits accompagnés d'un questionnaire permettant d'évaluer l'intérêt des acteurs.

On peut évaluer également l'efficacité du processus participatif en étudiant, à l'aide d'enquêtes :

- La conscientisation sur les thématiques abordées au sein des GADs et des JAAPs, chez les participants mais aussi au-delà, notamment au niveau des élus.
- Les effets de la formation méthodologique chez les alliés comme chez les acteurs locaux et leur capacité potentielle à répliquer les démarches.

Investir le « champ technique » au travers des expériences innovantes en matière d'assainissement

Le travail expérimental menée en matière d'assainissement écolologique est intéressant et pourrait se prêter à une approche Recherche Action structurée pour tester l'efficacité des systèmes individuels et collectifs innovants en Equateur (design, modes d'entretien…).

La question sociologique/anthropologique de l'acceptation de la technologie ECOSAN par les communautés (compostage des excrétas, recueil des urines, utilisations pour fertiliser les sols) pourrait également être creusée via la Recherche Action. On voit que l'expérience a conquis certains, à l'instar de l'équipe pédagogique de l'école visitée à Saraguro ; il serait profitable de comprendre les facteurs qui ont favorisé l'acceptation du système proposé par PROTOS de même que les obstacles rencontrés et les moyens mis en œuvre pour les contourner.

IV. LA RECHERCHE ACTION EN OUGANDA

1. Elément de contexte et de méthode

Le MYP en Ouganda

La mise en œuvre de la stratégie Recherche-Action en Ouganda s'inscrit dans le MYP III proposé pour financement à la DGD en 2013.

3 résultats attendus doivent permettre d'atteindre l'objectif spécifique, à savoir : *L'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et la gestion des ressources naturelles pour l'agriculture, sont durablement améliorés par la gestion intégrée des ressources en eau et la recherche-action pour contribuer à une meilleure santé et sécurité alimentaire dans le bassin hydrologique de la rivière Mpanga.*

Parmi ces résultats, le Résultat 1 concerne la Recherche-Action.

Il est formulé ainsi : *Les conclusions de la recherche-action sur les questions-clés du secteur de l'eau sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information destinée au grand public aux niveaux local, régional et national.*

Les autres résultats attendus sont les suivants :

Résultat 2 : *L'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement est durablement amélioré dans trois sub-counties du district de Kamwenge*

Résultat 3 : *La gestion et l'usage des ressources naturelles -eau et sol- sont améliorés sur deux sites modèles du bassin hydrologique de la rivière Mpanga par la mise en œuvre d'une directive-cadre GIRE par la communauté locale.*

La Recherche-Action cherche *à identifier des interventions à petite-échelle, au niveau des ménages, qui renforcent durablement les capacités d'adaptation ou la résilience, face aux changements climatiques.*

Les échanges avec la Direction de la Gestion des Ressources en Eau (Ministère de l'eau et de l'environnement) ont permis de souligner l'importance de montrer concrètement la contribution des actions GIRE à l'adaptation aux changements climatiques.

Le partenaire local en charge de coordonner et mener les activités sur le terrain est l'ONG JESE.

Les activités GIRE prévues dans les sites modèles concernent :

- L'accès à des services d'eau potable et leur gestion (réparation de systèmes existants, renforcement des comités d'usagers d'eau, collecte des eaux pluviales, optimisation des usages…)
- L'accès à des infrastructures d'assainissement et leur utilisation appropriée (construction de latrines Ecosan au niveau des foyers et des écoles, sensibilisation à l'eau/l'hygiène/la santé, construction de lave-mains dans les écoles, gestion des déchets…)
- Accès durable à l'alimentation (potagers, production de biogaz pour la cuisine, semences améliorées, accès à des fertilisants locaux, bonnes pratiques agricoles, irrigation à petite échelle, dispositifs limitant l'érosion et facilitant l'infiltration, reforestation)

- Protection de zones naturelles sensibles (restauration de zones humides, protection de berges, reforestation des zones préférentielles d'infiltration, dispositifs anti-érosifs, suivi de la qualité de l'eau)
- Plans de suivi des ressources en eau avec les autorités et des instituts de recherche locaux (quantité et qualité)

Le MYP rappelle que la Recherche-Action vient en appui aux autres résultats. L'analyse des actions menées sur le terrain, la systématisation des expériences et la communication que permettra la Recherche-Action contribuera notamment à la durabilité du résultat 3.

L'objectif est également de diffuser les leçons apprises de la Recherche-Action pour influer les stratégies d'intervention d'autres acteurs du secteur.

Eléments du contexte national liés à l'action

Dans les années 1990, l'Ouganda se dote d'un cadre légal visant une meilleure gestion de l'environnement et de ses ressources en eau. Le Water Action Plan de 1995 puis la loi sur l'eau de 1999 posent les bases d'une politique de Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

Une revue sectorielle conjointe est menée chaque année par le Ministère de l'Eau et de l'Environnement pour traiter des problématiques liées à l'eau, des actions menées et des projets à conduire. Elle réunit les trois directions du Ministère de l'eau (Water Resource Management, Water Development, Environmental Affairs) et la Climate Change Unit (aujourd'hui Climate Change Department), des représentants des Ministères de l'agriculture et de la pisciculture, une autorité publique indépendante (Environmental Management Autority), la National Water and Sewage Corporation, quelques ONGs –dont PROTOS-, des représentants de structures décentralisées (District Water Officers par exemple) et des bailleurs de fonds.

En 2006 est décidée la mise en œuvre d'une politique GIRE à l'échelle de bassins-versants, à l'origine de la mise en place d'un comité de bassin pour le Lac Georges, réduit en 2009/2010 à un comité de bassin de la rivière Mpanga. Notons que PROTOS s'engage dans la déclinaison de la politique GIRE à l'échelle du bassin-versant et aboutit, avec les parties-prenantes, à un plan de gestion du bassin hydrologique de la rivière Mpanga[3].

La question du changement climatique est également une préoccupation importante des services gouvernementaux. La priorité citée dans la politique nationale « changements climatiques » de 2012 concernant le domaine de l'eau est : « soutenir les efforts en cours pour s'assurer que la problématique des changements climatique est intégrée dans les projets visant la conservation, l'accès durable, l'utilisation efficace et la gestion des ressources en eau » (traduction libre).
En mai 2014, l'Université de Pretoria publie une projection des changements climatiques en Ouganda intitulée *Regional-scale Climate Change Projection of annual, seasonal and monthly near surface temperature and Rainfall in Uganda.* Cette étude permet notamment de modéliser et simuler des scénarios probables en termes de ruissellement.

[3] Aujourd'hui, les services du Ministère de l'Eau pilote ce comité de bassin, et un consultant a été recruté pour coordonner la mise à jour du plan de gestion. PROTOS s'est en partie désengagé de cette échelle de gestion pour s'impliquer à une échelle plus locale, avec la mise en place d'une approche GIRE au niveau de « sites modèles ».

En matière de découpage administratif, l'Ouganda est découpé en districts (niveau 5), eux-mêmes divisés en comtés (niveau 4), en sous-comtés (niveau 3), en paroisses (niveau 2) et en villages (niveau 1). Les compétences en matière d'eau et assainissement sont réparties entre le district et le sous-comté (peu de rôle pour le comté). Le district dispose de techniciens pour chacun de ses domaines de compétence : eau et assainissement, santé, éducation, environnement et ressources naturelles, agriculture.

L'évaluation : options et déroulement

Une seule démarche Recherche-Action est menée par PROTOS en Ouganda, elle interroge le lien entre les actions GIRE et l'adaptation aux changements climatiques.

La mission en Ouganda s'est déroulée sur 7 jours, du 9 au 15 février 2016, elle a été menée par Emmanuel Durand, Hydrogéologue et environnementaliste, chargé de projets et études GIRE au GRET.

L'évaluateur a été accompagné tout au long de la mission par des collaborateurs de PROTOS, à savoir :

- Lieven Peeters, Représentant de PROTOS en Ouganda
- Hannelore Martens, Responsable M&E (Assistante Junior de la CTB). C'est la responsable de la démarche RA

La déroulé de la mission et la liste des entretiens et réunions menés sont présentés dans le tableau en Annexe 6.

2. La démarche Recherche-Action

2.1 Résumé de la démarche telle que nous l'avons comprise

Du problème à la déclinaison de la question-clé

L'identification de la problématique RA en Ouganda a débuté avec l'élaboration du MYP III en 2013, en concertation avec JESE, le partenaire local de PROTOS. Elle découle de :

- l'expérience de ces organisations dans le pays en matière de mise en œuvre de la GIRE à l'échelle locale et de déclinaison des politiques publiques nationales
- des échanges avec les acteurs institutionnels (notamment au sein des groupes thématiques et revues sectorielles animés par le Ministère de l'Eau et de l'Environnement)
- des questionnements partagés avec d'autres acteurs du développement œuvrant dans le domaine de l'eau : l'Uganda Water and Sanitation Network mais d'autres ONGs, notamment des organisations belges (La Croix Rouge Belgique/Flandres, Trias, VECO, BD Uganda, and VSF Belgique) et ougandaises qui forment aujourd'hui le groupe Synergy et s'intéressent aux questions d'adaptation aux changements climatiques.

Suite à l'atelier sur l'opérationnalisation de la RA tenu en Belgique en octobre 2013, une restitution est réalisée fin 2013 à l'intention de partenaires de PROTOS en Ouganda (JESE, KRC, Moutains of the Moon University, HEWASA et TBG). L'objectif est d'expliquer la vision de la RA de PROTOS et de présenter la méthodologie proposée. Si la problématique RA indiquée dans le MYP est discutée à nouveau, la question-clé n'est pas définie à ce stade.

C'est l'arrivée en octobre 2014 d'une Assistante Junior de la CTB au poste de Responsable Monitoring & Evaluation à la Représentation de PROTOS en Ouganda qui permet d'engager véritablement la démarche RA. Cela débute par des échanges avec le Siège de PROTOS. Aucune question de RA n'est vraiment formulée mais l'équipe PROTOS s'accorde sur le produit à réaliser : un outil de suivi qui permettra d'établir le lien entre les activités menées par PROTOS en matière de GIRE locale et leurs bénéfices en matière d'adaptation aux changements climatiques.

On verra que c'est bien plus tard, avec l'implication d'une étudiante du Département de l'Université Christian Albrechts de Kiel en Allemagne (Master en géographie de l'environnement) de mai à août 2015, que le problème, l'hypothèse et la question-clé sont formulés dans un document retraçant la démarche RA en Ouganda (jusqu'à août 2015) :

Identification du problème : *PROTOS manque encore de preuve pour dire que ce qui a été fait dans le cadre du programme GIRE contribue en effet à une adaptation locale aux changements climatiques.*

Hypothèse : *Nous supposons être capables de simuler/prédire la contribution des mesures GIRE à l'adaptation aux changements climatiques*

Question-clé : *Peut-on suivre la contribution des mesures GIRE à l'adaptation aux changements climatiques ? Et si oui, comment ?*

La méthodologie prévue

La démarche RA mise en oeuvre en Ouganda n'a pas fait l'objet d'une feuille de route spécifique tentant de tracer le chemin à suivre ; en termes de méthodologie, il y a une forte volonté de coller au plus près aux étapes décrites dans la note stratégique et le guide développés par le Siège.

On peut toutefois tenter de schématiser l'approche prévue comme suit :

- Identification du problème
- Identification de méthodes de recherche (pour se familiariser avec le thème et prendre connaissance de ce qui a pu être réalisé dans d'autres contextes)
- Proposition de méthodes et échanges avec d'autres spécialistes du Monitoring & Evaluation
- Présentation des méthodes retenues aux agents de terrain de JESE
- Travaux avec l'équipe terrain de JESE préparatoires à l'implication des communautés
- Test et mise en œuvre des méthodes sur le terrain avec les communautés villageoises
- Evaluation du processus engagé
- Capitalisation et diffusion

Si l'objectif au départ était de mener la démarche en parallèle avec deux communautés villageoises (Kayinja et Karambi), il a par la suite été décidé par PROTOS de se focaliser dans un premier temps sur Kayinja, la démarche pourrait ensuite être reproduite et améliorée à Karambi.

Au stade de cette évaluation, seule la démarche engagée à Kayinja est en cours de finalisation.

Le début de mise en œuvre de la recherche et de l'action

La mise en œuvre de la démarche commence donc véritablement en octobre 2014, avec l'arrivée de Hannelore Martens à la Représentation de PROTOS en Ouganda, en charge du Monitoring & Evaluation.

Celle-ci a mis en place un outil de suivi des étapes de la démarche engagée (logbook) qui offre une vision claire de la méthodologie suivie, des réunions et ateliers organisés, des documents produits et de leurs corrélations.

Après des échanges avec le Siège de PROTOS sur la problématique et la méthodologie à suivre, la Responsable M&E engage une revue documentaire. Il s'agit de rechercher les outils et méthodes déjà utilisés en matière de suivi de l'adaptation aux changements climatiques. La recherche est effectuée sur Internet entre octobre et novembre 2014. Les orientations de SEA Change (communauté de pratique asiatique sur le suivi et l'évaluation des interventions liées aux changements climatiques) servent de base. Des sources complémentaires informent sur la GIRE, l'adaptation aux changements climatiques et la théorie du changement.

A l'issue de cette revue, il est décidé en interne à PROTOS d'opter pour la « Théorie du Changement » complétée par une « Analyse des Contributions » comme méthode d'élaboration de l'outil de suivi.

Les résultats des recherches et le choix méthodologique sont présentés en décembre 2014 aux Responsables M&E de deux organisations partenaires : JESE et Broederlijk Delen (ONG en appui à JESE en matière d'élaboration de sa stratégie M&E). Après discussion entre paires, il est décidé d'adopter une approche simplifiée, adaptée au travail avec les communautés et utilisable par les agents de terrain de JESE.

La Responsable M&E de PROTOS organise en janvier 2015 une formation destinée aux agents de terrain pour expliquer la logique du travail à mener, creuser la problématique de l'adaptation aux changements climatiques, expliquer les principes de la Théorie du Changement et proposer les étapes à suivre.

Fin janvier, deux ateliers sont organisés avec les agents de terrain de JESE. Il s'agit de définir des « chaines de résultats ». On définit le résultat à atteindre (pour Kayinja par exemple : l'amélioration des moyens d'existence des bénéficiaires dans un contexte de changement climatique) et on tente de remonter par des liens de cause/conséquence jusqu'aux actions qui devraient être entreprises pour y parvenir.

Ce travail est réalisé pour Karambi le 27 janvier et Kayinja[4] le 29 janvier. Dans un premier temps, il sera décidé de poursuivre la démarche à Kayinja uniquement. Karambi fera l'objet d'un second cycle RA.

[4] Kayinja est un site de pêche, en bordure du lac Georges (et peu dépendant finalement de la rivière Mpanga). Il compte environ mille habitants permanents et une communauté de pêcheurs migrants (quelques centaines). PROTOS y mene des actions en matière de construction de latrines Ecosan (au niveau des foyers et des lieux publics), d'aménagement du débarcadère (stabilisation de la berge notamment), de réhabilitation du marché aux poissons, d'amélioration du cadre de vie (gestion des déchets, plantations d'arbres). Le site se trouve au pied de pentes fortes, dégradées (disparition de la couverture végétale, érosion) encore peu concernées par les interventions. Un canal évacuant les eaux de ruissellement des pentes vers le lac traverse le site de Kayinja.

En mars 2015, des échanges ont lieu entre la Représentation en Ouganda et le Siège de PROTOS sur l'interprétation de la méthodologie RA. Un guide méthodologique est proposé par le Siège.

En mai 2015, une étudiante en Master de géographie rejoint pour trois mois l'équipe de PROTOS en Ouganda. Elle réalise une revue de la démarche RA engagée et décrit dans un document de synthèse, les étapes du processus. La problématique, l'hypothèse et la question-clé sont alors formulées.

En juin 2015 un atelier est organisé par PROTOS à destination de l'équipe terrain de JESE. Il s'agit de réfléchir ensemble à l'implication des communautés dans le processus de RA visant l'élaboration d'un outil de suivi de l'impact des activités GIRE menées par PROTOS en matière d'adaptation aux changements climatiques.

L'idée de cette implication des communautés est :

- De comparer la « chaine de résultats » (Théorie du Changement) aux perceptions locales et identifier les correspondances
- Identifier les actions reconnues comme pertinentes par les communautés pour s'adapter aux changements climatiques et faisant partie du programme de PROTOS
- D'impliquer les communautés pour augmenter l'acceptation des interventions futures et ainsi la durabilité du projet
- De s'assurer de la prise en compte des priorités et opinions des communautés
- D'obtenir de nouvelles perspectives des locaux
- De trouver les façons d'impliquer les communautés dans le suivi des changements climatique et de l'adaptation aux changements climatiques

De cet atelier avec l'équipe terrain de JESE, quatre questions pour la communauté sont identifiées :

1/ Connaissance et conscience des changements climatique : Qu'est-ce que le changement climatique ?

2/ Impact ressenti des changements climatiques : Quels sont les effets du changement climatique sur les communautés (en termes de nutrition, revenu, productivité et santé) ?

3/ Actions d'adaptation aux changements climatiques : Comment les impacts négatifs des changements climatiques peuvent être réduits dans notre communauté ?

4/ Actions d'adaptation au changement climatique : Comment mesurer des changements du climat et les mesures d'adaptation ?

Le 24 juin 2014 a lieu le premier atelier avec la communauté de Kayinja (15 participants : 11 hommes et 4 femmes). Il est mené par PROTOS et JESE. Un représentant de la Mountains of the Moon University -MMU, spécialiste des changements climatiques, y participe également. Il a pour mission d'appuyer l'animation et offrir un éclairage scientifique.

Les 4 questions précédemment citées structurent l'atelier.

A l'issue de l'atelier, PROTOS et JESE recensent 11 domaines identifiés par la communauté comme ayant un impact en matière d'adaptation aux changements climatique, ils ont tous été identifiés lors de l'élaboration de « la chaine de résultats » et peuvent s'inscrire dans la stratégie GIRE de PROTOS : accès à l'eau, sécurité alimentaire, gestion des déchets, revenus, économie d'énergie,

techniques agricoles, sensibilisation des communautés, contrôle de l'érosion des sols, protection des zones humides, contrôle des inondations, hygiène et assainissement.

Le second atelier avec la communauté de Kayinja a lieu le 16 juillet 2015. Les participants, certains différents de l'atelier précédent (13 hommes et 7 femmes, dont 9 jeunes) sont invités à choisir parmi les 11 domaines identifiés, 3 domaines prioritaires pour mener le suivi. Les secteurs qui recueillent le plus de voix sont : revenus, sensibilisation de la communauté et techniques agricoles.

Deux questions structurent les échanges sur les domaines sélectionnés :

1/ Comment serait ce domaine si nous nous adaptons avec succès aux changements climatiques ? (« dream scénario »)

2/ Quelle était la situation avant l'intervention de PROTOS ?

Pour chaque domaine, 5 indicateurs sont identifiés avec les communautés, et évalués de 0 à 3 [5].

Pour le domaine des « revenus » :

- Nouvelles stratégies pour pénétrer de nouveaux marchés de poissons nouveaux ou méthodes de conservation du poisson
- Des personnes en bonne santé développant des entreprises
- Méthodes de pêche et de manipulation appropriées pour la génération de revenus et l'épargne
- Avoir suffisamment d'épargne pour (ré-)investir
- Tous les ménages ont une plantation d'arbres génératrice de revenus

Pour le domaine de la « sensibilisation des communautés » :

- Existence d'un comité actif (comme CLTS) pour promouvoir l'hygiène et l'assainissement dans la paroisse de Bukurungu
- Arbres plantés sur les collines de Kayinja, en bordure de la zone commerciale et le long des routes, désablage de la rivière Kamatugoro
- Existence d'un comité actif pour la conservation de l'environnement dans la la paroisse de Bukurungu
- Réglementation communautaire imposant : l'existence d'une latrine et 5 arbres au moins dans la cours de chaque ménage et une bande de 3 mètres laissée libre en bordure de la rivière Kamutogoro

Pour le domaine « techniques agricoles » :

- Mise en place de mesures de conservation des sols et de l'eau, par exemple la plantation d'arbres, des contours, des terrasses, du paillage
- Système d'élevage approprié : auges pour le bétail et clôture pour éviter la contamination des eaux
- Etablir un comité pour suivre les brûlis
- 100 ménages font de l'irrigation à petite échelle

[5] 0 = pas du tout en place, pas vu, 1 = des aspects sont là mais il reste encore beaucoup de de travail pour atteindre le but, 2 = beaucoup d'aspects sont là, seulement quelques éléments à travailler pour atteindre le but, 3 = c'est complètement en place partout

- Application de fumure organique, par exemple de fumier ECOSAN, de bouse de vache, de composite

Des feuilles de suivi sont fournies aux participants et une promenade d'étude est ensuite effectuée dans le village pour observer, poser des questions, écouter et renseigner les feuilles de suivi. Des tableaux de suivi sont ensuite réalisés avec les participants et permettent d'évaluer les évolutions constatées par la communauté depuis le début des interventions de PROTOS, selon les indicateurs mis en place.

A l'issue de l'atelier, 6 membres de la communauté sont élus pour effectuer à l'avenir le suivi des indicateurs.

En juillet 2015, le processus RA mené pour l'élaboration d'un outil de suivi est présenté à une assemblée d'acteurs intéressés par la démarche : acteurs publics (Kamwenge district, AWMZ, TSU6), ONGs du secteur (JESE, Water for People, Hewasa, NRDI) et d'autres experts (Broederlijk Delen, MMU). A cette occasion, une revue critique est menée, bien capitalisée dans un rapport rédigé à l'issue de cet atelier par la responsable M&E de PROTOS.

La démarche en est aujourd'hui à ce stade. Il est à présent envisagé de recommencer un cycle RA avec la même question-clé mais en améliorant la méthodologie pour le village de Karambi.

« Les produits » attendus de la recherche action

Le produit attendu de la RA est bien sûr un outil de suivi du lien entre les activités menées par PROTOS en matière de GIRE locale et l'adaptation des communautés aux effets probables des changements climatiques.

Un premier outil est en cours d'élaboration pour Kayinja et la démarche engagée pour y parvenir a été capitalisée dans deux documents :

- Le projet d'étude de Janina Löw, l'étudiante en géographie impliquée dans le processus entre mai et août 2015
- Un document interne plus synthétique rédigé en octobre 2015 par Dirk Glas, Janina Löw et Hannelore Martens

Après un second cycle RA à Karambi, il est prévu l'élaboration d'un guide pratique qui pourra être diffusé aux ONGs du secteur de l'eau. Il n'est pas envisagé à court terme que cet outil soit utilisé par les institutions publiques (District par exemple).

2.2 Lecture critique de la démarche

Un choix innovant, en phase avec les attentes institutionnelles et qui intéresse les acteurs du développement en Ouganda

Le choix de PROTOS permet une innovation sur une thématique encore peu investie dans le secteur du développement et devenant pourtant une préoccupation majeure. C'est l'opportunité pour l'organisation d'être en avance dans ce domaine et d'orienter d'autres acteurs qui souhaitent développer des projets contribuant à l'adaptation aux changements climatiques, en Ouganda mais potentiellement à plus large échelle. Si le résultat obtenu est jugé pertinent, il faudra probablement réfléchir

aux moyens de diffusion des produits de cette RA si l'on souhaite toucher un public qui dépasse les plateformes nationales.

En interne, le suivi pourrait permettre d'orienter vers des actions visant la durabilité écosystémique et la résilience des populations. Mais l'outil tel qu'il est développé ne permettra pas de déterminer les activités à prioriser pour obtenir un fort impact et une contribution importante à l'adaptation aux changements climatiques. Il faut également considérer que certaines mesures peuvent probablement contribuer favorablement à l'adaptation aux changements climatiques mais nécessiter du temps pour que leurs effets soient visibles par les communautés.

Dès 2006, PROTOS déclinait les politiques nationales GIRE dans à l'échelle du bassin hydrographique du lac Georges (bassin circonscrit en 2009/2010 à la rivière Mpanga). Le choix thématique de cette Recherche-Action est une suite logique du travail entrepris par PROTOS pour accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre sur le terrain des principes de la GIRE. Le Ministère de l'Eau et de l'Environnement cherche à démontrer l'utilité de l'approche GIRE en matière d'adaptation aux changements climatiques, ce qui a d'ailleurs contribué à orienter le choix de ce sujet de RA. Localement, on note aussi un intérêt des institutions (district de Kamwenge, sous-comté de Mahyoro) d'être accompagnées dans les thématiques de GIRE et de changements climatiques, ces questions devant être intégrées dans leurs politiques territoriales.

On note également l'intérêt d'autres acteurs du développement pour la GIRE et l'adaptation aux Changements Climatique en Ouganda et dans la région particulièrement. Cela se traduit notamment par les travaux financés en 2014 par l'AFD et le FFEM pour identifier les potentiels impacts des changements climatiques sur les ressources en eau dans le Bassin-Versant de la rivière Mpanga. Mais aussi par la formation du groupe Synergy, un consortium d'ONG travaillant ensemble sur l'adaptation aux changements climatiques en Ouganda ; PROTOS contribue ponctuellement aux réflexions de ce groupe mais ne fait pas partie à ce jour du consortium.

Enfin, ce choix est probablement porteur car, conséquence des négociations abouties lors de la COP 21 tenue à Paris fin 2015, il est probable que la problématique de l'adaptation aux changements climatiques intéressera de plus en plus les bailleurs du développement et les opportunités de financement devraient augmenter au cours des prochaines années.

Une méthodologie cohérente qui oriente le partenaire de mise en oeuvre vers une démarche qualité

En matière de méthodologie de travail, de documentation des étapes du processus, et de capacité à communiquer, la démarche RA engagée est exemplaire. L'implication de la responsable M&E de PROTOS en Ouganda a été essentielle dans la structuration de la démarche RA et dans sa mise en œuvre. Le *logbook* réalisé est un bon outil de pilotage et de communication, essentiel pour conduire un travail expérimental et être en mesure de l'analyser. Il permet de retracer chronologiquement les étapes, de comprendre les retours en arrière et les interactions entre les parties-prenantes de la démarche.

De plus, l'appui de l'étudiante en géographie et son travail de revue et de capitalisation du processus a permis notamment de redéfinir les premières étapes de la démarche et de renforcer la cohérence méthodologique mais aussi d'expliciter la mise en œuvre, les choix opérés et les outils développés lors des ateliers avec l'équipe terrain de JESE comme avec les représentants villageois.

Le travail de documentation de la démarche permettra également de capitaliser sur l'élaboration de l'outil et fournira les bases indispensables à la réalisation d'un guide pratique diffusable aux acteurs du secteur.

On retrouve dans la démarche RA engagée en Ouganda une volonté de suivre au plus près les étapes de la note stratégique RA (et du guide méthodologique) proposée par le Siège. C'est un processus cyclique et itératif de planification, action, réflexion, apprentissage. Le choix opéré au cours de la démarche de se concentrer sur un seul site pour commencer (Kayinja) est judicieux car il permet de capitaliser sur les forces et les faiblesses rencontrées lors du processus mené sur le premier site modèle avant d'entamer un second cycle pour lequel des ajustements pourront être opérés afin d'enrichir la méthode et la pertinence de l'outil de suivi.

En matière de méthode à tester, le choix de la Théorie du Changement (et de l'Analyse des Contributions) est probablement judicieux et adapté à la réflexion sur un sujet aussi complexe que l'adaptation aux changements climatiques. Toutefois pour renforcer la validité de ce choix opéré en début de processus, une comparaison avec d'autres approches envisageables aurait pu être proposée. Les documents de capitalisation ne permettent probablement pas suffisamment de comprendre quelles options alternatives se sont présentées lors de cette phase.

La démarche Recherche-Action nécessite d'évaluer le processus et les résultats obtenus. Mais évaluer la pertinence et l'efficacité d'un outil d'évaluation, dans un domaine où les appréciations du changement peuvent nécessiter du temps, est complexe. C'est difficilement envisageable de mesurer en termes d'effets, dans le pas de temps du MYP, si l'outil tel que développé permettra un suivi adapté. La question du suivi des indicateurs quant à elle demeure : le groupe élu par la communauté peut-il assurer un suivi durable ? Qui analysera les résultats du suivi ? A quelles fins ? C'est pourtant sur son usage à moyen et long terme que pourra véritablement être évalué l'outil de suivi mis en place.

A court terme, le choix d'obtenir la vision critique, pour permettre de faire évoluer l'approche, des ONGs du secteur, des institutions publiques nationales et locales et d'experts sur les thématiques et sur le M&E, est probablement le mode d'évaluation le plus pertinent dans ce contexte. Il est rendu possible par la qualité du travail de documentation du processus. Notons qu'il semble important, au vu de la problématique traitée, que des experts en agriculture et de gestion des eaux et des sols soient associés, ces compétences apparaissent trop peu présentes dans le panel impliqué lors de la revue de la démarche, en juillet 2015.

Le pilotage de la démarche RA est principalement réalisé par PROTOS. L'objectif de l'organisation au cours de ce MYP est de s'approprier la stratégie et c'est donc logique qu'elle garde la main sur le processus. Les agents de terrain du partenaire JESE sont plus habitués à la démarche opérationnelle de projet qu'à des ambitions de recherche et sont probablement, à ce stade, impliqués de façon adaptée.

Si la structure méthodologique de la RA a été menée par PROTOS (avec toutefois des échanges avec les responsables M&E de JESE et de Boerderlijk Delen), le développement de la méthode a associé les équipes terrain de JESE. Le travail réalisé pour élaborer les « chaines de résultats » (Théorie du Changement) a très probablement contribué au renforcement des capacités de l'équipe

de JESE. Cela a permis de réfléchir collectivement aux conséquences attendues des actions menées en partenariat avec PROTOS sur le terrain et d'augmenter l'appropriation de la stratégie GIRE -et de son approche globale- des agents impliqués.

En parallèle à la démarche RA engagée, l'organisation Broederlijk Delen, appuie JESE dans l'élaboration de son système de suivi et évaluation, encore faiblement développé au sein de l'organisation locale. L'exercice sur la définition des indicateurs avec les communautés conduit dans le cadre de la Recherche-Action a probablement renforcé les capacités d'une équipe davantage accoutumée à la mise en œuvre d'actions, qu'à l'évaluation des progrès accomplis. Si l'équipe terrain de JESE a peu participé à la définition méthodologique de la RA, son implication dans la mise en œuvre contribue à doter les agents de principes Qualité (diagnostic, étude des liens de causalité, suivi et évaluation des interventions…).

Rôles et compétences : un équilibre entre acteurs qui reste probablement à trouver

Le choix de cette démarche de Recherche-Action est singulier. On peut en effet s'interroger sur la nature de l'action. On peut considérer l'action comme un renforcement des capacités des populations associées à la démarche en matière de réflexion sur un développement durable. On peut également considérer que ce cycle ne débouchera pas sur une action concrète pour les populations au cours du présent MYP de PROTOS puisqu'il vise le développement d'un outil de suivi. Les bénéficiaires directs de cette RA seront donc les ONG du secteur de l'eau et de l'environnement et les communautés des sites modèles seront des bénéficiaires indirects, et cela à condition que le suivi réalisé guide véritablement les choix d'intervention futurs de PROTOS et de ses partenaires. Les communautés impliquées sont ici mises à contribution pour réaliser un suivi de l'efficacité des interventions de PROTOS et JESE, il semble important que cela produisent des effets concrets quant à l'action menée. Les processus participatifs permettent aux communautés de se sentir acteur de leur développement, à condition qu'ils contribuent visiblement au changement.

Les premières phases de mise en œuvre de la démarche Recherche-Action sont menées par PROTOS, à compter de l'arrivée d'une responsable M&E à la Représentation en Ouganda. L'approche méthodologique est présentée aux responsables M&E de JESE[6] et de Broederlijk Delen pour obtenir leur vision critique et améliorer la démarche. On aurait probablement pu impliquer dès cette étape d'autres structures disposant d'expertise dans les thématiques abordées et familières des démarches de recherche, comme MMU ou KRC.

La suite du processus implique les agents de terrain de JESE. Si la démarche contribue probablement au renforcement des capacités de l'équipe, elle aurait mérité une présence plus importante de l'expertise, notamment sur l'impact des pratiques agricoles et de la perte de la couverture végétale sur les sols et sur l'eau. Ce sont des enjeux importants et prioritaires de la stratégie GIRE qui devraient ressortir davantage des travaux menés avec la communauté.

[6] Pour être précis, notons que JESE ne disposait pas alors à proprement parlé de responsable M&E mais c'est la responsable Communication et Relations Publique qui, étudiant le Suivi et Evaluation, « faisait fonction » M&E lors de cet exercice. Cette collaboratrice a par la suite quitté la structure pour un poste M&E à Kampala avant que soit recruté un responsable M&E chez JESE qui sera alors informé du processus en cours dans son intégralité).

Dans les analyses faites par la communauté de Kayinja lors des deux ateliers participatifs, il y a du vrai mais aussi beaucoup de confusions en ce qui concerne les changements climatiques et les effets associés. Un représentant de la MMU était pourtant impliqué et aurait dû permettre de lever des incompréhensions mais la plus-value de sa présence reste trop peu visible. Il aurait été intéressant de distinguer avec les communautés, ce qui est certainement dû aux changements climatiques, ce qui est la conséquence des activités humaines dans le bassin-versant et ce qui est probablement dû à l'effet cumulé des changements climatiques et des activités humaines dans le bassin-versant.

Les territoires d'intervention de PROTOS et JESE ont été dégradés principalement par les activités anthropiques locales (déboisement, pratiques agricoles inadaptées…), la GIRE doit permettre de mettre en œuvre des moyens plus durables de gestion des ressources naturelles, et notamment des eaux et de sols, et cela quels que soient en réalité les changements climatiques attendus. En d'autres termes, l'urgence est déjà là ! Une entrée « changements climatique » dans un travail avec les communautés peut potentiellement permettre de sensibiliser davantage les populations face aux risques accrus de catastrophes naturelles mais il faut veiller à ne pas déresponsabiliser des communautés qui, collectivement, sont en grande partie à l'origine de la dégradation de leur environnement en raison de pratiques usuelles peu durables.

Les participants de la communauté de Kayinja n'étaient pas tous les mêmes entre le premier et le second atelier de juin et juillet 2015. On peut reGRETter de n'avoir pas pu continuer le processus avec des personnes déjà sensibilisées car on aurait probablement pu aller plus loin en conservant un même groupe pour l'analyse de la situation et le choix des secteurs prioritaires et des indicateurs de suivi. Notons que ce renouvellement du groupe alors que trois semaines seulement séparaient les ateliers peut questionner sur l'intérêt des participants pour le sujet proposé et/ou les bénéfices attendus.

L'absence d'expertise dans l'étape de priorisation des domaines prioritaires et de formulation des indicateurs est certainement préjudiciable à l'obtention d'un outil pertinent et efficace.

En effet, la sélection même des domaines ressortant à la fois des « chaines des résultats » et des contributions de la communauté à l'issue du premier atelier pose question. Les onze domaines soumis aux votes des participants ne sont pas tous au même niveau. Certains sont spécifiques (par exemple : contrôle des inondations, contrôle de l'érosion des sols, économie d'énergie, accès à l'eau, protection des zones humides, hygiène et assainissement…) tandis que d'autres ne le sont pas. C'est le cas par exemple de la « sécurité alimentaire », qui ne nécessite pas obligatoirement une meilleure gestion de l'environnement (productivité des terres aurait été préférable). Mais c'est surtout le cas de « revenus », trop transversal pour être pertinent (on voit d'ailleurs que les indicateurs associés concernent la pêche, l'arboriculture ou encore la santé…). Même réserve concernant le domaine « sensibilisation des communauté » : la sensibilisation devrait probablement être intégrée comme une composante de secteurs plus spécifiques (sur quoi veut-on sensibiliser ?).

Les trois domaines retenus par les représentants de la communauté de Kayinja sont : « revenus », « sensibilisation des communautés » et « pratiques agricoles ». Pourtant, lors de la visite du site, nous avons constaté que le village se trouvait au pied de fortes pentes, presque entièrement dénudées, cultivées par endroit. La problématique du ruissellement entrainant l'érosion des sols, des

inondations et chargeant le lac en sédiments nous parait majeure mais ressort malheureusement assez peu du travail mené.

Nous émettons des réserves quant à la capacité des communautés, à ce stade de sensibilisation aux risques, de prioriser les domaines les plus pertinents pour effectuer un suivi de la contribution à l'adaptation aux changements climatiques. L'expertise n'est à notre sens pas assez mobilisée.

De même, comme évoqué précédemment, la question du suivi par les membres de la communauté élus à l'issue du second atelier à Kayinja demeure. En plus des interrogations sur la durabilité du renseignement des indicateurs et sur son exploitation, on peut se demander s'il revient à la communauté d'effectuer ce suivi alors qu'elle n'est pas décideuse en matière d'intervention. Peut-on responsabiliser sur le suivi sans responsabiliser sur les choix opérationnels ? Enfin, il manque à ce stade une analyse globale à partir des indicateurs (variables observables) permettant de caractériser un degré d'adaptation (variable latente). C'est pourtant sa capacité à mesurer l'évolution de ce degré d'adaptation aux effets attendus des changements climatiques qui définit finalement l'utilité de l'outil de suivi.

Notons enfin qu'on s'interroge sur le rôle accordé aux institutions locales, et notamment du district, dans cette démarche Recherche-Action. Celui-ci n'a été impliqué qu'en fin de processus, lors de la revue critique de la démarche. Ce suivi de l'adaptation aux changements climatiques devrait probablement devenir une compétence des pouvoirs publics à l'avenir puisqu'il doit permettre d'orienter la planification des politiques locales. PROTOS qui se positionne traditionnellement en appui à la Maitrise d'Ouvrage Locale pourrait impliquer davantage le district dans sa démarche.

2.3 Propositions

La démarche Recherche-Action a été documentée et capitalisée de façon exemplaire en Ouganda. La Représentation de PROTOS en Ouganda est la seule des trois Représentations visitées au cours de l'étude disposant d'un responsable M&E qui a pu consacrer une partie de son temps à la structuration et à la mise en œuvre de la démarche. Cette expérience montre la nécessité, pour assurer la rigueur organisationnelle d'une démarche RA, d'un poste dédié, détaché de la gestion de la structure et des programmes.

Réviser la place des acteurs dans le processus visant l'élaboration d'un outil de suivi

Il apparait nécessaire de donner une place à l'apport scientifique tout au long du processus RA. Les domaines priorisés par les représentants de la communauté de Kayinja font douter de la pertinence, avec le processus actuel, de confier aux communautés le choix des domaines à suivre pour caractériser l'adaptation aux changements climatiques.

Si le caractère participatif de cette étape apparait primordial à PROTOS, il faudra probablement prévoir en amont une sensibilisation/formation beaucoup plus conséquente que le dispositif actuel, avec l'intervention de spécialistes des thématiques relatives à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, et des visites de terrain collectives (pour constater les effets du ruissellement par exemple).

Pour assurer la pertinence du travail mené, conserver un même groupe de représentants de la communauté tout au long du processus s'avère également important.

D'après nous, bien qu'il soit difficile de prétendre avoir identifié la problématique dans sa complexité au cours des visites de terrain réalisées lors de cette mission, il y a de vrais enjeux en matière de gestion des pentes. Des actions en matière de conservation des sols et d'infiltration des eaux auraient probablement un fort impact en matière d'adaptation au changement climatique (lutte contre les inondations, accès à l'eau, conservation des terres fertiles…) et ne ressortent que faiblement du travail mené. On touche bien sûr là à certains domaines de compétence, comme les pratiques agricoles, qui sortent du champ habituel de PROTOS, et pourtant l'approche GIRE appelle à la prise en compte de ces questions.

Il existe probablement ces compétences chez des partenaires de PROTOS. Chez KRC par exemple, l'expertise agricole semble présente et il serait sans doute nécessaire de la mobiliser. Cela nécessitera probablement un rapport contractuel à envisager lors de l'écriture du prochain MYP. L'intégration au groupe Synergy travaillant sur l'adaptation aux changements climatiques pourrait aussi offrir des complémentarités aux compétences de PROTOS (en raison de contraintes budgétaires, PROTOS a pour l'instant décidé de ne pas rejoindre formellement le projet du groupe Synergy).

La place des institutions locales devrait probablement être affirmée également : le travail porte sur des approches de développement intégré et le district devrait jouer un rôle, c'est aussi un moyen pour l'administration de s'approprier des compétences de planification et suivi qui lui incombent.

Enfin, pour les populations, la question du bénéfice de la démarche reste posée. Elles ne sont pas en effet considérées ici comme actrices du développement mais davantage comme des témoins. A l'issue des démarches engagées, PROTOS devra trouver le moyen de valoriser l'implication de la communauté dans le processus en montrant en quoi ce travail permet d'orienter l'action. Cela contribuera sûrement à renforcer l'engagement de la communauté dans la stratégie GIRE proposée par PROTOS.

Poursuivre la construction de l'outil et anticiper sur le produit méthodologique

Le travail d'analyse de la démarche doit être poursuivi et, à partir de la revue réalisée avec le groupe d'acteurs publics, d'ONGs du secteur et d'experts, les améliorations à apporter doivent être définies. La Recherche-Action est un processus cyclique, il est nécessaire avant d'engager l'élaboration d'une nouvelle feuille de route pour Karambi de définir précisément ce qui doit être modifié, et de justifier quelles options seront retenues pour le second cycle Recherche-Action.

La question de l'utilisation de cet outil de suivi à Kayinja (et plus tard à Karambi) doit être résolue car c'est à son usage, et à plus long termes que la durée du MYP III, qu'on pourra véritablement évaluer la pertinence et l'efficacité. Nous doutons que ce soit aux communautés de s'emparer du suivi tandis que les décisions d'intervention ne leur appartiennent pas. Si un comité local GIRE devient opérationnel, cette fonction de suivi devra probablement lui incomber mais au stade actuel c'est davantage à PROTOS de définir un programme de suivi des indicateurs (qui pourra bien sûr garder son caractère participatif) : fréquence des mesures et analyse globale.

L'outil développé ne propose pas aujourd'hui d'analyse globale, PROTOS doit probablement travailler à une méthodologie d'analyse globale des indicateurs. A partir des indicateurs (variables observables), il faudrait pouvoir définir le degré d'adaptation de la communauté aux Changements Climatique (la variable latente). Cela nécessite peut-être l'élaboration d'un modèle d'équation structurelle définissant l'impact relatif de chaque variable suivie (modèle statistique à tester). Se posera toutefois la question de la représentativité des indicateurs choisis pour caractériser l'adaptation aux Changements Climatiques.

Enfin, la démarche Recherche-Action devrait mener d'ici la fin du MYP à la réalisation d'un guide pratique sur le moyen de construire avec la communauté un outil de suivi de la contribution des activités GIRE à l'adaptation aux changement climatiques. Ce travail va prendre du temps, il faut prendre de l'avance. Cela nécessite d'organiser très prochainement une réunion avec les ONG intéressées par cet outil afin de comprendre précisément leurs attentes et déterminer ce qui nécessite d'être détaillé. Les concepts de Théorie du Changement et d'Analyse des Contributions par exemple ne sont probablement pas familiers à tous et nécessiteraient d'être décrits. De même, les techniques d'animation des ateliers devront probablement être davantage explicitées. Ce guide pourra être amélioré de façon continue en fonction des nouvelles expériences menées.

Investir d'autres domaines d'expérimentation de PROTOS en Ouganda

Le choix de cette première démarche Recherche-Action a porté sur l'élaboration d'un outil de suivi destiné principalement aux ONGs. Ce choix a probablement permis de s'approprier la méthode mais ne place pas véritablement les populations au cœur de la démarche.

Au cours de cette mission d'évaluation réalisée avec l'équipe de PROTOS, nous avons pu prendre connaissance d'autres activités menées par PROTOS.

Un volet du projet consiste construction de toilettes ECOSAN, au niveau des ménages mais également au niveau des lieux publiques (écoles, marchés…). PROTOS expérimente des designs mais jusqu'à présent en dehors d'une démarche formalisée. La stratégie Recherche-Action pourrait permettre dans ce domaine de définir des cycles courts de Recherche-Action, qui par itération pourrait conduire à la proposition de modèles adaptés. C'est probablement une piste à creuser.

Un autre volet consiste à travailler à la conservation de zones humides en fond de vallon. Là aussi une stratégie de Recherche-Action pourrait probablement permettre à PROTOS de se distinguer par une approche solide et documentée de restauration de ces milieux en Ouganda.

V. ANALYSES ET SUGGESTIONS D'ENSEMBLE, REPONSE AUX QUESTIONS EVALUATIVES

1. Appropriation et mise en œuvre

Toutes les démarches de Recherche-Action engagées ont comme point de départ la réponse aux engagements du MYP, et dans le cadre logique proposé pour chacun des pays, l'atteinte du Résultat 1 : *les conclusions de la recherche-action sur les questions clé du secteur (eau, hygiène, assainissement et GIRE) sont disponibles et utilisées dans les échanges, le plaidoyer et l'information aux niveaux local, régional et national.*

Le Siège de PROTOS propose une démarche en 8 étapes décrites dans la note stratégique Recherche-Action en février 2013.

Le guide méthodologique destiné à l'opérationnalisation de la Recherche-Action est diffusé aux Représentations à partir de février 2015, alors que les démarches ont déjà débuté sur le terrain.

1.1 Adhésion

Chez PROTOS

L'adhésion à la stratégie Recherche-Action est lisible au sein des équipes de PROTOS rencontrées au Bénin, en Equateur et en Ouganda. Certains collaborateurs soulèvent la question de la disponibilité en temps pour assurer la mise en œuvre de ces démarches nouvelles.

Chez les partenaires

Les ONGs locales, partenaires des projets de PROTOS, s'impliquent toutes, à des niveaux différents (pilotage, co-pilotage, mise en œuvre, contribution) même si l'approche de recherche-action n'est pas perçue de la même façon. Certaines n'ont pas ou peu été confrontées auparavant au domaine de la recherche et sont davantage habituées à l'activité opérationnelle.

Parmi les éléments qui séduisent, on retient principalement :

- le caractère participatif de la démarche
- la recherche de solutions spécifiques à un problème
- le changement de positionnement avec les communautés (le technicien devient accompagnateur)

Chez ceux qui sont habitués aux démarches de recherche, il y a une crainte que le temps du projet ne permette pas de traiter de la problématique identifiée.

Certains partenaires sont en demande de davantage de partage en matière de méthodologie.

1.2 Premières concrétisations

Nous avons tenté de schématiser les approches initiées dans deux tableaux :

- La question clé et son élaboration
- La démarche engagée

	Elaboration de la question	Question clé
GIRE Bénin	L'hypothèse à vérifier apparait dans le document de synthèse de novembre 2015	Hypothèse : L'amélioration des conditions de vie et des revenus issus des systèmes production alimentés par l'eau des forages artésiens peut susciter au niveau local une dynamique de gestion concertée de l'eau et des terres garantissant la durabilité des installations hydrauliques et hydroagricole.
ATPC Bénin	De façon participative, lors de la 1ère séance de travail du groupe RA ATPC en décembre 2014	Comment parvenir à un vrai Assainissement Total (qui prend en compte l'hygiène domiciliaire, la gestion des déchets, le gravissement de l'échelle de l'assainissement) ?
DHEA et CC Equateur	De façon participative lors de l'atelier 1er atelier Recherche-Action du groupe moteur en décembre 2013 (restitution de l'atelier de Belgique et appropriation) Puis reformulées par les consultants, à partir des TdR (TdR élaborés sur base des réflexions du « groupe moteur »)	Quels concepts, approches, stratégies et/ou outils sont nécessaires à appliquer sur les territoires, avec des acteurs locaux pour développer, au niveau local, des processus participatifs d'analyse des vulnérabilités et le design de mesure d'adaptation de l'exercice du DHEA face aux effets du CC contenus respectivement dans les plans d'adaptation des GADs ?
Genre en E&A Equateur		Quelles sont les iniquités de genre dans la gestion de l'eau et de l'assainissement ?
GIRE et CC Ouganda	Dans le document capitalisant les étapes de la démarche RA engagée (mai 2015)	Peut-on suivre la contribution des mesures GIRE à l'adaptation aux changements climatiques ? Et si oui, comment ?

Les thématiques retenues pour engager les démarches sont sélectionnées parmi les propositions faites dans le MYP par les équipes de PROTOS et leurs partenaires sur place. Selon les pays, on implique également des représentants de collectivités ou non. Les communautés ne sont quant à elles jamais associées à ce stade de la Recherche-Action.

La formulation de la question est arrivée le plus souvent après l'identification des méthodes de recherches et parfois même après le début de mise en œuvre de l'option retenue.

L'envergure des questions varie fortement d'un pays à l'autre, on va de questions destinées à orienter l'intervention et même les activités techniques de PROTOS et de ses partenaires à des questions dont la réponse a pour ambition la transformation sociale.

	Action dans laquelle s'insère la Recherche-Action	Approche choisie	Résultats de la recherche	Résultats pour l'action	Produits diffusables	Principaux acteurs de la démarche
GIRE Bénin	Valoriser les ressources en eau de forages artésiens : aménagement et concertation entre usagers	Trois diagnostics pour l'aménagement de sites de forages artésiens	Typologie des forages Feuille de route pour chaque catégorie	Plans d'action pour chaque site de forage	?	PNE : pilotage PROTOS : associé à la démarche Consultants : réalisation de diagnostics
ATPC Bénin	Améliorer l'assainissement dans les villages et les écoles	Revue des pratiques existantes et test de différentes combinaisons de méthodes de sensibilisation	Définition des méthodes de sensibilisation mobilisables	Des recommandations sur les méthodes à employer	Des recommandations sur les méthodes à employer ?	PROTOS : pilotage ONG-IS : mise en œuvre Mairies et services déconcentrés
DHEA et CC Equateur **Genre en E&A Equateur**	Renforcer la gestion durable de l'eau potable, de l'assainissement et des ressources naturelles	Construction d'un protocole, formation, diagnostic participatif, définition et priorisation d'actions (mode participatif), le tout appuyé par de l'expertise	Résultat des diagnostics	Des plans d'action destinés aux collectivités locales et aux communautés	Document méthodologique du processus de diagnostic et grilles d'analyse	Experts : co-pilotage ONGs du groupe d'alliés (dont PROTOS) : co-pilotage et/ou mise en œuvre Collectivités locales (GADs) Communautés (JAAPs)
GIRE et CC Ouganda	Développer une approche GIRE sur des « sites modèles »	Recherche d'une méthode, construction d'une « chaine de résultats » et démarche participative pour identifier des indicateurs de suivi (plusieurs cycles)	Application de la Théorie du Changement	Outil de suivi de l'adaptation aux Changements Climatiques	Guide pratique pour l'élaboration d'un outil de suivi ?	PROTOS : pilotage JESE : mise en œuvre Communautés

Les démarches engagées prennent des formes très diverses pour atteindre des produits tout aussi variés :

Deux types de démarches (GIRE Bénin et Equateur) expérimentent une approche qu'il s'agira de capitaliser, systématiser et évaluer pour déterminer si elle répond bien à la problématique.

Une démarche (ATPC Bénin) repose sur des tests de méthodes différentes. L'analyse de leur efficacité et durabilité doit permettre d'identifier le type d'intervention à privilégier.

Une démarche (Ouganda) tente une expérimentation itérative : succession de plusieurs cycles et évaluations intermédiaires avant d'envisager une systématisation de la méthode, si le résultat atteint est probant.

La variabilité des démarches engagées est probablement due à la nature et l'envergure des questions/thèmes et aux bénéficiaires attendus des produits de la recherche. Elle semble également due à des compréhensions et traductions différentes des orientations du Siège (note stratégique puis guide méthodologique diffusé après l'engagement des démarches). On note particulièrement une ambiguïté dans la nature des étapes 4 (faire la recherche) et 6 (tester/mettre en œuvre la solution retenue).

Au Bénin ATPC par exemple, l'étape 4 consiste en des rencontres d'acteurs et en une moisson documentaire qui permet de formuler plusieurs solutions. A l'étape 6, on teste ces solutions.

En Equateur, l'étape 4 consiste à identifier des solutions et à les tester. L'étape 6 consiste en un changement d'échelle.

Cela reflète probablement les interprétations et le sens donné à la « mise en œuvre d'un plan de recherche » (phase 2) et à la « mise en œuvre de l'intervention » (phase 3).

2. Pronostic des effets

2.1 Effets sur l'analyse des problèmes et l'exécution des actions

Au Bénin

La démarche renforce probablement la réflexion sur des problèmes rencontrés lors des interventions passées (méthodes à adopter en matière de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement, valorisation des forages artésiens) et sur les modes envisageables d'intervention. Les démarches Recherche-Action sont intégrées dans la démarche projet et participent directement à l'atteinte des résultats 2 et 3 du MYP Bénin.

Pour le PNE, la démarche consacre une part importante du processus à la réalisation de diagnostics, ces diagnostics guident ensuite l'action.

La démarche engagée sur la GIRE s'apparente à une stratégie d'intervention nourrie de principes de Recherche-Action qui offrent une sorte de référentiel qualité (définition d'une problématique, diagnostic, conception de la logique d'intervention, planification…).

Pour PROTOS, l'approche RA contribue à promouvoir la notion de test pour la recherche de solutions. Elle doit permettre d'orienter l'action future de l'organisation.

La démarche ATPC est participante et itérative : les bilans réalisés à chaque étape permettent d'améliorer les méthodes et favorisent une compréhension partagée.

En Equateur

La démarche contribue à approfondir la compréhension de problèmes sociétaux en alliant l'expertise (connaissances conceptuelles et outils d'analyse) et la participation (conceptions, expériences vécues, réflexion collective). Elle doit permettre également de planifier les actions à mettre en œuvre par les collectivités locales et les organisations communautaires. Le processus même contribue à l'action, avec une ambition de transformation sociale (sensibilisation et capacitation). Les démarches Recherche-Action se dissocient des autres activités menées visant l'accès à l'eau et l'assainissement et ne permettent pas directement d'atteindre les résultats 2 et 3 du MYP Equateur, elles devraient contribuer cependant à la durabilité des autres actions menées.

En Ouganda

La démarche favorise la recherche d'innovation mais incite peu à l'analyse des problèmes de gestion des ressources naturelles. Le choix d'une démarche s'orientant vers la construction d'un outil de suivi reflète une volonté de mesurer l'impact de l'action en cours et non de l'adapter pendant le projet en cours.

La démarche Recherche-Action se distingue des autres activités du projet. En Ouganda, la démarche ne contribue pas à l'atteinte des résultats 2 et 3 du MYP.

On ne peut pas à ce stade anticiper les effets sur l'action, ils seront dépendant de la capacité de l'outil développé à évaluer la contribution à l'adaptation aux changements climatiques et de son utilisation ou non pour orienter l'action.

Synthèse

Les démarches engagées permettent probablement, pour la plupart, d'approfondir les questionnements sur les problèmes rencontrés. Il est trop tôt à ce stade pour pronostiquer leur effet sur l'action. Les processus de recherche et les démarches participatives requiert du temps et les déclinaisons dans l'action des produits obtenus ne peuvent s'inscrire le plus souvent dans le temps projet (3 ans pour le MYP). Les effets sur l'action s'apprécieront sur des cycles plus longs.

2.2 Effets sur la participation et le renforcement des capacités des acteurs

Au Bénin

La démarche initiée par PNE contribue à la formation de comités et par ce biais implique les communautés dans le choix des aménagements à réaliser. Elle prévoit des formations destinées aux acteurs locaux et promeut la concertation entre usagers. Le PNE pilote la démarche en impliquant PROTOS mais les acteurs locaux sont peu associés au processus itératif, les diagnostics ne sont pas restitués et restent analysés en interne.

La démarche initiée par PROTOS implique la participation des acteurs institutionnels et associatifs (ONG-IS) dans le processus itératif. Les résultats d'étape sont partagés et le bilan est fait collecti-

vement pour décider de la suite. Ce processus réflexif sur les méthodes de travail contribue au renforcement des capacités des acteurs associatifs locaux associés dans la mise en œuvre, l'intérêt des acteurs institutionnels locaux dans cet exercice sur les méthodes demeure limité. Les communautés sont impliquées avec la mise en place de comités locaux d'assainissement qui assurent le relais en matière de sensibilisation au sein des villages. Un renforcement des capacités de maçons locaux est assuré.

En Equateur

La participation et la formation des acteurs locaux, institutionnels et communautaires, est au cœur des démarches menées. Les processus participatifs contribuent à la solution testée, dont l'un des objectifs est la capacitation des acteurs locaux à planifier leurs actions. L'implication de l'expertise (consultant) dans la démarche permet de sensibiliser et former les acteurs locaux dans les thématiques abordées. Le processus permet également le renforcement des capacités des agents des ONG alliées sur la thématique (PROTOS y compris). La méthodologie est maitrisée par PROTOS et les consultants.

En Ouganda

Le partenaire JESE travaille à la mise en œuvre de la méthode et bénéficie d'une formation réflexive sur les problématiques traitées. Le partenaire est encore peu impliqué dans la définition des méthodes de travail. PROTOS fait participer des acteurs institutionnels et associatifs comme partenaires critiques du processus. Les communautés sont impliquées dans l'élaboration des produits de la recherche mais le renforcement de leurs capacités demeure faible faute d'expertise suffisamment associée.

Synthèse

La Recherche-Action permet, de façon différenciée selon les pays, de favoriser la participation et le renforcement des capacités des acteurs locaux (représentants communautaires et institutionnels). Les différences en matière d'implication dans le processus sont probablement engendrées par les questions traitées, les destinataires des produits de la recherche, et le contexte (historique du positionnement des ONGs, culture de l'éducation populaire, etc.). Les démarches contribuent dans leur ensemble à renforcer les capacités des partenaires associatifs locaux, tant sur les thématiques (d'autant plus vrai que le processus associe de l'expertise) que sur la construction et le suivi du procédé itératif, bien que de façon inégale.

2.3 Effets sur le positionnement

On peut tenter d'analyser les effets attendus en matière de positionnement de PROTOS au regard des 5 métiers réaffirmés par l'organisation :

Co-exécuter

PROTOS exerce presque partout un rôle de co-pilotage des démarches Rercherche-Action. L'organisation mène le plus souvent le processus de concert avec un partenaire local historique en lui confiant une place qui diffère selon son expérience et ses capacités. PROTOS co-pilote parfois la démarche avec un partenaire disposant d'expertise spécifique dans le domaine investigué ou encore confie certaines tâches à des consultants « externes ». Le recours à l'expertise est probablement renforcé par le choix opéré pour la Recherche-Action même si l'appui ponctuel de consultants faisait déjà probablement partie du mode d'intervention de PROTOS auparavant.

Renforcer les capacités

Le renforcement des capacités concerne plusieurs publics.

Les partenaires de pilotage et de mise en œuvre (associations locales) sont impliqués dans des processus réflexifs sur leurs pratiques et formés, à des degrés variables, sur les thématiques et sur l'approche itérative qu'implique la Recherche-Action. La contribution d'experts renforce la qualité de la formation.

Les acteurs locaux (institutionnels et communautaires) sont également associés, de façon là encore différente, selon que le processus les place au centre de la recherche (les produits de la recherche leur sont destinés) ou qu'il les implique de façon « participante » pour permettre à PROTOS et ses partenaires d'améliorer des pratiques, encore principalement du ressort des ONGs.

Centre de connaissance

Les thèmes choisis sont en phase avec les politiques nationales et les attentes des acteurs associatifs. Les innovations recherchées par PROTOS pourront potentiellement intéresser les acteurs du développement dans ses pays d'intervention mais également au-delà.

La capacité à devenir un centre de connaissance disponible à tous et reconnu dépendra de la qualité des produits développés et des capacités de PROTOS à les diffuser. Au stade actuel des démarches engagées, il est trop tôt pour pronostiquer les effets sur les interventions des acteurs du secteur. Certains résultats seront appropriables par d'autres ONGs qui devraient pouvoir mettre en place des actions spécifiques sans modifier fondamentalement leur positionnement, d'autres nécessiteront probablement de convaincre du bienfondé d'un changement de positionnement, de l'exécution vers l'accompagnement.

Plaidoyer

Il est encore trop tôt pour anticiper les effets de la Recherche-Action sur l'action de plaidoyer de l'organisation. PROTOS est déjà considérée comme une ONG innovatrice et c'est encore difficile d'apprécier la progression en termes d'image. Les acteurs institutionnels rencontrés montrent un intérêt pour les résultats attendus mais à ce stade des démarches, c'est davantage la gestion des relations institutionnelles que le choix de la Recherche-Action qui vaut à PROTOS (et ses partenaires locaux) une reconnaissance des acteurs institutionnels.

La qualité des « produits » développés et leur valorisation seront déterminants pour permettre à l'organisation d'orienter d'autres acteurs du secteur du développement et d'influer les politiques publiques.

Mobilisateur dans le Nord

Notre mission ne nous donne pas de visibilité sur ce « métier » de PROTOS. C'est probablement la capacité de PROTOS de valoriser ses quatre autres métiers qui contribuera à la mobilisation au Nord. Le choix pour la Recherche-Action n'a pas pour le moment d'effet en matière de partenariat avec le monde de la recherche au Nord.

Synthèse

Les effets de la stratégie de Recherche-Action sur le positionnement de PROTOS sont difficiles à apprécier seulement deux ans après l'engagement des premières démarches. La Recherche-Action facilite le rapprochement d'acteurs autour de questionnements qui intéressent le secteur et correspondent à des enjeux auxquels sont confrontées les institutions publiques. Le renforcement des capacités est facilité par les démarches elles-mêmes, de par leur caractère réflexif et itératif, il est plus pertinent encore lorsque de l'expertise y est associée. C'est la capacité de PROTOS à développer des produits de qualité et à savoir les diffuser et les valoriser qui pourront lui permettre à l'avenir de faire référence en matière d'approches innovantes, de convaincre des acteurs du développement à répliquer (et provoquer un changement d'échelle) et d'influer les politiques publiques.

3. Points remarquables et suggestions

Cette évaluation du début de mise en œuvre de la stratégie Recherche-Action de PROTOS a été réalisée souvent moins de deux ans après que les démarches soient initiées dans les pays. PROTOS est dans un temps d'apprentissage de ce mode d'intervention spécifique. Le présent travail contribuera probablement à orienter l'organisation dans ses choix en matière de déclinaison stratégique.

Plusieurs points remarquables sont portés à l'attention des équipes de PROTOS :

- La temporalité

Il est compliqué de faire coïncider le temps de la recherche et le temps du projet. Des démarches itératives et participatives demandent du temps. Le travail engagé par les Représentations de PROTOS montre l'importance de la phase de diagnostic en matière de Recherche-Action, et le temps nécessaire pour le réaliser. Au stade actuel, bien que les démarches ne soient pas encore abouties, on peut s'interroger sur la manière d'évaluer les réponses apportées par les processus d'ici la fin du MYP. Pour la plupart des démarches, l'impact des approches et des produits s'appréciera bien après la fin 2016, c'est le thème de recherche parfois qui implique cela, à l'instar de l'adaptation aux changements climatiques ou encore la prise en considération du Genre.

➔ Si PROTOS choisit de répondre à des questions complexes, nécessitant une phase de diagnostic importante, impliquant de la formation et favorisant la participation (et à plus forte

raison ambitionnant la transformation sociale), il faut raisonner à plus long terme que la durée d'un projet.
On peut imaginer l'élaboration d'une question de recherche globale qui orientera vers des questions plus circonscrites, et des cycles Recherche-Actions plus courts, se succédant de manière itérative pour répondre à la question complexe à plus longue échéance (par exemple, pour trouver des solutions en matière de gestion partagée des ressources en eau, on a vu la possibilité de s'attacher d'abord à trouver des réponses concrètes aux problèmes spécifiques de chaque groupe d'usagers pour mieux cerner ensuite ce qui a trait au multi-usages).

➔ Pour certaines démarches, on peut déjà tenter d'évaluer l'intérêt potentiel des acteurs pour les produits en développement et l'effet du renforcement des capacités chez les participants
➔ Pour déterminer si les produits de la Recherche-Action répondent à la question initiale, le suivi et l'évaluation des effets et impacts devra être planifié (quand ? quoi ? comment ? par qui ?)

- Les ressources humaines

La Recherche-Action implique une composition et une organisation des ressources humaines qui diffère sensiblement de la démarche classique d'intervention. Nous l'avons vu, ce sont des démarches qui prennent du temps, difficile à consacrer pour des responsables de projets qui doivent souvent prioriser l'opérationnel. Elles nécessitent également une prise de recul sur l'action plus facile pour un acteur qui n'est pas directement impliqué dans l'action.

La question de l'expertise parait également primordiale pour assurer la qualité de la recherche et des produits attendus (apport de connaissances conceptuelles, d'outils d'analyses et regard critique sur l'action)

➔ PROTOS doit probablement renforcer la composante recherche de ses démarches : les CAR pourraient disposer d'un poste dédié au pilotage des démarches, détaché des activités opérationnelles (cette fonction peut probablement être couplée avec celle du suivi/évaluation comme en Ouganda).
➔ Les partenaires locaux impliqués dans le pilotage et/ou la mise en œuvre nécessitent un renforcement plus systématique de leurs capacités pour assurer une nouvelle mission qui se distingue de leurs pratiques habituelles. Il y a une véritable demande de leur part.
➔ Les démarches pourraient également impliquer systématiquement de l'expertise (à l'instar des pratiques en Equateur).
➔ Selon la place qui sera accordée à la Recherche-Action dans la stratégie d'intervention de PROTOS, l'organisation au sein du Siège devra probablement évoluer également. Aujourd'hui, le découpage des missions au Siège se fait sur base géographique. Pour coordonner la mise en œuvre de la Recherche-Action, la création d'un poste transversal dédié devrait peut-être être envisagée : appui aux Représentations pour l'élaboration des questions de recherche (cadrage nécessaire pour définir l'ampleur des questions et les bénéficiaires des produits de la recherche), la construction méthodologique, le suivi des résultats et le partage des problèmes rencontrés et des solutions trouvées par les CAR entre les Représentations.
➔ Enfin, il pourra être envisagé la réalisation de revues assistées, menées en interne par le Siège ou conduites par des consultants externes.

- La méthodologie

La question méthodologique interroge la place que PROTOS souhaite accorder à la Recherche. La place de l'action reste aujourd'hui prédominante dans l'intervention de PROTOS et la composante recherche n'est pas toujours très claire dans les démarches entreprises, les étapes proposées dans la note stratégique Recherche-Action et le guide méthodologique associés sont interprétées de façon différenciées par les CAR.

➔ A l'issue des premiers cycles de Recherche-Action engagés par les CAR, il faudra probablement procéder, avec les Représentations, à une revue collective des méthodologies mises en œuvre et travailler à une compréhension commune qui permettra d'améliorer le guide méthodologique dont l'élaboration itérative était bien envisagée par PROTOS dès sa conception.

Les démarches engagées montrent également des trajectoires différentes, liées au contexte bien sûr, mais aussi à l'envergure des questions et des bénéficiaires des produits de la recherche.

➔ Le choix de l'envergure des questions et des bénéficiaires doit également se poser au sein de l'organisation. Souhaite-t-on répondre à des questions spécifiques qui orientent le mode d'intervention de l'organisation ou souhaite-t-on répondre à des questions plus conceptuelles, d'envergure sociale ? PROTOS peut choisir de traiter les deux types de questions mais il est probable que la méthodologie diffère, notamment la place à accorder à la participation des acteurs locaux.
Aborder des thématiques complexes (DHEA, Genre, Changements Climatiques…) avec les acteurs locaux est possible mais nécessite de commencer par un renforcement des capacités et par conséquent la contribution de l'expertise.

Enfin, alors que PROTOS se positionne en appui à la Maîtrise d'Ouvrage Locale, la place à accorder aux institutions locales dans les processus de Recherche-Action nécessite probablement réflexion en interne. Cela rejoint le point mentionné précédemment sur le choix des questions de recherche et les bénéficiaires attendus des produits.

Certaines démarches placent déjà les collectivités locales au cœur de la démarche et permettent le développement de méthodes et d'outils qui leur sont destinés, mais ce n'est pas le cas de toutes.

➔ Lors du choix de la question de recherche, la question de l'outil développé et de son adéquation avec les besoins des institutions locales pour assumer leurs compétences doit probablement figurer parmi les critères clés.

Acronymes & Abréviations

A

ACEP	Association des Consommateurs d'Eau Potable
AEPHA	Approvisionnement en Eau potable, Hygiène et Assainissement
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés (= CLTS)
AWMZ	Albert Water Management Zone (Ouganda)

B

BF	Borne-Fontaine

C

CAR	Cellule d'Appui Régionale
CARDER	Centre d'Action Régional pour le Développement Rural
CC	Changement(s) Climatique(s)
CCEA	Cadre de Concertation des acteurs de l'Eau et de l'Assainissement
CE	Commission Européenne
CHA	Comité d'Hygiène et Assainissement
CLE	Commission Locale de l'Eau
CLTS	Community-Led Total Sanitation (= ATPC)
COOTAD	Code Organique d'Organisation Territoriale, Autonomie et Décentralisation (Equateur)
CTB	Agence Belge de Développement

D

DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DHEA	Droit Humain à l'Eau et l'Assainissement
DWRM	Directorate of Water Resources Management (Direction de la gestion des ressources en eau, Ministère de l'eau et de l'Environnement - Bénin)

E

ECOSAN	Assainissement Ecologique
EDC	Echange et Diffusion des Connaissances
EP	Eau Potable

F

FDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre

G

GAD	Gouvernement Autonome Décentralisé (Equateur)
GC	Gestion des Connaissances
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau

H

HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire

I

IS (ou ImS)	Intermédiation Sociale

J

JAAP	Juntas Administradoras de Agua Potable (Conseils d'Administration de l'Eau Potable – organe communautaire, Equateur)

M

M&E	Monitoring & Evaluation
MYP	Multi-Year Program (Programme Pluri-Annuel)

O

OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OLE	Organe Local de l'Eau
ONG	Organisation Non Gouvernementale

P

PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation (Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement)

R

RA	Recherche-Action
RH	Ressources Humaines

S

SIGAP	Sistema Informático para la Gestión de Agua Potable (Système Informatique pour la Gestion de l'Eau Potable, Equateur) : http://protossigap.com/noticias/
SNPHAB	Stratégie Nationale pour la Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (Bénin)

T

TdR	Termes de Référence
TSU6	Technical Support Unit for Western Uganda

Principaux documents consultés

GLOBAL
PROTOS, *Stratégie 2013-2023, une réflexion stratégique pour renforcer la performance durable de Protos,* Fév. 2013, 63 p.
PROTOS, *Extrait du programme triennal 2014-2016 relatif à la recherche-action,* 2013, 21 p.
PROTOS, *Note stratégique recherche-action,* Fév. 2013, 13 p.
PROTOS, *Note stratégique Renforcement des capacités,* Fév. 2013, 20 p.
PROTOS, *Note stratégique Partenariats dans le Sud,* Fév. 2015, 10 p.
PROTOS, *Note stratégique Gestion des connaissances,* Juin 2015, 11 p.
PROTOS, *Séminaire Protos d'échange international, recherche action en gestion durable de l'eau, rapport de synthèse des délibérations*, Oct 2013, 12 p.
PROTOS, *Guide méthodologique de Protos pour l'opérationnalisation de la recherche-action,* Fév. 2015, 34 p.

BENIN
PROTOS, *Extrait du programme triennal 2014-2016 relatif au Bénin,* 2013, 32 p.
PROTOS, *Extrait du rapport intermédiaire du programme triennal 2014-2016 relatif au Bénin,* 2015, 20 p.
PROTOS Bénin, *Compte-Rendu de l'atelier de restitution du séminaire RA d'octobre 2013 en Belgique,* Avril 2014, 4 p.
PROTOS Bénin, *Compte-Rendu de l'atelier sur l'opérationnalisation de la RA*, Avril 2014, 3 p.
PROTOS Bénin, *Compte-rendu de l'atelier de réflexion sur les partenariats*, Avril 2014, 2 p.
PROTOS Bénin/PNE Bénin, *Synthèse de la méthodologie de recherche action autour des forages artésiens du Mono et du Couffo*, Novembre 2015, 14 p.
PROTOS Bénin/PNE Bénin, *Compte-Rendu de la 1ère séance ce travail RA GIRE*, Mai 2014, 19 p.
PROTOS Bénin/PNE Bénin, *Compte-Rendu de la 2ème séance ce travail RA GIRE*, Novembre 2014, 14 p.
PNE Bénin, *Diagnostic approfondi des sites de Ouedeme Ahokansa, Houeganme, Vocanme, Hessa et Zounhome*, Mars 2015, 38 p.
PNE Bénin, *Appui à l'évaluation de l'application de la GIRE locale pour la valorisation des forages artésiens dans le Mono et le Couffo*, Décembre 2014, 54 p.
PNE Bénin, *La Valorisation et la Gestion des Forages Artésiens, Etat des lieux – Analyse – Perspectives,* Novembre 2014, 124 p.
PROTOS Bénin/PNE Bénin, *Appui à la valorisation de l'eau des forages artésiens dans les départements du Mono et du Couffo, feuille de route*, Mai 2015, 15 p.
PNE Bénin, *Plans d'action sites de Houèganmè et Adamé*
PNE Bénin, *Plans détaillés des comités de gestion,* Juin 2015
PROTOS Bénin, *Compte-rendu de la 1ère séance de travail RA ATPC*, Décembre 2014, 10 p.
PROTOS Bénin, *Compte-rendu de la 2ème séance de travail RA ATPC*, Février 2015, 10 p.
PROTOS Bénin, *Tableau des scenarii ATPC par commune*, Septembre 2015, 3 p.
PROTOS Bénin, *Tableau de bord suivi ATPC,* Septembre 2015
PROTOS Bénin, *Tableau de choix des arrondissements ATPC*

EQUATEUR
PROTOS, *Extrait du rapport intermédiaire du programme triennal 2014-2016 relatif à l'Equateur,* 2015, 20 p.
PROTOS, *Extrait du programme triennal 2014-2016 relatif à l'Equateur*, 2013, 37 p.
PROTOS Equateur, *Gestion del conocimiento e IA Ecuador Belgica*, Octobre 2013, 11 p.
E. ISCH Investigacion Accion Participativa, Décembre 2013, 16 p.
PROTOS Equateur, *Memoria del taller de investigacion accion y Gestion del conocimiento*, Décembre 2013, 14 p.
PROTOS, Investigacion accion para Belgica insumos para papelografo, Avril 2014, 2 p.

PROTOS Equateur, *Terminos de referencia proceso de determinacion y accion frente a la vulnerabilidad del derecho humano al agua y saneamiento frente a los afectos del cambio climatico en Esmeraldas*, Juin 2014, 11 p.
INTERCOOPERATION, *Protocolo de Investigacion Accion Cambio Climatico*, 13 p.
INTERCOOPERATION, *Diagnostico de Vulnerabilidad DHAS*, 86 p.
INTERCOOPERATION/PROTOS Equateur, *Metodologia de diagnostico de vulnerabilidad del DHAS al cc*, draft, 21 p.
INTERCOOPERATION/PROTOS Equateur, *grilles d'analyses de vulnérabilité du DHEA face au CC (à l'échelle paroissiale)*
PROTOS Equateur, *Terminos de referencia equidad social y de genero*, 4 p.
SENDAS, *Informe del sondeo de conocimientos y percepciones*, Février 2015, 15 p.
SENDAS/PROTOS Equateur, *Genero agua y saneamiento, Memoria taller de sensibilizacion Esmeraldas*, Avril 2015, 15 p.
SENDAS, *Protocolo de Investigacion accion Género*, Mai 2015, 34 p.

PROTOS Equateur/CEFODI/SENDAS, *Dinámicas de género en la gestión del agua y saneamiento en los cantones Muisne y Rio Verde. Provincia de Esmeraldas*, Juillet 2015, 31 p.
PROTOS, *Comptes-rendus de réunions de travail RA*, décembre 2014, mars 2015, septembre 2015
INTERCOOPERATION/PROTOS Equateur, *Sistematización del proceso participativo para la definición de Medidas de Adaptación*, 9 p.
SENDAS/PROTOS Equateur, *Plan y contenidos de sensibilizacion y capacitacion en genero agua y saneamiento*, 8 p.
PROTOS/CEFODI, *Guia de control social ciudadano sobre DHAS Esmeraldas*, 34 p.

OUGANDA

PROTOS, *Extrait du programme triennal 2014-2016 relatif à l'Ouganda*, 2013, 19 p.
PROTOS Ouganda, *Logbook A/R on developing monitoring tool on CCA*, en cours
PROTOS Ouganda, *Poster Action Research Uganda*, Juin 2015
PROTOS Ouganda, *Action Research on the Development of a Monitoring Tool for Climate Change Adaptation, A report of findings from Kayinja, Kamwenge District, Western Uganda*, Octobre 2015
PROTOS, *Action research on the development of a monitoring tool on local climate change adaptation*, Novembre 2015
PROTOS Ouganda, *Action Research Seminar by Protos Uganda (Slides)*, 17 p.
PROTOS Ouganda, *Concept elements of Action Research (Slides)*, 9 p.
PROTOS Ouganda, *Strategie for Knowledge Management (Slides)*, 12 p.
PROTOS Ouganda, *Action Research (Slides)*, 22 p.
PROTOS Ouganda, *Slides for peer review of AR methodology*, Décembre 2014, 58 p.
PROTOS Ouganda, *Preparation for Training on CCA M&E for JESE, Janvier 2015, 14 p.*
PROTOS Ouganda, The Outcomes Chain for Kayinja (ToC), Mars 2015
PROTOS Ouganda, *Community participation and involvement in CCA M&E*, Juin 2015, 16 p.
PROTOS Ouganda, *Preparation for Community Meeting CCA in Kayinja*, Juin 2015, 7 p.
PROTOS Ouganda, *Reflection on Participatory Community Meeting on CCA in Kainja*, Juin 2015, 17 p.
PROTOS Ouganda, *Preparation for community meeting "CCA in Kayinja" DAY 2,* Juillet 2015, 10 p.
PROTOS Ouganda, *Reflection on Participatory Community Meeting on CCA in Kainja DAY 2*, Juillet 2015, 32 p.
PROTOS Ouganda, *Presentation for round table with stakeholders on development of CCA monitoring tool*, Juillet 2015, 41 p.
PROTOS Ouganda, *Report on Round table with stakeholders on the development of CCA monitoring tool*, Août 2015, 9 p.
PROTOS Ouganda, *Minutes of the meeting with Jozef S. (Broederlijk Delen) on CCA M&E, Février 2016*, 2 p.
ADETEF, *Study on current and futue potential water resources, under different climate scenarios, for yhe Mpanga River Basin*, Mars 2015, 144 p.

Annexes

ANNEXE 1 : Termes de Référence de la mission

ANNEXE 2 : Planning de mission au Bénin

ANNEXE 3 : Expérimentation en matière de qualité des systèmes d'assainissement (région de Saraguro – Equateur)

ANNEXE 4 : Planning de mission en Equateur

ANNEXE 5 : Informations issues de nos échanges avec les membres du « groupe moteur »

ANNEXE 6 : Planning de mission en Ouganda

ANNEXE 1 : **Termes de Référence de la mission** (extrait)

Termes de référence

Evaluation thématique

Recherche-Action

Financement

Coopération belge au Développement (DGD)

1. Présentation de Protos

Protos est une organisation non gouvernementale belge. Au cours de ses 35 ans d'existence, elle s'est spécialisée dans l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement, dans l'utilisation d'eau à des fins agricoles et finalement dans la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Pour Protos « **Tout commence avec l'eau** ».

Protos veut promouvoir des relations Nord-Sud équitables et mutuellement enrichissantes. Protos veut aider à développer des processus durables et libérateurs qui sont intégrés dans un contexte socioculturel local et ayant comme finalité une amélioration du bien-être matériel et immatériel des populations démunies dans le Sud. L'eau y apparaît comme un élément essentiel.

Vu son expertise dans ce domaine, Protos prône une gestion équitable, durable et participative de l'eau aussi bien dans le Nord que dans le Sud.

Protos est actif dans 9 pays dans le Sud : Haïti, RDC (Ituri), Rwanda, Burundi, Ouganda, Equateur, Benin, Mali et Madagascar. Protos travaille également en Belgique dans la sensibilisation et le plaidoyer.

Les domaines d'intervention sont : l'eau potable- l'hygiène – l'assainissement et l'eau agricole dans un cadre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Pour de plus amples informations sur Protos, voir notre site-web http:\\www.protos.ong/fr

2. Introduction sur l'approche « Recherche-Action et Echange et Diffusion des Connaissances » de Protos

2.1 la Recherche-Action, un choix stratégique de Protos

En 2013, Protos a fait un choix stratégique pour la Recherche-Action (RA) après un processus de réflexion approfondie. Ce choix va de pair avec un meilleur échange et diffusion de connaissances.

Ce processus est parti en début 2012 avec des questions suivantes: vers où veut Protos évoluer dans les 10 prochaines années, quel rôle veut Protos assumer, et quelle valeur ajoutée peut Protos fournir dans le futur. Une première étape consistait dans l'analyse du contexte (externe) et des évolutions et tendances dans la coopération internationale, dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et d'assainissement et relatif aux acteurs du développement local. Cette analyse a débouché sur un nombre de leçons avec des opportunités et menaces pour le rôle et le fonctionnement de l'organisation.

En même temps les évolutions internes au sein de Protos ont été étudiées. Jusqu'à la fin des années 90 Protos était plutôt un intermédiaire entre des ONG locales et des bailleurs de fonds avec la tra-

duction de leurs idées dans des dossiers concrets. En outre Protos était aussi l'organisation exécutante directe d'un nombre de projets plus importants. Les congrès internationaux de 1997 (sur le partenariat), de 2000 (sur l'articulation entre acteurs du développement local) et de 2003 (sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau) étaient des moments forts dans la transition vers le rôle de co-exécuteur, avec comme lignes directrices l'appui à la maîtrise d'ouvrage local et la GIRE comme cadre de référence. A cela s'ajoutait une forte spécialisation dans l'eau, une diversification géographique et une extension d'activités, de budget et de l'effectif de personnel.

Pour trouver une réponse à la question de quel futur pour Protos, les 5 métiers que Protos assume plus ou moins, ont été analysés par les collaborateurs tant en Belgique que dans le Sud. Ces 5 métiers sont : (a) co-exécuteur des programmes en projets avec nos partenaires ; (b) gestion de connaissances ; (c) mobilisation ; (d) renforcement de capacités ; et (f) plaidoyer.

De ces analyses et discussions, il s'est avéré que tous ses métiers sont toujours importants et ont leur place dans le futur de Protos, mais Protos doit assumer ces métiers à partir d'une approche centrale, notamment la RA.

Le choix stratégique pour la RA est basé sur l'argumentation suivante :

- Les problèmes dans le secteur de l'eau potable, de l'hygiène et d'assainissement et de l'eau agricole sont suffisamment connus aujourd'hui. Le secteur a besoin de solutions utilisables.
- Il n'y a pas de solutions "one fits all" pour tous les pays et tous les contextes; pourtant un nombre d'acteurs ont déjà développé des pistes de solutions intéressantes, qui peuvent être très inspiratrices.
- Aussi Protos et ses partenaires sont en train de tester un nombre de pistes, et les appliquent dans leurs programmes.
- Cependant il y a encore trop d'actions de Protos, de ses partenaires et d'autres acteurs où :
  - les connaissances existantes sont trop peu utilisées;
  - les solutions connues ne sont pas appliquées d'une façon intelligente dans les problématiques auxquelles on est confrontées.
- La connaissance générée par Protos et ses partenaires est aujourd'hui insuffisamment valorisée et diffusée, tant dans le cercle interne (collaborateurs, partenaires), que dans le cercle externe (autres acteurs nationaux et internationaux du développement, politiciens, réseau, etc. dans le domaine de l'eau).
- Les moyens de Protos sont beaucoup trop limités pour pouvoir résoudre les problèmes mondiaux de l'eau. La valeur ajoutée de Protos devrait être : **« alimenter le secteur de connaissances basées sur des expériences de terrain, qui peuvent être répliquées par d'autres acteurs, qui peuvent intervenir à une échelle plus grande. »**

Alors la RA n'est pas un métier, mais une approche. Il ne s'agit pas d'une méthode, mais d'une attitude, d'une manière de penser et d'agir : notamment dans ce que Protos fait, rechercher la meilleure solution par une explication de la question de la RA, des étapes à parcourir, et des résultats obtenus.

2.2. la RA selon Protos

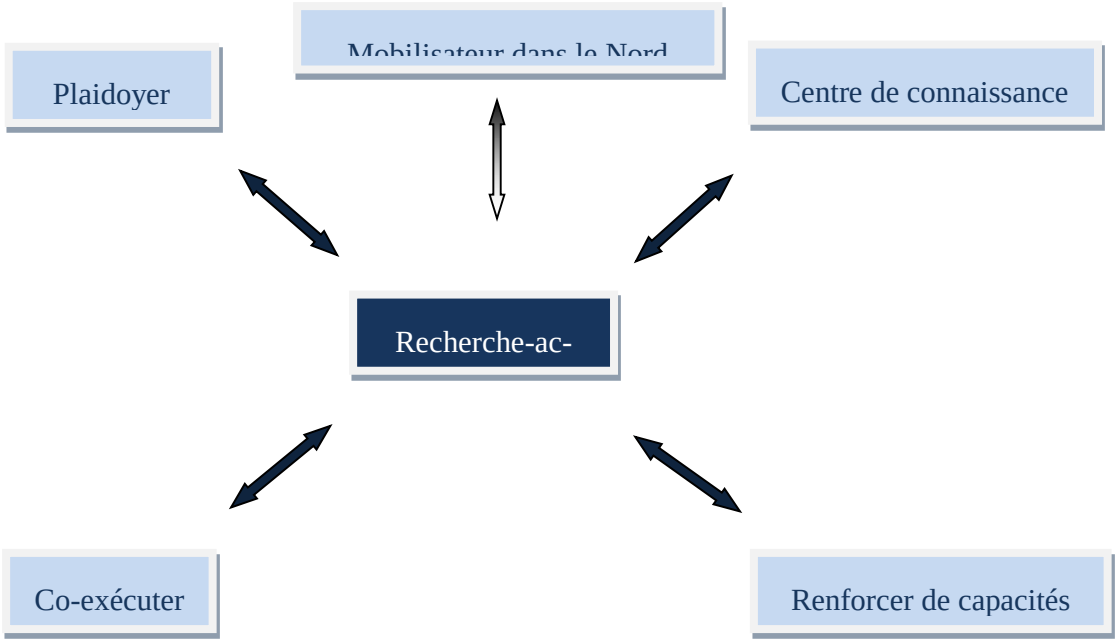
Pour Protos les deux mots clés dans la RA, notamment l'action et la recherche, ont tous les deux une grande importance.

Les éléments clés sont :

- Dans la RA, la recherche est intégrée dans l'action. L'action constitue toujours la base de la RA. Le volet « recherche » porte sur une meilleure compréhension du problème, le développement systématique de possibles solutions et leur mise en application sur le terrain.
- L'action et la recherche ne peuvent jamais être dissociées. Les questions de recherche sont issues des expériences pendant la mise en œuvre de projets et programmes concrets avec nos partenaires. Ce sont des questions concrètes directement liées à l'amélioration de l'effet et de la durabilité. La recherche d'une réponse se fait dans l'exécution de projets et programmes concrets avec et par nos partenaires.
- Protos ne devient pas un chercheur. Le focus est mis sur les actions qui contribuent à une meilleure gouvernance de l'eau. Protos continue à assumer les 5 métiers mentionnés ci-dessus.
- La RA est intimement liée à la gestion de connaissances, mais elle dépasse celle-là . Il s'agit rechercher activement des réponses concrètes à des questions concrètes, et ne pas uniquement la capitalisation, la documentation et la diffusion d'expériences.
- Vu que la RA est enracinée dans les actions de terrain concrètes, elle a une signification et une importance locales. Mais le niveau de l'ambition de Protos est aussi plus élevé. Protos ne cherche pas uniquement des réponses à des problèmes très locaux, mais à des questions plus globales qui se produisent dans plusieurs contextes. Certes, les solutions sont testées à un niveau local, mais Protos veut toujours examiner si les solutions sont aussi utilisables dans d'autres contextes, soit par une application directe, soit comme sources d'inspiration pour des solutions adaptées.
- Pendant la RA le renforcement de capacités des acteurs concernés est d'une importance cruciale. La RA en soi est déjà une stratégie de renforcement de capacités.

2.2 Intégration de la recherche-action dans les 5 métiers de Protos

La RA constitue l'approche centrale de Protos, et est étroitement liés avec les 5 métiers que Protos veut assumer. Elle est «le ciment » qui relie les différents métiers.



Métier	Explication	Lien avec la RA
Co-exécuter	Co-exécution dans la mise en œuvre des projets sur des thèmes innovateurs	En tant que co-exécuteur dans les projets, PROTOS à la possibilité de stimuler les réflexions sur des problèmes concrets, de trouver des solutions de façon participative, d'introduire des innovations et de les tester sur le terrain, de les adapter si besoin et de les monitorer. Ceci permet d'acquérir une expertise fondée sur des faits sur le terrain.
Renforcer des capacités	Renforcer les capacités des acteurs du Sud à mieux maîtriser leur rôle	La RA vise à contribuer à une meilleure gouvernance, ce qui comprend aussi le renforcement de capacités de toutes les parties impliquées dans la gouvernance. La RA en soi est une stratégie de renforcement de capacités. Les acteurs locaux comprennent mieux leur propre situation par l'analyse ; développent en mettant en œuvre la solution retenue et renforcent ainsi leurs capacités
Centre de connaissance	Approfondissement, actualisation, adaptation et partage des savoirs dans le secteur de l'eau	PROTOS veut valoriser les expériences des RA non seulement dans ses propres projets, mais aussi les partager avec d'autres acteurs dans le secteur, en les systématisant et divulguant dans une forme appropriée. Il est important que les informations divulguées soient basées sur la pratique, et ne soient pas des théories qui ne sont pas prouvées.
Plaidoyer	Promotion et défense de ses propres valeurs et principes auprès des décideurs locaux, en Belgique et auprès de certaines instances sur la scène internationale Appuyer la société civile, les partenaires du Sud pour la défense de leurs droits auprès des décideurs dans le secteur de l'eau	Les enseignements des actions de RA alimentent les messages de plaidoyer. En retour, les contacts et les débats à un niveau supérieur inspirent les actions de RA.
Mobilisateur	Promotion et demande de support auprès des acteurs locaux, en Belgique et auprès de certaines instances sur la scène internationale	Les résultats de la recherche action peuvent contribuer à la mise à disposition d'arguments pouvant faciliter la mobilisation

2.4. Mise en œuvre de la RA dans le plan Triennal 2014-2016

Dans son plan Triennal 2014-2016, financé par la DGD, Protos met en œuvre cette stratégie de RA de façon systématique. (ce plan Triennal comprend des interventions dans tous les pays d'intervention de Protos).

En 2012/2013, pendant la préparation pour ce plan Triennal 2014-2016, l'approche RA a été développée plus en détail et concrétisée pour chaque pays d'intervention. Dans chaque pays une analyse a été faite:

- du contexte:
- de la problématique du secteur de l'eau :
- de l'historique des interventions ;
- des points faibles et forts des interventions de Protos et des partenaires, et des opportunités.

Cette analyse a débouché sur une quinzaine de sujets possibles de RA, qui ont été analysés par rapport à leur faisabilité (peut-on trouver des réponses dans une durée de trois années ?) et à leur applicabilité (est-ce que le résultat de la RA est applicable localement et / ou à une échelle plus large ?). Sur base de cet exercice, chaque pays a déterminé 1 à 3 questions de RA qui ont trait à l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement, l'eau agricole, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et le Changement Climatique.

Dans le plan Triennal 2014-2016, des trajets de RA sont développés pour trouver des solutions aux problèmes retenus.

Protos à Gand appuie la mise en œuvre de la Recherche Action par :

- la recherche et la mise à disposition des informations pertinentes sur les thèmes de RA
- l'appui aux CAR (Cellule d'Appui Régionale) de Protos dans les différentes régions d'intervention dans l'exécution de leurs trajets de RA sur le terrain
- la valorisation des leçons apprises et les mettre à disposition de la sensibilisation et plaidoyer, et pour l'utilisation par d'autres acteurs au Nord et Sud

En octobre 2013, un séminaire international avec des collaborateurs de Protos des différents pays d'intervention, et des représentants des partenaires du Sud s'est tenu à Deinze, Belgique. Ce séminaire international visait essentiellement à opérationnaliser ce nouveau cadre stratégique. Parmi les résultats attendus de ce séminaire étaient : la construction d'une vision partagée autour de la RA ; et l'exploration des implications stratégiques, opérationnelles et institutionnelles de l'adoption d'une stratégie RA.

Pendant ce séminaire, les participants ont exprimé la nécessité de développer une guidance de base qui clarifie comment l'organisation veut mettre en pratique cette démarche. En réponse à cette demande, un guide méthodologique sur la mise en œuvre de la RA a été développé par Protos Gand en 2014.

3. Justification de l'évaluation

3.1. Justification externe

Dans son avis sur le plan Triennal 2014-2016, la DGD accepte le volet de R-A à «condition qu'une évaluation à mi-parcours soit effectuée dans au moins trois pays».

Le plan Triennal 2014-2016 a commencé en janvier 2014, et est maintenant à mi-parcours. Il n'y a pas encore de résultats concrets de la RA, mais une méthodologie a été développée et est appliquée par les différentes Cellules d'Appui Régionales (CAR) de Protos dans les différents pays d'intervention, selon leurs questions de recherche et le contexte dans lequel elles travaillent.

3.2. Justification interne

Outre le fait que cette évaluation est une exigence de la DGD, elle constitue également un moment important pour Protos. Le développement et la mise en œuvre d'une approche de RA systématisée est assez récente. Par cette évaluation, Protos souhaite avoir un regard externe sur la préparation et sa mise en œuvre, pour pouvoir améliorer et prendre les mesures correctives nécessaires pour obtenir des résultats souhaités par cette stratégie. Cette évaluation à mi-parcours doit donc dépasser le niveau d'une appréciation externe, mais doit également constituer un moment d'apprentissage interne, duquel peut en bénéficier toute l'équipe de Protos et ses partenaires, par la formulation des recommandations et pistes d'amélioration.

4. Objectifs et thèmes de l'évaluation

L'évaluation a pour objectif de donner une appréciation de la RA, telle que développée par Protos et mise en œuvre dans le plan Triennal 2014-2016. Par cette évaluation, Protos veut faire apprécier :

- le développement de l'approche de RA au sein de Protos et de ses partenaires ;
- la concrétisation de la RA. Cette concrétisation a été explicitée dans le plan Triennal 2014-2016 dans son volet Sud, mais également dans son volet Nord. Dans le Sud des trajets de RA ont été élaborés et sont mis en œuvre. Ces trajets sont soutenus par Protos à Gand.
- les changements dans l'analyse et dans l'exécution des projets de terrain, suite à la RA.
- l'effet potentiel de la RA sur le positionnement de Protos et de ses partenaires dans le développement, et plus spécifique dans le secteur de l'eau (potable et agricole), hygiène et assainissement.

Afin de pouvoir apprécier les objectifs d'évaluation mentionnés ci-dessus, l'évaluation aura à formuler une réponse aux questions suivantes :

- Est-ce que la RA a pu avoir un impact sur l'analyse du problème et de la recherche des réponses?

  Chaque action doit être basée sur une analyse approfondie du contexte et de la problématique, et doit essayer de formuler et de mettre en œuvre des réponses à des problèmes identifiés. Ceci n'est pas nouveau pour Protos, mais dans les trajets de RA les phases d'analyses et la recherche aux solutions sont plus explicites et systématisées. Il est important de savoir si la RA, telle que comprise et appliquée par Protos et ses partenaires,

- contribue à une meilleure analyse et compréhension de la problématique ?

- permet d'identifier et de mieux spécifier les problèmes clés dans nos interventions, mais aussi du secteur ?

- a le potentiel de déboucher sur des réponses utilisables aux questions formulées.

En plus, il est important de savoir si l'application des réponses, qui sont/seront développées dans la RA, peuvent contribuer à la durabilité des interventions. (aucun trajet de RA n'est terminé à ce jour, il est donc impossible d'apprécier l'application des réponses).

La recherche occupe une place importante dans la RA, mais Protos veut continuer à mettre l'accent sur l'action. Est-ce que dans la RA de Protos il existe un équilibre entre la recherche et l'action, et notre RA permet-il de maintenir le focus sur l'action ?

- Est-ce que les compétences nécessaires (internes et externes[7]) sont présentes, quelles compétences supplémentaires a-t-on besoin et comment les acquérir?

Au niveau opérationnel les équipes actuelles de Protos sont en grande partie formées par de collaborateurs avec une formation technique ou sociale (ingénieurs, agronomes, sociologues, ...). Les thèmes traités dans la RA ne sont pas seulement des questions techniques, mais concernent aussi des aspects financiers, organisationnels, institutionnels et environnementaux.

La RA n'est pas seulement l'affaire de Protos mais repose sur une participation de nos partenaires. Les partenaires actuels de Protos sont pour la plus grande partie du type « opérationnel ». Aujourd'hui, ces organisations se concentrent surtout sur la mise en œuvre des actions, et moins sur les aspects conceptuels des actions. Afin que la RA aboutisse à des résultats satisfaisants, il est nécessaire que les partenaires partagent la même vision sur l'importance de la RA. Il est important que les partenaires comprennent les défis de la RA. Dans ce sens les résultats doivent devenir un domaine d'étude cyclique et continue, pour que les actions se conforment et évoluent en conséquence.

La RA est basée sur une analyse de la situation locale, mais également sur des tendances nationales et internationales et d'autres expériences. Afin de développer des solutions appropriées, Protos doit valoriser l'expertise d'autres organisations et institutions compétentes dans la mise en œuvre de la RA.

Protos veut valoriser les résultats de la RA au niveau national et international, à travers leur intégration dans les pratiques d'autres acteurs et de leur optimisation dans les stratégies des pays et des bailleurs.

[7] Par les compétences externes on comprend les compétences chez les partenaires et dans tout le réseau de Protos (p.ex. des centres de recherche ..)

La RA est un choix avec des conséquences importantes par rapport aux compétences nécessaires (internes et externes, en termes de personnes mais aussi en termes de relations). Il est important de savoir si ces compétences sont présentes, et si cela n'est pas le cas ce qu'on doit faire pour les obtenir.

Il est important de savoir:

- Si Protos déposent de compétences nécessaires pour la mise en œuvre de la RA ?

- Si nos partenaires actuels sont les partenaires appropriés pour la RA et s'ils disposent des compétences requises ? S'ils ne disposent pas de compétences requises, est-ce qu'il y a des pistes pour pallier à ce problème (renforcement de capacités, engagement de nouveaux partenariats)?

- Comment se réalisent les collaborations avec d'autres acteurs dans la RA (p.ex. centre de connaissances) et quelles sont les possibilités et difficultés de ces collaborations ?

- Est-ce que la RA telle que proposée par Protos garantit la participation des acteurs concernées dans chaque étape et dans la recherche de solutions et la mise en œuvre?

Un des principes de la RA est la participation active des différentes parties concernées dans toutes les étapes (détermination du problème et de la question de recherche ; développement et mise en œuvre d'un plan de recherche ; mise en œuvre de l'intervention de la RA ; diffusion des connaissances acquises). Il est important de savoir si la RA telle que proposée par Protos, tenant compte de sa complexité et niveau de difficulté d'analyse, garantit que tous les acteurs concernés puissent réellement suivre chaque étape et apporter dans la recherche de solutions et dans la mise en œuvre cyclique de la RA ?

- Est-ce que la RA a la potentialité d'avoir une influence sur le renforcement des acteurs?

Pour Protos, la RA vise à contribuer à une meilleure gouvernance, ce qui comprend aussi le renforcement de capacités de toutes les parties impliquées dans la gouvernance. La RA en soi est une stratégie de renforcement de capacités. Les acteurs locaux comprennent mieux leur propre situation par l'analyse; mettent en œuvre la solution retenue et renforcent ainsi leurs capacités. Il est important de savoir si la RA contribue effectivement au renforcement de capacités.

- Est-ce que la RA peut contribuer à une reconnaissance, visibilité et légitimité des actions de Protos et de ses partenaires?

L'ambition de la RA de Protos est double : d'une part, on veut donner des réponses à des problèmes pertinents locaux, mais d'autre part on travaille sur des problèmes qui se produisent dans plusieurs contextes. Ainsi Protos veut contribuer à une amélioration du secteur de l'eau en général. Pour cela les actions de Protos et de ses partenaires doivent être reconnues par les autres acteurs, et elles doivent être rendues connues pour les autres acteurs. Aujourd'hui les leçons et résultats ne peuvent pas encore être diffusés, mais il est important de savoir si la méthodologie proposée, et les thèmes choisis ont le potentiel de contribuer à l'amélioration du secteur.

5. Méthodologie de l'évaluation

Protos propose la méthodologie suivante. L'évaluateur peut proposer une adaptation dans son offre.

- Etape d'orientation méthodologique et valorisation de la méthodologie
- Etude documentaire :

  Documents stratégiques :
  - Stratégie 2013-2023, Une réflexion stratégique pour renforcer la performance durable de Protos
  - Note stratégique Recherche - Action
  - Note stratégique Echange et Diffusion de connaissances
  - Note stratégique Renforcement de Capacités
  - Note stratégique Partenariat
  - Rapport Séminaire Protos d'échange International « Recherche-Action et Gestion durable de l'eau »
  - Guide méthodologique de Protos pour l'opérationnalisation de la Recherche-Action
  - Guides méthodologiques Recherche-Action par pays

  Documents et rapports de projets :
  - DTF plan triennal 2014
  - Rapport 2014 plan triennal 2014-2016
  - Documents relatifs aux trajets de RA dans les différents pays

- Mission de terrain au Bénin, Mali et Equateur. Pendant la mission, l'évaluateur aura des entretiens avec les responsables de Protos et ses partenaires, impliqués dans leur RA, et fera des visites sur le terrain. Les zones à visiter sont : le Mono-Couffo au Bénin, le Delta Intérieur du Niger au Mali[8], et Esmeraldas et Saraguro en Equateur. Les personnes à contacter seront identifiées ensemble avec les responsables de la Cellule d'Appui Régionale (CAR). Chaque mission de terrain sera clôturée par un premier aperçu des observations et conclusions provisoires de l'évaluateur (en français pour le Bénin et le Mali, et en espagnol pour l'Equateur), et une restitution sur place où ces observations et conclusions provisoires sont partagées et discutées avec les personnes rencontrées.
- Rédaction de la première partie du rapport (analyse de la mise en œuvre de la stratégie RA dans les différents pays - version provisoire) et consolidation des réactions des collaborateurs de Protos.
- Restitution intermédiaire des missions de terrain au niveau de Protos-Belgique
- Rédaction de la deuxième partie du rapport (analyse globale, avec conclusions et recommandations - version provisoire)
- Restitution au niveau de Protos-Belgique et feed-back sur la deuxième partie du rapport
- Rédaction du rapport définitif

[8] Au ca sou la situation sécuritaire ne permet pas de visiter le Delta Intérieur du Niger, un programme alternatif sera élaboré de concert avec le consultant.

6. Produits de l'évaluation

Le rapport d'évaluation (en français) sera constitué de :

- une première partie concernera une analyse globale de la mise en œuvre de la stratégie RA dans les différents pays, basée sur les visites de terrain dans 3 pays, et des contacts à distance avec les autres pays;
- une deuxième partie du rapport concernera le rapport de l'évaluation même avec les conclusions et les recommandations générales, illustrées par les expériences des pays analysés.

8. Modalités pratiques

L'évaluation consistera :

- d'une étude de documentation ; évaluation du programme dans le Nord, élaboration, exécution et suivi de la méthodologie déterminée; organisation du travail sur le terrain pour les trois pays à visiter (Bénin, Mali et Equateur) (6 jours environ);
- d'une mission au Bénin (7 jours calendaires environ, y compris les déplacements internationaux)
- d'une mission au Mali (8 jours environ, y compris les déplacements internationaux)
- d'une mission en Equateur (9jours environ, y compris les déplacements internationaux)
- de la rédaction des deux parties du rapport et des présentations en Belgique (5 jours environ)
- Total estimé à 35 jours calendaires environ (le nombre de jours est indicatif et sera précisé dans l'offre de l'évaluateur)

6. Compétences du consultant

En principe, toute l'évaluation peut être effectuée par un seul consultant. Toutefois, les missions de terrain peuvent être effectuées par différents consultants (pour chaque mission une seule personne). Dans ce cas, on expliquera dans l'offre comment la cohérence d'approche et de qualités sera assurée.

Le consultant doit :

- disposer d'une solide expérience dans l'évaluation ;
- avoir une connaissance de l'approche de la recherche action ;
- avoir une connaissance des thèmes de la RA retenus par Protos : l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement, l'eau agricole, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et le Changement Climatique ;
- expérience dans les trois pays à évaluer (le Bénin, le Mali et l'Equateur) est un atout ;
- avoir une bonne connaissance du français, de l'espagnol et de l'anglais;
- avoir une excellente capacité d'écrire des rapports explicites, concrets et illustrés ;
- disposer des qualités pour le respect des engagements et de prise des décisions pour exécuter les tâches assignées.

ANNEXE 2 : **Planning de mission au Bénin**

Date		Lieu	Activité	Interlocuteurs
11/12/2015	M AM	Bureau Protos Cotonou	Introduction, présentation de l'équipe de représentation et des projets menés au Bénin RA : historique de la stratégie, appropriation au Bénin, début de la mise en œuvre de la démarche, changements envisagés, changements observés… Focus démarche RA ATPC Focus démarche RA GIRE	Harald Van der Hoek (Représentant-Protos) Myriam Launay (Chargée de projet AEPHA-Protos) Armel Hahossi (Assistant technique-PNE) Blanche Blakassi (Chargée de gestion des connaissances-Protos)
12/12/2015	M	Voyage		
	AM	Bureau Protos Lokossa	Séance de travail avec les équipes locales de Protos et du PNE : présentation de chacun, de leurs missions leur compréhension de la la RA, du choix de Protos pour cette stratégie quelle mise en œuvre concrète de l'approche ?	Guillaume Houinato (Chef d'antenne-Protos) Eloi Ahoumeno (AT junior AEPHA construction-Protos) Rémi Houézé (AT junior AEPHA animation-Protos) Eudoxie Tella (chargeé de projet-PNE) Herbert Gansou (animateur-PNE)
13/12/2015	M	site Houéganmè (Dogbo)	Discussion avec la population, membres du CLE Visite dans le village (forage artésien, BF, réseau SONEB, forage de l'école) Visite du site aménagé	animateur ONG AVPN membres du CLE : exploitants du site aménagé, délégataire BF, usagers EP, transformatrices, délégué du village, chef d'arrondissement
	AM	site Adamè (Athiémé)	Discussion avec la population, membres du comité et exploitants agricoles Visite de la tête de forage et du domaine aménageable pressenti	animateur ONG ASPPIP comité de gestion du forage chef d'arrondissement exploitants agricoles
14/12/2015	M	Lokossa Mairie d'Athiémé	Debriefing du 13/12 Echanges sur l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement dans les communautés et dans les écoles par l'approche et la valorisa-tion des forages artésiens et le paiement de l'eau Discussion sur l'implication de la mairie dans la démarche RA	Maire : Joseph Anani Amavi 2ème adjoint au Maire : Gilbert Bos-sou Point focal MYP3 : Crespin Guidi Chef services techniques : Serge Sessou
	AM	DDEE (Lokossa)	Réunion à la DDEE : Présentation des rôles de la DDEE : appui aux communes, planification et suivi Discussion sur l'ATPC Discussion sur la GIRE Echanges sur l'implication de la DDEE dans la démarche RA ACEP (pas d'acteurs ayant participé aux démarches RA ATPC et GIRE)	Chef du service Eau du département du Mono Chef du service Hygiène et Assainissement du département du Mono Techniciens et animateurs Martinien Dossou, coordo programme EHA de la GIZ
		ONG-IS (Lokossa)	Réunion avec les ONG-IS : Présentation des structures, de leurs dimensions, de leurs missions Mise en œuvre des activités ATPC, difficultés rencontrées ? Explication des réussites, des échecs Leur compréhension de la RA, leur regard sur l'intérêt de la démarche, leur implication dans la démarche Discussion autour des outils, des besoins de formation	Directeurs, chargés de programme et animateurs des organisations : ASPPIP AVPN FNDH REPFED

15/12/2015	M	Localité de Lawèhoué (Dogbo)	Visite dans la localité de Lawèhoué (30 minutes de Dogbo centre) où l'approche ATPC a été déployée par Protos et AVPN. Explication des étapes ayant conduit à la construction des latrines Discussion autour des difficultés rencontrées et des réponses trou-vées par la population Visite des infrastructures construites ou en cours de construction	Yolande Sossoukpe (Point focal MYP3 de la mairie, chef du service assainissement, eau et environnement) Membres du comité d'hygiène et assainissement de la localité Animatrice AVPN
	AM	Mairie de Lalo Lokossa	Discussion sur la mise en place des comités, sur la pertinence de ces comités, sur leurs objectifs, leurs rôles, sur le paiement de l'eau, sur les conflits liés au multi-usages, sur l'organisation des tours d'eau, sur le prix différencié de l'eau, sur les mode de gestion des cotisations Debriefing à chaud	Membres des CLE/OLE GIRE locale de Houéganmé (Dogbo) et Hessa et Zounhomè (Lalo) : Producteurs, propriétaires terriens, trans-formatrices, délégataire BF 1er adjoint au Maire de Lalo SG du Maire de Lalo Equipes Protos et PNE
16/12/2013	M	Ministère de l'Energie et de l'Eau (Cotonou)	Présentation de la chronologie de mise en place de la stratégie nationale GIRE, discussion sur les outils de planification, sur l'artésianisme, sur les unités de gestion et les institutions correspondantes, sur sa vision du rôle des CLE	Bernardin Elegbede (Directeur de la programmation et de gestion de l'eau)
	AM	Direction Nationale de la Santé (Cotonou)	Discussion sur les ACEP, Discussion autour de l'approche ATPC, des outils de suivi du ministère, du partenariat avec l'UNICEF, des approches mixtes, des enjeux de durabilité, du rôle des communes, sur les outils d'évaluation ex-post	Ancien chef du service Hygiène et Assainissement de la DDEE du Mono, aujourd'hui coordonnateur WASH
17/12/2013	M	Cotonou	Rédaction rapport	
	AM	Bureau Protos Cotonou	Restitution conclusions et recommandations	Harald Van der Hoek (Représentant-Protos) Myriam Launay (Chargée de projet AEPHA-Protos) Armel Hahossi (Assistant technique-PNE) Arnauld Adjagodo (Chargé de programme-PNE) André Zogo (Coordonnateur-PNE)

ANNEXE 3 : **Expérimentations en matière de qualité des systèmes d'assainissement (région de Saraguro – Equateur)**

L'équipe de PROTOS en Equateur nous a présenté ses activités en matière de qualité des systèmes d'assainissement menées dans la région de Saraguro (région andine). Il ne s'agit pas aujourd'hui à proprement parlé de Recherche-Action mais plutôt d'expérimentation :

1/ Expérimentation à l'école de Saraguro :

Un problème est identifié avec une école de Saraguro : les systèmes d'assainissement de l'école ne sont pas satisfaisants. L'école (à pédagogie alternative) utilise un système classique avec des toilettes à chasse d'eau et un assainissement par lagunage mais les problèmes de casse des tuyaux d'évacuation se répètent et l'équipe de direction fait appel à PROTOS pour trouver une solution plus pérenne.

De son côté, PROTOS souhaite tester des latrines de type ECOSAN (latrines sèches avec récupération des urines et des fèces) mais fait face à la réticence des communautés vis-à-vis de ce procédé.

PROTOS propose ce procédé à l'école qui accepte l'innovation. Un bloc sanitaire est construit de cette façon. Le dispositif est trop cher pour équiper toute l'école (160 élèves), le second bloc sanitaire reste conventionnel. Pour son assainissement (eau noires) ainsi que pour les eaux grise (cuisine, lavabo), un dispositif est construit avec pour les eaux noires une fosse septique et filtre anoxique, suivi d'un bac dégraisseur et d'un système de filtre planté (micro-lagunage). Le rejet final des eaux traitées pas ce dispositif rejoint une zone humide naturelle en contre-bas.

L'idée est de faire de l'école un centre de démonstration. Six ménages (dont les enfants sont à l'école) demandent également à tester le système dit UBSF ECOSAN.

2/ Expérimentation avec des ménages ruraux du canton d'Oña

Le système traditionnel d'assainissement était une fosse septique suivi de l'infiltration mais on est parfois confronté à une nature de sol peut adaptée où l'eau s'infiltre difficilement. PROTOS fait donc le choix d'une technique alternative et propose aux ménages le système suivant : fosse septique suivie d'un filtre planté avant rejet dans le milieu des eaux résiduelles traitées par ce dispositif.

3/ Expérimentation à l'échelle de bourgs du canton d'Oña

L'assainissement se fait de manière collective. En sortie d'un premier process de dégrillage, dessablage, floculation, PROTOS propose aux GADs un système de filtres plantés avant rejet des eaux traitées par ce processus dans le milieu.

L'objectif de PROTOS ici est de tester la qualité des eaux de rejet afin de déterminer si le degré d'épuration des systèmes construits est satisfaisant et si nécessaire de procéder à des ajustements dans leur conception.

Aujourd'hui, on est davantage dans un processus classique qui vise l'innovation que dans un processus de Recherche-Action. On diagnostique un problème avec les acteurs locaux (casse récurrente des tuyaux, problème de saturation des puits d'infiltration…) et on propose un procédé différent, innovant (existant ailleurs mais pas testé par PROTOS en Equateur). L'idée est ensuite de déterminer si le procédé est efficace en termes d'épuration des eaux usées.

Le test proposé est intéressant mais nécessitera probablement un système de suivi plus élaboré que l'analyse des rejets en sortie du système. Celle-ci en effet ne permettra pas d'avoir une compréhension fine de l'origine du problème (quel problème de conception ? quel problème d'entretien ?). Si l'équipe ne dispose pas aujourd'hui de protocole bien défini, on voit toutefois ici l'opportunité de mener une démarche rigoureuse de Recherche-Action.

ANNEXE 4 : **Informations issues de nos échanges avec les membres du « groupe moteur » en Equateur**

CEFODI est une ONG d'envergure provinciale basée à Esmeraldas. Elle commence à travailler avec PROTOS en 2006 comme partenaire de mise en œuvre sur des projets visant à doter les communautés en systèmes d'adduction d'eau. CEFODI est impliquée à partir de décembre 2013 dans la stratégie de Recherche-Action de PROTOS en tant que co-éxécutant de la mise en œuvre sur le terrain des démarches « DHEA et CC » et « Genre en E&A ».

Ce rôle, dans l'exécution des démarches, confié à CEFODI est probablement adapté aux capacités de cette organisation habituée à la gestion opérationnelle de projets.

Chez CEFODI, le changement impliqué par la stratégie Recherche-Action n'est pas traduit clairement par l'ensemble des membres de l'équipe rencontrés. L'idée partagée concerne le caractère très participatif de la démarche RA. Un membre de l'équipe va plus loin et explique que c'est la connaissance des populations qui permet de trouver la solution aux problèmes : leur place de techniciens change, ils deviennent des facilitateurs pour accompagner la recherche d'alternatives et de solutions.

En termes de méthodologie suivie, l'équipe de CEFODI témoigne de difficultés à maitriser toute la logique du processus. Des doutes sont émis sur le choix de ces thématiques conceptuelles. Des besoins en termes de formation sur la méthodologie RA sont évoqués.

SENDAS est une ONG d'envergure nationale basée à Cuenca. Elle existe depuis 1991 avec pour objectif principal le changement de la condition féminine dans le sud de l'Equateur. Elle et débute son partenariat avec PROTOS en 1999 sur un projet de gestion de bassins-versants et d'irrigation, et c'est à partir de 2011 qu'elle développe son expertise sur la question du Genre. SENDAS est impliquée à partir de décembre 2013 dans la stratégie de Recherche-Action de PROTOS en tant que consultant pour co-piloter la démarche « Genre en E&A ».

Chez SENDAS, la conception de la RA apparait très semblable à celle de PROTOS et pourtant ce choix stratégique n'a pas vraiment changé le mode d'intervention de l'organisation. SENDAS, avant 2013 intervenait déjà selon le schéma suivant :

- Compréhension de la perception des acteurs de base
- Ajustement d'une méthodologie participative (ateliers)
- Plan d'action visant la transformation sociale
- Evaluation

L'équipe SENDAS indique systématiser davantage depuis l'adoption de la stratégie RA.

SENDAS relève que la principale difficulté dans cette démarche sur le « Genre en E&A » fût de composer avec l'absence quasi-totale de connaissances des participants sur le sujet. Il a fallu débuter par un sondage pour comprendre les perceptions et les stéréotypes.

CEDIR (Centro de Desarrollo e Investigación Rural) est une ONG d'envergure nationale basée à Cuenca. Elle existe depuis 1998 et travaille dans les domaines de l'agriculture, de l'eau et assainissement et de la GIRE. Son partenariat avec PROTOS commence en 2002. CEDIR est impliquée à partir de décembre 2013 dans la stratégie de Recherche-Action de PROTOS en tant que co-éxécutant de la mise en œuvre sur le terrain de la démarche « durabilité des systèmes d'eau »

L'équipe est habituée à travailler sur des questions de recherche et à la capitalisation d'expériences de développement. Dans le MYP précédent de PROTOS, CEDIR était impliquée dans le volet « Gestion des connaissances ». L'ONG a produit plusieurs publications retraçant les expériences menées en matière d'organisation communautaire.

L'appui de CEDIR dans la démarche RA« durabilité des systèmes d'eau » est ponctuel, il n'est pas prévu que l'organisation participe à la définition méthodologique. Le besoin de s'impliquer dans la RA n'apparait pas prioritaire pour CEDIR, d'autant que les thèmes choisis en décembre 2013 ne rencontrent pas vraiment les intérêts de l'organisation.

Pour CEDIR, le temps projet est difficilement compatible avec le temps recherche. CEDIR a une autre vision de la recherche : expérimenter de façon itérative et capitaliser une fois des résultats significatifs obtenus.

INTERCOOPERATION est une ONG partenaire de PROTOS mais ne figurant dans ce qu'elle appelle son groupe « d'alliés », Elle est impliquée à partir de décembre 2013 dans la stratégie de Recherche-Action de PROTOS en tant que consultant pour co-piloter la démarche « DHEA et CC ».

L'expert CC rencontré a été missionné par INTERCOOPERATION pour ce co-pilotage fin 2014 -le début du processus a été mené par le Directeur de l'organisation-. Il a contribué largement à l'élaboration de la méthodologie (et notamment la re-formulation de la question-clé), du diagnostic et du plan d'actions (en cours).

Il définit sa mission en 3 étapes

- Décrire et appuyer un processus participatif dans l'analyse de la vulnérabilité du DHEA face aux effets des CC.
- Définir et mettre en œuvre une méthode permettant de quantifier cette vulnérabilité et établir des mesures d'adaptation dans les zones les plus sensibles
- Renforcer les capacités des acteurs locaux à la compréhension des risques et au développement d'actions diminuant la vulnérabilité du DHEA face aux effets attendus du CC.

La méthodologie RA de PROTOS est bien maitrisée par l'expert d'INTERCOOPERATION qui nous explicité clairement les étapes de son travail. La question du suivi et de l'évaluation n'a toutefois pas été abordée.

ANNEXE 5 : **Planning de mission en Equateur**

Date		Lieu	Activité	Interlocuteurs
18/01/2016	M	Voyage	Vol Quito-Esmeraldas	
	AM	Bureau de Protos Esmeraldas	Premiers échanges avec l'équipe de Protos en Equateur : chronologie de l'intervention de Protos en Equateur, articulation des projets MYP, ADDAS et CLASE	Helder Solis (Conseiller-Protos, responsable de a RA, faisant fonction de Représentant) Piedad Ortiz (Coordonnatrice de projets-Protos, responsable des activités dans la province d'Esmeraldas)
		Bureau CEFODI Esmeraldas	Rencontre avec l'Equipe de CEFODI : présentation du contexte d'intervention, présentation des membres de l'équipe, discussion sur leurs compréhension de la RA, changements opérés dans la manière d'intervenir, vision critique	Daisy Rodriguez (Directrice exécutive-CEFODI) et son équipe
19/01/2016		Déplacement dans les cantons de Muisne et Rio Verde	Entretiens avec des participants aux démarches RA engagées (GADs et JAAPs) : implication dans les processus, participation aux ateliers, avis sur les thèmes, avis sur la méthode	Monica Luna (Présidente de JAAP intercommunale -Galera, Galerita et San Enrique-). Participante aux processus RA sur "la durabilité des systèmes d'eau" et "genre en eau et assainissement" Esperanza Vega (Chef Unité de Développement du GAD cantonal de Muisne), Participante au processus RA sur le "genre en eau et assainissement" Alfredo Plaza (Chef du Département de Gestion Environnementale du GAD Muisne), Participant au processus RA sur le "DHEA et Changements Climatiques" Beatriz Charcopa (Présidente JAPP Intercommunale -Altamira, Chunguillo et Guariche-) Carmen Araujo (Conseillère au GAD de Rocafuerte), Participante aux processus RA sur le "genre en eau et assainissement" et "DHEA et CC" Nelly Saavedra (Conseillère au GAD de Montalvo), Participante aux processus RA sur le "genre en eau et assainissement" et "DHEA et CC"
			Entretien avec la Directrice de CEFODI : poursuite des discussions de la veille, la RA pour l'institution CEFODI, contribution de l'organisation à des travaux de recherche	Daisy Rodriguez (Directrice exécutive-CEFODI
20/01/2016	M	Bureaux du GAD provincial Esmeraldas	Discussion autour des politiques publiques en matière de Genre et de la pertinence de la démarche RA menée par Protos	Xavier Estupiñan (Directeur du département Participation, Inclusion & Organisation Sociale-GAD Province Esmeralas) Luzetti Coronel (Responsable de la thématique genre GAD provincial-GAD Province Esmeralas), Participante au processus RA sur le "genre en eau et assainissement"
	AM	Bureaux Protos Esmeraldas	Réunion avec l'équipe Protos sur la méthodologie, déroulé des étapes suivies pour les démarches "genre en eau et assainissement" et "DHEA et CC"	Helder Solis (Conseiller-Protos, responsable de a RA, faisant fonction de Représentant) Piedad Ortiz (Coordonnatrice de projets-Protos, responsable des activités dans la province d'Esmeraldas)
		Voyage	Vols Esmeraldas-Quito-Cuenca	

21/01/2016	M	Bureaux CEDIR Cuenca	Discussion autour de l'intervention de CEDIR et du partenariat avec Protos et Sendas, implication dans les démarches RA, vision critique de la RA	Maria Soliz (Directrice Exécutive de CEDIR)
	AM	Bureaux SENDAS Cuenca	Discussion autour de l'intervention de SENDAS et du partenariat avec Protos, CEFODI et CEDIR, implication dans les démarches RA, rôle de consultant, vision critique de la RA	Mary Cabrera (Directrice de SENDAS) Maria Isabel Cordero (Sous-directrice de SENDAS) Andrea Idrovo (Coordinatrice)
22/01/2016		Cantons de Saraguro et Oña	Visites de réalisations en matière de systèmes d'assainissement innovants : - école de la commune de Lagunes (ECOSAN et filtres plantés avant lagunage) - UBSF (unités de base pour l'assainissement familial) - système d'épuration des eaux de la ville d'Oña, géré par le GAD cantonnal	Rumiñahui Quindi (Conseiller technique-Protos) Rosa Délia Quishpe (Directrice de l'Ecole Inti-Raymi)
23/01/2016		Cuenca Voyage	Travail de synthèse - préparation de la restitution Vol Cuenca-Quito	
24/01/2016		Quito	Repos	
25/01/2016	M	Quito	Entretien avec le consultant d'Intercooperation impliqué dans la démarche RA "DHEA et CC" : partage des rôles avec Protos, méthodologie	Jorge Nuñez (Consultant-Interccoperation)
	AM	Université centrale de Quito	Entretien avec le professeur Edgar Ish : discussion sur les fondamentaux de la Recherche-Action	Edgar Ish (ancien Ministre de l'Environnement d'Equateur, professeur et consultant impliqué dans la réflexion sur la définition de la Recherche-Action (élaboration d'une note intitulée "Recherche-Action Participative")
26/01/2016	M	Quito	Travail de synthèse - préparation de la restitution	
	AM	Quito	Restitution : conclusions et recommandations	Helder Solis (Conseiller-Protos, responsable de a RA, faisant fonction de Représentant) Piedad Ortiz (Coordonnatrice de projets-Protos, responsable des activités dans la province d'Esmeraldas)

ANNEXE 6 : **Planning de mission en Ouganda**

Date		Lieu	Activité	Interlocuteurs
09/02/2016		Kampala	Entretien avec un représentant de JESE Introduction, présentation des projets menés Partenariat avec Protos Démarche RA	Patrick Baguma (Directeur-JESE)
		Voyage	Trajet Kampala-Fort Portal	
10/02/2016	M	Fort Portal	Entretien avec un représentant de KRC (Kabarole Research and Resource Centre) Introduction, présentation des activités Relations avec Protos Activités Recherche et démarche RA Intérêt d'un partenariat avec Protos	Busiinge Christopher (Responsable de l'Information)
			Entretien avec un représentant de l'Université *Mountain of the Moon* Introduction, présentation des activités Relations avec Protos Implication dans la démarche RA de Protos	Clovis Kabaseke (Professeur-MMU)
	AM	Fort Portal	Entretien avec la responsable M&E de Protos Ouganda Echanges sur la méthodologie RA	Hannelore Martens (Responsable M&E Protos)
		Voyage	Trajet Fort Portal-Kamwenge	
		Kamwenge	Entretien avec le Représentant et la Responsable M&E de Protos Historique de l'approche RA Début de la mise en œuvre de la RA Implication des acteurs	Lieven Peeters (Représentant de Protos en Ouganda) et Hannelore Martens (Responsable M&E Protos)
			Entretien avec une chargée de projet de JESE	Rebecca Angumye (chargée de projet-JESE)
11/02/2016		Lake Georges (Mahyoro et Kayinja landing site)	Visite des sites où Protos mène des actions en matière d'assainissement, hygiène et amélioration du cadre vie	
			Rencontre avec le LC III de Mahyoro (élu du sous-comté)	LC III de Mahyoro
			Rencontre avec une chargée de projet de JESE	Lukiya Kajoina (chargée de projet-JESE)
			Rencontre avec des villageois participants à la démarche RA	Didas Katale et Didas Alleluya (membres de la communauté de Kayinja)
			Entretien avec le Représentant de Protos Précisions sur le MYP et les politiques nationales	Lieven Peeters (Représentant de Protos en Ouganda)

12/02/2016		Kamwenge	Entretien avec le reponsable Eau du district de Kamwenge par interim Déclinaison locale des politiques publiques Relation avec Protos et JESE Démarche RA et outil de monitoring	Michael Byamukama (District Water Officer)
		Karambi	Visite d'une école où Protos mène des activités d'assainissement et d'hygiène Visite de latrines ECOSAN familiales en cours de construction Visite de zones humides en voie de réhabilitation par le projet	Mark Tabaruka (Animateur JESE)
		Fort Portal	Entretien avec Responsable M&E de Broederlijk Delen Support à JESE Démarche RA et outil de suivi	Jozef Serneels (Responsable M&E-Broederlijk Delen)
13/02/2016		Fort Portal	Travail de synthèse - préparation de la restitution	
14/02/2016		Fort Portal	Travail de synthèse - préparation de la restitution	
15/02/2016	M	Fort Portal	Entretien à la DWRM Déclinaison locale des politiques publiques Relation avec Protos et JESE Démarche RA et outil de monitoring	Brian (DWRM - AWMZ)
	AM	Bureau JESE Fort Portal	Restitution conclusions et recommandations	Lieven Peeters (Représentant de Protos en Ouganda) Hannelore Martens (Responsable M&E Protos) Patrick Baguma (Directeur-JESE) Jude Twesige (Responsable M&E JESE) Jozef Serneels (Responsable M&E Broederlijk Delen)